



Alger	: 17°	10°
Oran	: 20°	09°
Annaba	: 20°	11°
Béjaïa	: 13°	09°
Tamanrasset	: 28°	14°

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Des partis "nantis", d'autres escomptent l'aide publique pour mener campagne

P. 3

PALESTINE

OLP : "plusieurs pays ont reconnu l'Etat palestinien grâce à l'Algérie"

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

Le Royaume-Uni appelle à renouer avec le processus politique dirigé par l'ONU

P. 14

IMPACT DES INTEMPÉRIES SUR LA CAPITALE ALGER

Fermetures de routes, effondrements et éboulements dans plusieurs communes

Les fortes chutes de pluie enregistrées depuis le début novembre ont provoqué au niveau d'Alger de nombreux dégâts, dont des effondrements rocheux, des chutes de pierres, des éboulements, ainsi que des inondations obligeant les autorités de la wilaya à procéder à des mesures urgentes pour y faire face. Dans une déclaration à l'APS, le directeur des Travaux publics (DTP) de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani, a indiqué que "la pluviométrie inhabituelle, enregistrée depuis le début du mois en cours a engendré jusqu'à aujourd'hui (mercredi ndlr) de nombreux dégâts, notamment des effondrements rocheux, de chutes de pierres, des éboulements ayant amené les autorités locales à prendre des mesures urgentes telles que la fermeture de routes, des déviations pour la circulation routière et d'évacuation d'habitants occupant des bâtisses menacées".

P. 8

DKnews-APS



FINANCES PUBLIQUES
DANS LES PAYS ARABES

M. Benabderrahmane au 6^e Forum annuel

P. 4

PRÉVENTION DE LA COVID-19

Le ministère de la Santé préparé pour faire face à la 4^e vague (Benbouzid)

P. 10

REPORTAGE

EXPOSITION

L'affiche polonaise à l'honneur à Alger

P. 16

SANTÉ

BILAN
D'INFERTILITÉ

Comment ça se passe ?

P. 12-13

F   T B A L L

MONDIAL-2022-ALGÉRIE

Les Verts aux barrages, une qualification pour faire grandir le rêve

P. 21



GHARDAÏA

Rencontre scientifique sur la Tariqa Chikhiya

P. 16

ANP

Mise en échec de l'introduction de plus 8 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc

P. 24

MÉTÉO

De fortes pluies orageuses sur le Centre et l'Est du pays (BMS)



De fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, continueront d'affecter plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays jusqu'à jeudi matin, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas d'Ain Defla, Tipaza, Blida, Alger, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bouira, Béjaïa, Jijel, Bordj, Bou Arreridj, Sétif, Mila et Constantine sont placées en vigilance "orange" jusqu'à jeudi à 06h00, précise la même source.

La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS devrait varier entre 30 et 50 mm et pouvant atteindre ou dépasser localement 60 mm sur les wilayas côtières, ajoute la même source.

BÉJAÏA

Séisme de 3,5 degrés au large (CRAAG)

Un séisme d'une magnitude de 3,5 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré mercredi à 01h29 à cap Carbon, au large de la wilaya de Béjaïa, indique le centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG).

Selon le CRAAG, la secousse tellurique a été localisée à 31 km au nord-est de cap Carbon, en mer.

INTEMPÉRIES

Fermeture provisoire de la station de transports de voyageurs de Bir Mourad Raïs



Les services de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs (Alger) ont procédé mercredi à la fermeture provisoire de la station de transports de voyageurs de Bir Mourad Raïs suite à un éboulement rocheux au niveau de la station, a indiqué un communiqué des mêmes services. "Suite à de fortes chutes de pluie ayant provoqué un éboulement rocheux au niveau de la station de transports de voyageurs de Bir Mourad Raïs, et par souci de protéger les citoyens, les voyageurs et les usagers de la route adjacente, une série de mesures provisoires ont été prises jusqu'au rétablissement de la situation. L'arrêt des bus a été ainsi transféré à la rue adjacente avec interdiction aux autres véhicules d'emprunter cette voie", précise la même source. Il a été décidé, par ailleurs, de la mise en double sens de la route parallèle menant vers l'Avenue Mohamedi, ajoute le communiqué.

Outre la mobilisation de policiers, des panneaux d'orientation ont été mis en place pour faciliter la circulation, conclut la même source.

TRANSPORT FERROVIAIRE
Perturbations du trafic sur la ligne Alger-Blida (SNTF)

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé mercredi des perturbations du trafic des trains sur la ligne Alger-Blida en raison d'un incident technique.

"Les services techniques de la SNTF ont enregistré, la matinée de ce mercredi 17 novembre 2021, à 08h20, une coupure de courant entre les gares de Blida et de Beni Mered, suite à la chute d'un arbre qui a endommagé les installations électriques de la voie (la caténaire)", a indiqué la société sur sa page Facebook officiel.

Suite à cet incident, les trains en partance d'Alger vers Blida seront limités à la gare de Beni Mered, et les trains en partance d'El Affroune seront limités à Blida, selon la même source.

En revanche, les trains diesels en partance vers Oran et en provenance d'Oran, circuleront normalement.

La SNTF assure qu'elle "mettra en oeuvre tous les moyens humains et techniques dont elle dispose, pour rétablir la situation normale dans les plus brefs délais".

ACCIDENTS DE CIRCULATION
101 blessés dans 82 accidents le weekend dernier

Cent une (101) personnes ont été blessées dans 82 accidents corporels de circulation survenus en zones urbaines les 12 et 13 novembre en cours, a indiqué, mardi, la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) dans un communiqué. Selon les données des services compétents de la Sécurité nationale, le facteur humain demeure la principale cause de la survenance de ces accidents, précise la même source. La DGSN réitère son appel aux usagers de la voie publique au respect du code de la route et à la vigilance, mettant à leur disposition le numéro vert 1548 et celui de secours 17 pour recevoir les signalements 24h/24.

TIZI-OUZOU

Arrestation pour trafic de stupéfiants

Une bande de 4 personnes s'adonnant à la commercialisation de stupéfiants et produits psychotropes a été écrouée courant de cette semaine à Azazga, à l'Est de Tizi-Ouzou, rapporte mercredi un communiqué de la sûreté de wilaya. Les 4 individus, âgés de 25 à 37 ans ont été arrêtés en possession de 70 comprimés psychotropes destinés à la vente. Après instruction d'une procédure judiciaire à leur rencontre, ils ont été présentés au parquet d'Azazga pour possession et commercialisation de produit psychotropes, ajoute la même source.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
Le tabagisme continue de reculer

Le nombre de consommateurs de tabac continue de diminuer dans le monde, passant de 1,32 milliard en 2015 à 1,30 milliard l'an dernier, a indiqué mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Selon le quatrième rapport de l'OMS sur les tendances mondiales en matière de tabac, ce nombre devrait continuer à baisser pour atteindre 1,27 milliard en 2025.

Soixante pays sont désormais en passe d'atteindre l'objectif mondial volontaire d'une réduction de 30 % d'ici à 2025, une augmentation par rapport à il y a deux ans, où seuls 32 pays étaient sur la bonne voie.

Pour le Directeur général de l'OMS, Tedros Ghebreyesus, ces chiffres sont "très encourageants", mais il reste du travail à faire.

"Nous avons encore un long chemin à parcourir, et les fabricants de tabac continueront à utiliser tous les artifices pour défendre les profits gigantesques qu'ils réalisent en colportant leurs marchandises mortelles", a déclaré le chef de l'OMS.

JOURNÉE AFRICAINE DE LA STATISTIQUE
L'ONS organise des Portes ouvertes

L'Office national des statistiques (ONS) organise jeudi des Portes ouvertes au niveau de son siège à Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée africaine de la statistique, a indiqué mercredi un communiqué de l'office.

La Journée africaine de la statistique, qui coïncide avec le 18 novembre de chaque année, est célébrée cette année sous le thème "moderniser les systèmes statistiques nationaux pour soutenir le développement socioculturel en Afrique". Ce thème correspond à celui de l'Union Africaine (UA) pour l'année 2021: "arts, culture et patrimoine: leviers pour construire l'Afrique que nous voulons".



ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Des partis "nantis", d'autres escomptent l'aide publique pour mener campagne

La question des modalités et du cadre de financement de la campagne électorale ressurgit à l'occasion de chaque échéance électorale organisée dans le pays au regard de la sensibilité et l'influence directe de ce point sur la régularité et la transparence du scrutin.

La majorité des formations politiques approchées par l'APS ont affirmé avoir recouru à leurs propres ressources financières sans cacher leur aspiration à obtenir un soutien financier conformément à la loi.

De nombreux partis politiques à base populaire moyenne se trouvent face à la contrainte des dépenses de la campagne alors que cette question n'a pas préoccupé les partis à large base populaire qui se permettent de consacrer des ressources financières pour animer leur campagne.

Certaines formations politiques ont exprimé leur aspiration à bénéficier du soutien financier de l'Etat, à l'instar du soutien accordé aux listes indépendantes dans le cadre de la loi organique relative au régime électoral, notamment les partis nouvellement créés qui ne disposent pas de moyens financiers suffisants.

Pour le candidat du parti El-Fadjr El-Djadid de la wilaya d'Alger, Abdelhalim Benbaibèche, les dépenses dédiées à cette campagne sont issues des propres moyens du parti, relevant le besoin des jeunes au soutien financier à l'image de celui accordé aux jeunes des listes indépendantes. "Les partis ont refusé ce point lors du débat de la loi organique relative au régime électoral", a-t-il rappelé. M. Benbaibèche a souligné que les moyens financiers de certains partis politiques et listes indépendantes ne leur permettent pas d'animer une campagne électorale à la hauteur comparativement aux grands partis dont les ressources sont issues

des cotisations de ses nombreux militants. Le parti a consacré un montant révisable de plus de 20 millions de centimes pour chaque candidat, un montant symbolique vu les activités de proximité organisées par les candidats, a-t-il fait savoir.

Il a appelé à permettre aux jeunes militants de moins de 30 ans au sein des partis de bénéficier des aides financières offertes par l'Etat, pour qu'ils puissent continuer de militer au sein de leurs partis et de bénéficier d'espaces publicitaires publics auprès des entreprises d'édition ainsi que les différents moyens de transports.

Le FLN a consacré un montant de son propre fond en vue de couvrir les dépenses de la campagne. Les candidats contribuent, à leur niveau, à la collecte de contributions financières pour l'organisation des transports, les affiches et les meetings. De son côté, Nadir Boulegroune, un dirigeant au FLN, a fait savoir que le parti conduisait deux campagnes, la première supervisée par le SG du parti, alors que la deuxième est organisée au niveau local par les candidats de chaque commune.

Selon la même source, le parti participe dans 1.238 communes et 56 Assemblées de wilaya (APW), d'où ce financement systématique à travers les contributions des candidats et les capacités du parti conformément à la loi organique relative au régime électoral. Et de préciser que le FLN a fixé, dans une note destinée aux candidats, le montant d'adhésion à 3.000 DA lors du dépôt du dossier



de candidature, a-t-il souligné, ajoutant que la campagne n'est pas couteuse étant liée à l'action de proximité.

Les factures et les reçus entravent la collecte des contributions

Boulegroune a estimé que la rationalisation des dépenses et des aides n'affaiblissait pas la campagne dont la majorité des meetings se tiennent au niveau des salles consacrées par l'Etat, ajoutant que la campagne s'appuie également sur l'action de proximité et le déplacement entre les quartiers pour convaincre les citoyens. Le même militant a salué l'idée de reconsidérer les partis politiques à travers l'aide de l'Etat notamment aux listes indépendantes.

Par ailleurs, des candidats relevant d'autres partis ont pu collecter 30 millions de centimes pour chacun en recourant aux cotisations des militants et des candidats vu les capacités financières limitées des partis et le grand nombre de can-

didats. Pour sa part, le secrétaire exécutif de Jil Jadid, chargé des élections et des élus, M. Walid Hadjadj, a révélé que le parti avait recouru à l'autofinancement à travers une contribution qualitative sur les plans de communication et technique, soulignant que chaque commune a ses spécificités en termes de financement.

La direction de campagne du parti a fixé à 10.000 Da le montant devant être versé par chaque candidat, un montant "symbolique" dans la mesure où le nombre de candidats peut atteindre dans une commune dépassant 200.000 habitants les 40 candidats. Il a évoqué, par ailleurs, certaines difficultés pour l'établissement de reçus, des factures ou pour tout virement dépassant 1000 Da. Pour sa part, l'expert en finances et économie, Nabil Djemaa a rappelé l'impératif pour les formations politiques d'élaborer, avant le lancement de la campagne électorale, un plan estimatif des dépenses, et un programme des meetings et de s'y tenir à utiliser dans le

cadre de la campagne. Il s'agit, a-t-il préconisé, de prévoir ces dépenses en se basant sur sept (7) aspects: économique, statistique, commerciale, financier, culturel, us et coutumes. Se félicitant du recours à la facturation pour justifier les dépenses de campagne, l'expert a estimé que cette mesure était de nature à aider les candidats à optimiser les dépenses engagées au titre de ces élections.

La réussite de la campagne électorale est tributaire de l'utilisation de tous les moyens susceptibles de capter l'intérêt des citoyens (places publiques, salles de conférences, instituts), l'affectation de budgets pour les opérations de solidarité, en sus des campagnes de sensibilisation sur l'importance du rendez-vous électoral, a fait remarquer M. Djemaa. A noter que le financement de la campagne électorale est régi par la loi organique relative au régime électoral.

L'ordonnance n 21-01 du 10 mars 2021 portant Loi organique relative au régime électoral, stipule dans le chapitre relatif au financement de la campagne électorale qu'elle est financée de la contribution des partis politiques à travers des cotisations de leurs membres et des revenus liés à l'activité du parti, de l'apport personnel du candidat, des dons en numéraire ou en nature provenant des citoyens dans la limite de 400.000 Da par personne physique. Les dépenses ne peuvent dépasser 2.500.000 Da par candidat.

Plaidoyer en faveur du renforcement du front intérieur (presse régionale)

Les journaux paraissant dans l'Est du pays rapportent, dans leur livraison de mercredi, qu'au 13e jour de la campagne électorale, les cadors des partis politiques ont mis l'accent sur la nécessaire préservation de l'intérêt national, plaidant, à ce titre, en faveur du "renforcement du front intérieur". Le quotidien "En-nasr" répercute ainsi, sous le titre "La stabilité de l'Algérie prime sur l'intérêt partisan", les déclarations du secrétaire général du FLN, Abou El Fadl Baadj, estimant depuis Skikda, que la stabilité de l'Algérie passe avant les intérêts du parti qui reste attaché aux valeurs du 1er novembre. Appelant à "renforcer le front intérieur" et à concrétiser la stabilité politique à travers les élections locales, le chef de file du Front de li-

bération nationale soutient également, rapporte "En-nasr", que notre pays doit consolider sa stabilité politique pour "asseoir sa position dans le monde". La publication relaye également les propos de Sofiane Djilali, président du parti Jil Jadid qui considère que la situation actuelle réclame la mobilisation de tous, y compris les partis politiques afin de "s'unir et soutenir l'Etat durant cette période". "Le renforcement du front intérieur en point de mire" titre, dans ce même contexte, "Le Quotidien de Constantine" qui estime que le parachèvement du processus électoral, à travers la tenue des élections locales du 27 novembre, symbolise "l'engagement des Algériens à renforcer le front intérieur" à l'effet d'assurer la stabilité du pays, et

partant, de "consolider sa position sur l'échiquier international". Le journal revient sur les interventions de certains leaders de partis politiques à l'image du SG du FLN, du président du Front El Moustakbel et du patron de Jil Jadid, qui appellent à préserver "la stabilité du pays" pour affronter les menaces auxquelles l'Algérie est confrontée et à la préservation également de la cohésion du peuple face aux "complots étrangers visant le pays". Répercutant, de son côté, les meetings de campagne des formations politiques en lice pour les locales du 27 novembre courant, le quotidien "Ayn El Djazair" relaye, outre les appels des ténors des partis politiques en faveur de l'élargissement des prérogatives des élus locaux ou encore

l'implication du citoyen dans la gestion des affaires publiques, les déclarations du secrétaire général du parti El Karama, Mohamed Dhaoui, estimant que les meetings de son parti ont enregistré "une affluence acceptable de citoyens".

Le journal L'Est Républicain s'est intéressé, pour sa part, aux activités partisanes qui ont marqué la 13e journée de campagne électorale à travers le pays, notamment la sortie de l'ancien ministre de la Communication et membre du comité central du FLN, Boudjemaâ Haichour qui, depuis EL Tarf, a longuement défendu les couleurs du parti, exhortant les candidats aux élections locales à participer à la concrétisation de l'Algérie nouvelle par "une probité et une intégrité sans pareils".

Les chefs de partis axent leurs discours sur l'importance du scrutin dans l'édification de la nouvelle Algérie

Les chefs des principaux partis politiques ont développé mardi, au 13e jour de campagne pour les locales du 27 novembre, un discours axé sur l'importance de ce rendez-vous électoral dans l'édification de la nouvelle Algérie et pour faire face aux menaces extérieures.

A Skikda, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El-Fadhl Baadj a affirmé que les élections pour les Assemblées communales et de wilayas permettront de "renforcer le front interne, d'assurer la stabilité politique du pays et de consolider la position de l'Algérie sur la scène internationale et régionale",

qualifiant ce scrutin d'"étape importante pour la stabilité du pays et pour faire face aux menaces auxquelles l'Algérie est confrontée".

Le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaïd a plaidé, depuis Mascara, pour "la moralisation de la vie politique" et "la préservation de la cohésion sociale du peuple et de son unité face aux complots étrangers visant l'Algérie". Evoquant les défis auxquels le fait face l'Algérie, notamment aux frontières, le président de Jil Jadid, Sofiane Djilali, qui était l'invité du Forum du journal El Moudjahid, a soutenu que "la situation actuelle exige de tous, y compris des partis

politiques, de s'unir autour de l'Etat et de le soutenir". Il a estimé que sa formation politique est parmi les rares partis qui portent un projet de société visant à contribuer à l'édification d'une Algérie forte et productive.

Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, a invité, depuis M'Sila, les citoyens à contribuer au chantier de l'édification de la nouvelle Algérie "lancé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et les meilleurs enfants de ce pays". Il a estimé, à ce titre, que "la nouvelle Algérie, se construit à travers la mise en œuvre des changements

nécessaires dans la gouvernance locale". A Alger, le chef du mouvement El Bina, Abdelkader Bengrina, a affirmé que les élections du 27 novembre permettront de "parachever l'édification institutionnelle lancée au lendemain du Hirak du 22 février" avec l'organisation de l'élection présidentielle qui a contribué à la préservation de la République.

Le président par intérim du mouvement "El-Islah", Fayçal Boussadraïa, a considéré à Tiaret, que l'ouverture de la voie aux jeunes à se porter candidat, constitue une opportunité à saisir pour opérer le changement dans le cadre de la démarche nationale pour

édifier une Algérie nouvelle. A Alger, le secrétaire général du parti El-Karama, Mohamed Eddaoui, s'est montré optimiste quant aux taux de participation à ce scrutin, assurant qu'il sera "plus élevé que lors des précédentes élections". Selon lui, "plus de deux tiers des électeurs iront aux urnes pour choisir leurs représentants aux Assemblées". Le président d'El Fadjr El Djadid, Tahar Benbaibèche, a déclaré, à Bouira, que "le boycott n'est pas une solution si on veut changer les choses", appelant les jeunes à adhérer aux associations et aux partis politiques, afin d'œuvrer et de militer pour le changement escompté.

JUSTICE

Des magistrats prennent part à une conférence sur la cybercriminalité

Des magistrats et des cadres du ministère de la Justice prendront part, du 16 au 18 novembre en cours, à une conférence internationale sur la cybercriminalité, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Selon le communiqué, deux magistrats et deux cadres du ministère prendront part du 16 au 18 novembre en cours à la conférence internationale "Octopus" sur la cybercriminalité, dans le cadre de la coopération avec le programme européen de lutte contre la cybercriminalité.

La conférence Octopus, organisée tous les 12 à 18 mois par le Conseil de l'Europe, constitue l'une des plus grandes et des meilleures plateformes d'échange en matière de cybercriminalité, réunissant des experts de 80 pays, des organisations internationales, du secteur privé et du monde universitaire. Seront abordées lors de cet événement "des thématiques liées aux stratégies de lutte contre la cybercriminalité, l'intelligence artificielle, la formation judiciaire dans le domaine des crimes cybernétiques et des preuves électroniques, la détection automatique des documents relatifs à l'agression sexuelle contre les enfants, les programmes de rançon et des monnaies chiffrées et la situation mondiale des législations sur la cybercriminalité, ainsi qu'à la vision future de la cybercriminalité à l'horizon 2022".

A ce titre, et dans le cadre de la coopération avec l'Office des Nations-Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) en Algérie et de la coordination avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), dix (10) magistrats participeront mercredi à la quatrième (4) rencontre en ligne sur "le signalement de la violence faite aux femmes", a poursuivi la même source.

Les participants à cette rencontre auront à aborder les questions relatives au signalement de la violence à l'égard des femmes et passeront en revue l'expérience de la plateforme de signalement au Suède, a conclu le communiqué.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Participation à un forum du Réseau parlementaire sur la BM et le FMI

Les présidents des Commissions des Finances et du budget, et des Affaires économiques à l'Assemblée populaire nationale (APN), respectivement les députés Seddik Bakhouch et Ismail Kouadria ont pris part, mardi, aux travaux d'un forum virtuel organisé par le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), a indiqué un communiqué de la Chambre basse du parlement. "Les députés Seddik Bakhouch et Ismail Kouadria, en leur qualité de présidents des Commissions des Finances et du budget et des Affaires économiques ont pris part, mardi, aux travaux d'un forum virtuel organisé par le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international", lit-on dans le communiqué. Le forum a porté sur l'augmentation des droits de tirage spéciaux (DTS), ajoute la même source.



FINANCES

M. Benabderrahmane participe au 6^e Forum annuel des Finances publiques dans les pays arabes

Le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, a participé, mardi, aux travaux du 6^e Forum annuel des Finances publiques dans les pays arabes, organisé conjointement par le Fonds Monétaire Arabe (FMA) et le Fonds Monétaire International (FMI), a indiqué un communiqué du ministère des Finances.

L'événement s'est déroulé en mode virtuel pour examiner, au titre de cette nouvelle édition, la thématique liée aux "mesures de la reprise économique post-Covid-19", a précisé la même source.

Au cours de ce Forum, trois sessions ont été programmées portant sur les volets : "Développements macroéconomiques", "Gouvernance, transparence et rôle de la digitalisation dans les finances publiques", et "L'investissement public pour la relance", a fait savoir le ministère. La session d'ouverture des travaux de cette rencontre a été assurée par le Directeur général du

FMA, M. Abdulrahman Al Hamidy et celle du FMI, Mme Kristalina Georgieva, souligne le document.

Pour sa part, M. Benabderrahmane a assuré la présidence des travaux de la 3^{ème} session de ce Forum qui a porté sur le "Rôle des investissements publics dans la reprise économique post-COVID-19", ajoute la même source. Cette session qui s'est focalisée spécifiquement sur l'investissement public en tant que moteur de reprise économique plus verte, plus inclusive et numérique, a connu l'intervention des responsables de la Banque Asiatique de l'Investissement dans les Infrastructures (BAII) et du FMI, ainsi que celle des ministres des finances des pays arabes pour un partage d'expériences (Egypte, Koweït), a-t-on expliqué.

A cette occasion, M. Benabderrahmane a partagé "l'expérience de l'Algérie dans le domaine du financement des grands projets d'infrastructure, notamment à tra-

vers des Partenariats Publics-Privés (PPP), en tant qu'outil visant à promouvoir un développement économique plus durable". Il a, dans ce cadre, souligné que "l'Algérie, en quête d'efficacité et d'efficacité de ses politiques liées à la gestion des finances publiques, s'apprête à mettre en place un nouveau cadre pour les PPP, repensé sous l'angle de la bonne gouvernance, de la transparence et du partage des risques et des gains entre le secteur public et le secteur privé".

Le ministère a, par ailleurs, rappelé que ce Forum constitue "une occasion pour les ministres des Finances, les gouverneurs et les hauts fonctionnaires des pays arabes pour discuter des défis auxquels les décideurs politiques de la région sont confrontés et d'échanger leurs expériences sur les principales questions liées aux finances publiques et leur impact sur le développement économique et social dans la région arabe".

EDUCATION NATIONALE

"Faible" taux de suivi de la grève du Cnapeste à Alger

La grève à laquelle a appelé mardi le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'Education (CNAPESTE) portant sur des revendications socio-professionnelles, a été "faiblement" suivie. Se rendant dans nombre d'établissements des trois paliers de l'Education, l'APS a constaté que les cours se déroulaient normalement, avec une manifestation timide des mouvements de protestation, à l'instar du lycée des "Frères Hamia" à Kouba où les enseignants ont répondu à l'appel de la grève de deux jours, débutée mardi, tandis que les contractuels exercent ordinairement leur activité. Par ailleurs, les cours ont été dispensés dans des conditions calmes dans plusieurs établissements, à l'image des écoles primaires "Les Sources" à Bir Mourad Raïs, "Djebel Dirat" à Hussein Dey et "Mohamed Salah Ould Aoudia" à Ben Aknoun. Au sein de plusieurs collèges et lycées, les enseignants n'ont pas adhéré à la grève, à l'instar des CEM "L'Emir Khaled" à Kouba et "Oussama Ibn Zaïd" à Bach Djarrah, et encore moins au lycée Saâd Dahleb à Kouba. Le 18 octobre dernier, le Cnapeste a appelé à une grève hebdomadaire de deux jours, à compter du 2 novembre. La grève observée les 2 et 3 novembre en cours a connu un taux de suivi "mitigé" dans les établissements de cycle secondaire alors que dans les établissements des cycles primaire et moyen, l'appel à la grève a été "faiblement" suivi.

Le Cnapeste revendique notamment le recul du pouvoir d'achat et la gravité

de la situation sociale actuelle", soulignant la nécessité de revaloriser les salaires des enseignants.

Il soulève également des revendications socio-professionnelles liées notamment au logement, à la retraite, aux œuvres sociales, à la médecine du travail, la révision de la prime de zone et la garantie des libertés syndicales.

Dans un appel téléphonique avec le chargé de communication du Conseil, ce dernier a indiqué que la grève a été "considérablement" suivie à l'échelle nationale notamment dans le cycle secondaire, et que le Cnapeste était "déterminé" à poursuivre son mouvement de protestation jusqu'à la réalisation des revendications.

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed a entamé le 26 octobre dernier des rencontres bilatérales avec les syndicats agréés du secteur dont le Cnapeste, et procédé à l'examen des propositions émanant des partenaires sociaux, en prévision de l'élaboration d'un projet de "statut garantissant la stabilité du secteur et répondant aux attentes des travailleurs". Ces rencontres sont intervenues après l'installation de la commission technique chargée du dossier du statut des fonctionnaires du secteur de l'Education nationale conformément aux orientations du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, appelant à une étroite coordination avec les partenaires sociaux et la prise en charge de leurs préoccupations".

APS

AGRICULTURE

M. Henni préside plusieurs rencontres sur des dossiers urgents du secteur

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohammed Abdelhafid Henni a présidé plusieurs rencontres avec des cadres du ministère et des directeurs d'établissements, d'organismes et d'offices sous tutelle, consacrées à l'examen des dossiers urgents du secteur, à l'instar de la régulation des produits agricoles essentiels, a indiqué le ministère mardi dans un communiqué. "Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohammed Abdelhafid Henni a présidé, après son installation

samedi à la tête du secteur, plusieurs rencontres avec des cadres du ministère et des directeurs d'établissements, d'organismes et d'offices sous tutelle", précise la même source. Ont été examinés, lors des rencontres, plusieurs dossiers, notamment ceux à caractère urgent, à l'exemple de la régulation des produits agricoles essentiels, le lancement de la campagne labours-semences 2021-2022 des semences et du colza, ou encore le suivi de la production du maïs jaune, conclut le communiqué.

SECTEUR DE LA COMMUNICATION

Le ministre supervise une rencontre d'évaluation

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a supervisé, mardi au siège de son département, une rencontre d'évaluation pour débattre des différentes questions liées au fonctionnement des établissements publics sous tutelle, a indiqué le ministère dans un communiqué. Ont pris part à cette rencontre les directeurs généraux (DG) des établissements médiatiques publics, de l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep) et l'établissement de télédiffusion d'Algérie (TDA), note la même source.

Le ministre a été informé de la couverture médiatique de la campagne électorale des locales du 27 novembre courant, affir-

mant son attachement à l'impératif de mobiliser l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la réussite de ce rendez-vous électoral "important pour le parachèvement de l'édification institutionnelle de l'Etat et la promotion du processus démocratique, au mieux de l'intérêt suprême du pays", a-t-il souligné. Ont été évoqués, lors de la rencontre, les préparatifs des Jeux Méditerranéens -Oran 2022-, notamment au niveau des établissements de la Télévision algérienne (EPTV) et de la Radio nationale, suite à quoi le ministre a souligné "l'impératif d'une prise en charge idoine des aspects organisationnels y afférents, afin d'assurer une cou-

verture médiatique contribuant à la réussite de cet événement sportif méditerranéen d'envergure".

La rencontre a également été une occasion pour aborder plusieurs points liés à l'amélioration du fonctionnement des médias publics, à l'instar de la formation, des enjeux de cadrer avec le progrès technologique et le virage numérique, en sus d'une prise en charge sérieuse des questions nationales et d'autres à caractère international. M. Bouslimani a exprimé son entière disponibilité à poursuivre les efforts déployés pour relancer davantage le secteur et relever, en collaboration avec l'ensemble des partenaires, les divers défis.

SÉTIF 2^{ème} édition du Challenge innovation et énergie en décembre

L'Université Ferhat Abbas Sétif-1 accueillera en décembre prochain la deuxième édition du Challenge innovation et énergie de la région de l'Est du pays, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Le concours offrira l'opportunité aux étudiants, chercheurs et clubs scientifiques des universités de l'Est du pays de présenter leurs projets novateurs dans le domaine de l'énergie, a indiqué Nassima Messaoudi, présidente de l'entreprise Advision El Djazaïr, en marge de la signature d'une convention de coopération avec l'Université Sétif-1.

Le concours cible le plus grand nombre de jeunes étudiants, chercheurs et autres porteurs de projets dans le domaine de l'énergie à travers l'organisation de concours régionaux qui concernent les quatre régions du pays, a indiqué la même source.

L'objectif du concours, organisé sous l'égide du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie



de la Connaissance et des Start-up, est de découvrir les projets innovants dans le domaine de l'énergie pour accompagner leurs porteurs et les assister dans la concrétisation de start-up, a encore ajouté la même source.

Le concours sera annoncé à partir de ce mardi sur les plateformes électroniques et les réseaux sociaux pour accueillir les candidatures, a indiqué Mme Messaoudi qui a relevé que "les finales seront organisées en juin prochain

CONSTANTINE 800 quintaux de miel produits durant la saison agricole 2020/2021

La production de miel dans la wilaya de Constantine a atteint 800 quintaux au cours de la saison agricole 2020/2021, a indiqué mardi le directeur de wilaya des services agricoles, Messaoud Bendridi.

Dans une déclaration à l'APS, M. Bendridi a affirmé que la production de miel a enregistré une baisse de 330 quintaux (qx), par rapport à la saison (2019/2020) durant laquelle la wilaya avait enregistré une production de l'ordre de 1.130 qx.

La baisse de la production de miel est la conséquence de conditions climatiques défavorables qui ont privé les essaims

d'abeilles des plantes mellifères, source d'alimentation naturelle, ainsi que des dégâts occasionnés par les pesticides aux ruches de certaines exploitations, a indiqué le DSA soulignant que la wilaya de Constantine compte 23.360 ruches pleines.

Les incendies déclarés dans les régions forestières connues pour leur activité apicole, dont El Khroub, Ain Smara, Ibn Badis et Zighoud Youcef ont également occasionné des pertes à 23 apiculteurs et détruit 1.012 ruches, a souligné M. Bendridi estimant à 6,289 millions DA le montant des indemnités à accorder aux per-

sonnes impactées. Le DSA a invité, en outre, les apiculteurs de la wilaya à se regrouper au sein d'une coopérative afin de bénéficier des facilités accordées par l'Etat pour l'encadrement et la promotion de cette filière et assurer la prise en charge des apiculteurs de la wilaya, dont le nombre dépasse les 800. La Direction des services agricoles œuvre, a affirmé son responsable, pour la formation des apiculteurs et leur sensibilisation aux maladies qui menacent les essaims d'abeilles ainsi que les modes de traitement en vue de produire un miel entièrement naturel.

ORAN Une surface de 100 ha réservée à la culture du colza (DSA)

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oran a consacré une superficie de 100 ha pour la culture du colza, au titre de la saison agricole 2021-2022, a-t-on appris lors d'une journée d'étude sur ce type de culture, organisée mardi à Misserghine. Quelques huit agriculteurs ont adhéré au programme de la culture du colza au niveau du périmètre irrigué M'lata, à Oued Tleat (sud de la wilaya), qui a connu un franc succès en matière de culture du maïs, a souligné le directeur local du secteur, Rachid Rahmania, qui a signalé que tous les facteurs de production du colza sont disponibles pour le lancement de la production de ce nouvelle culture à Oran. Dans ce cadre, des semences de colza, des engrais et des désherbants ont été fournis au niveau de la Coopérative de céréales et légumineuses secs d'Oran pour garantir la réussite de cette expérience et ouvrir à sa généralisation les prochaines saisons, a-t-il déclaré.

Afin d'accompagner les fellahs, des contacts sont en cours avec les unités de transformation à Oran pour commercialiser le produit après sa récolte, en vertu d'accords qui seront signés entre la Chambre d'agriculture et les fellahs avec les transformateurs, selon le même responsable. Le président de la Chambre d'agri-

culture d'Oran, Brachemi Hadj Meftah, a insisté, pour sa part, sur la nécessité d'intensifier les rencontres afin de sensibiliser les agriculteurs sur l'importance du colza, une des cultures modernes en Algérie, pour attirer plus d'agriculteurs et ainsi étendre la superficie à plus de 100 hectares dans les prochaines campagnes agricoles.

Il a estimé que l'accompagnement des agriculteurs par les instituts compétents est nécessaire dans les différentes étapes de la culture du colza, ainsi que l'intensification du suivi technique, notamment avec le démarrage de la campagne de semences en plus de l'organisation au profit des fellahs de séances illustratives sur les méthodes d'utilisation de la mécanisation agricole pour répandre les semences.

Le même intervenant a également appelé les agriculteurs à s'engager dans le programme de plantation de colza, surtout que l'Etat apporte son soutien aux fellahs et aux transformateurs en vue de réussir ce type de culture qui profite aux professionnels de la terre et à l'économie nationale.

L'objectif de cette rencontre, organisée par la DSA au siège de la Chambre d'Agriculture de la wilaya à Misserghine, est de sensibiliser les agriculteurs à l'importance de la plantation

du colza et à ses avantages ainsi qu'aux modalités de fourniture des semences en plus de l'importance agricole, économique et environnementale du colza, a indiqué le chef du service de la production et de l'appui technique de la DSA, Messabih Mohamed Amine. Cette rencontre, à laquelle ont participé des représentants de l'Institut technologique des grandes cultures de Sidi Bel-Abbès et de la station régionale de protection des végétaux de Misserghine, a permis aux agriculteurs de s'informer sur les étapes de croissance des plantes et le processus technique, ainsi que sur les moyens de protéger cette plante contre les maladies et les insectes pour assurer une saison réussie.

Concernant le processus technique, le chef du service de vulgarisation à l'Institut technologique des grandes cultures de Sidi Bel-Abbès, Mohamed Ardjani, a fait savoir que le processus agréé pour la culture du colza est quasiment similaire à celle des légumineuses. En cas de respect de ce processus, une production de 20 à 35 quintaux par hectare peut être atteinte, sachant que le colza est résistant à la sécheresse. La date appropriée pour le démarrage du processus de semis du colza est du 15 octobre jusqu'à fin novembre, alors que les semis tardifs débiteront durant la première se-

maine de décembre, selon M. Ardjani. Dans ce contexte, il a noté que la modeste expérience, lancée le 24 décembre de l'année dernière dans la région de Boutlélis, une zone humide proche de la mer, a été couronnée de succès. Pour rappel, la culture du colza à Oran a été menée sur un champ expérimental d'un demi-hectare. Elle a réalisé un rendement de 3,5 quintaux, malgré le manque de pluviométrie, a-t-on conclu.

BLIDA Programme d'extension de la plantation du caroubier

Un programme ambitieux pour l'extension de la plantation du caroubier, un arbre qui a fait la réputation de Blida par le passé, a été mis au point par la Conservation locale des forêts, en coordination avec l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui a sélectionné, cette région du pays comme wilaya pilote pour la culture du Caroubier, en 2020, a-t-on appris auprès de cette.

Selon le chef du service d'extension du patrimoine et de la protection des terres, Mohamed Mokadem, ce programme prévoit la plantation de caroubiers sur 85 hectares de zones forestières, dans le cadre de la campagne annuelle de boisement 2021/2022. "Cette démarche vise l'extension de cette culture (caroubier) au niveau d'espaces forestiers et de vergers, dans la perspective de réhabiliter de cette filière et de la développer", a-t-il ajouté. M. Mokadem a signalé que des actions de sensibilisation des agriculteurs et des propriétaires de pépinières et de vergers sont en cours afin de les encourager à se tourner vers cette culture. Il a observé que beaucoup de caroubiers de la wilaya sont vieillissants, vu qu'ils remontent à l'époque coloniale, relevant que plus de 200 agriculteurs sont actuellement intéressés par cette culture.

Les zones concernées par cette campagne de plantation qui s'étalera jusqu'à mars prochain, sont réparties à travers les communes de Soumaâ (40 hectares), Meftah (35 hectares) et Hammam Melouane (10 hectares). Parallèlement à cette démarche, les jeunes et les porteurs de projets sont encouragés à investir dans les différents produits de cet arbre, pour assurer le développement de la filière.

De son côté et dans le cadre des efforts de réhabilitation de cette culture, l'Association nationale de développement du Caroubier prévoit la plantation de 3.000 plants, durant la présente campagne. L'opération sera menée en coordination avec diverses associations, institutions et organismes publics de la wilaya, selon le président de l'association, Hamza Kadi. Signalant le recul de la culture du caroubier ces dernières années, il a fait part des efforts consentis par son association pour sa réhabilitation à travers des actions de boisement, réalisées avec différents partenaires tels que les universités de Blida 1 et 2 et la Conservation des forêts, au titre de conventions de coopération. "Les produits de cet arbre sont variés et nombreux, ce qui fait que cette filière représente un intérêt économique" a-t-il assuré, en outre. Pour rappel, Blida a été sélectionnée en 2020 comme wilaya pilote pour la culture du Caroubier, par l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture, en raison de sa nature géographique adaptée avec cette culture et de son patrimoine végétal.

TIZI-OUZOU Fermeture du gué de Oued Azaghar

Le gué de l'Oued Azaghar sur le principal axe routier reliant la commune de Bouzguène à Tizi Ouzou via la commune d'Illoula Oumalou a été fermé mardi à la circulation routière des suites du débordement du lit de l'Oued Sahel situé en amont, a-t-on appris auprès de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette localité. Cette énième fermeture du gué de l'Oued Azaghar était "prévisible au vu des fortes précipitations pluviales enregistrées durant toute la nuit de lundi et le débordement de l'Oued Sahel qui a charrié d'énormes quantités d'objets hétéroclites causant l'obstruction de la chaussée" a indiqué à l'APS le président de l'APC Rachid Oudali. Une étude pour la réalisation d'un ouvrage d'art d'un coût de 210 millions DA au niveau de ce point a été remise le 13 octobre dernier au ministre des Travaux publics qui s'est engagé à prendre en charge ce problème, a souligné l'édile. Situé sur un chemin intercommunal reliant les deux communes de Bouzguène et Illoula Oumalou, ce gué a été, pour rappel, le théâtre de deux graves accidents en 2018 et 2019 dont l'un a causé la mort d'une personne. A cause de cette fermeture, les habitants de cette localité sont dans l'obligation de faire le détour par la commune d'Ighia où des chutes de pierres sont, également, enregistrées au lieu-dit Assif Oussardoun, ravagé par les incendies de l'été passé.

TOMATE INDUSTRIELLE Croissance de la production de 17% en 2021

La production de la tomate industrielle s'est élevée à plus de 23 millions de quintaux en 2021, enregistrant une croissance de plus de 17% par rapport à l'exercice précédent, ce qui a permis à l'Algérie d'assurer son autosuffisance en double concentré et triple concentré de tomate, a indiqué un responsable du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Le sous-directeur du développement des filières végétales au ministère, Amokrane Hadj Said, a déclaré à l'APS que la filière de la tomate industrielle a enregistré des "performances records" au cours des dernières années, notamment lors de la dernière campagne qui s'est soldée par une production nationale de plus de 23 millions de quintaux. Le responsable a rappelé que lors de la saison 2020, cette production s'était établie à 19 millions de quintaux, soit plus de 17% de moins que la récolte de 2021. Toujours en termes de performances, M. Hadj Said a évoqué l'amélioration de la productivité avec un pic qui a atteint les 1.300 quintaux/hectare à Ain Defla, avec un rendement national qui avoisine les 800 quintaux/ha en 2021, contre 500 quintaux/ha en 2020. Le responsable a relevé, à ce titre, l'existence de cinq pôles principaux de production en Algérie, à savoir Skikda, El Tarf, Guelma, Annaba et Ain Defla, en plus de quelques pôles émergents, tels que Chlef. Grâce à l'augmentation de la production de la tomate industrielle, l'Algérie a réussi à atteindre "une autosuffisance" en matière de double et triple concentré de tomate, a révélé M. Hadj Said. Après avoir réduit les importations de ces deux produits, à partir de 2018, l'Algérie a arrêté de les importer depuis 2020, permettant une économie en devise qui dépasse les 40 millions de dollars par an, a-t-il fait savoir. Ces deux produits ont connu, pour leur part, une "envolée" de production, avec une production de triple concentré passant de 9.000 tonnes en 2013 à plus de 70.000 tonnes en 2021, a expliqué le responsable du ministère. Pour sa part, la production du double concentré de tomate "a grimpé" de 20.000 tonnes en 2018 à plus de 80.000 tonnes en 2021, a-t-il ajouté. De tels rendements ont suscité l'intérêt de certains pays, à l'instar de l'Arabie Saoudite "qui a formulé des demandes d'importation de ces deux produits algériens", a indiqué le cadre.

Ces résultats ont été atteints "malgré la sécheresse et les retombées de la pandémie du Covid-19", a précisé M. Hadj Said qui a mis en avant, à ce titre, les mesures de soutien et d'accompagnement initiées par le ministère, notamment en matière d'acquisition de matériel spécifique et de matériel d'irrigation, ou encore le règlement accéléré des primes à la production.

Ainsi, les délais de paiement de ces primes aux agriculteurs sont passés de 6 mois à 1 mois et demi, au maximum, a-t-il souligné, ce qui a eu un impact positif sur le rendement des producteurs et des transformateurs qui ont adhéré au dispositif de transformation de la tomate industrielle, élaboré par le ministère.

Le responsable a mis en avant, également, la création d'un Conseil interprofessionnel de la filière tomate industrielle au niveau de chaque wilaya, composé des producteurs, des transformateurs et des principaux intervenants dans la filière, et considéré comme un "organe de concertation".

Cela en plus de l'extension des superficies exploitées par la filière et qui sont passées de 16.000 ha en 2013 à plus de 26.000 ha en 2021, soit une augmentation de près de 38,5%, a ajouté le cadre du ministère.

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

ANADE : 224 dossiers supplémentaires acceptés pour le remboursement des dettes

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a accepté 224 nouveaux dossiers pour rembourser les redevances des entreprises en difficulté, a indiqué mardi le ministère délégué chargé de la micro-entreprise, affirmant que l'opération se poursuit jusqu'à l'examen de toutes les demandes.

"En application des axes de la nouvelle stratégie adoptée pour relancer le dispositif de l'ANADE et prendre en charge les micro-entreprises défaillantes, à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités,

selon le cas, a été tenue la 27ème séance de travail de la commission de garantie composée des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits et de l'ANADE", note la même source.

Lors de cette réunion tenue au siège de l'ANADE, 530 dossiers déposés par les représentants des banques de la wilaya de Constantine ont été examinés dont 224 dossiers de remboursement acceptés pour plus de 39 milliards de centimes. La même source fait état du report de 278 dossiers relatifs aux entreprises en activité accompagnées par

COMMERCE

L'UGCAA plaide pour une réduction des taux d'impôts

Des cadres de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et des représentants de 35 fédérations nationales des artisans et de l'entrepreneuriat ont plaidé, mardi à Alger, pour une réduction du taux d'impôts et un allègement des charges fiscales.

Lors d'une rencontre qui a regroupé ces fédérations et artisans affiliés à l'UGCAA avec la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), les représentants de ces 35 fédérations ont plaidé pour "la révision du système d'impôts, ainsi qu'un allègement des charges fiscales pour booster l'activité commerciale et lutter contre le commerce parallèle".

S'agissant de leurs activités, les intervenants ont pointé du doigt la pandémie (Covid-19) et le couvre-feu sanitaire qui ont entravé leur activité et impacté leur trésorerie durant ces deux dernières années.

A cet effet, le secrétaire général de l'UGCAA, Hazab Benchohra, a estimé que ces charges "trop élevées" incitent les commerçants à travailler dans le circuit parallèle, amplifiant, ainsi, le réseau des commerçants informels qui d'ailleurs "dépassent de loin" les com-



merçants qui activent dans le circuit légal, selon lui.

Selon ses estimations, "le taux des commerçants qui payent les impôts ne dépasserait pas les 30%, faute de mesures fiscales incitatives".

M. Benchohra a également évoqué l'absence de marchés de gros adéquats pour la commercialisation des produits alimentaires.

A ce propos, il a cité le marché de gros des produits alimentaires "Semmar" qui représente, selon lui, "un point noir dans la ville d'Alger". "Situé à proximité

avec les habitations, ce marché qui abrite 850 commerçants et plus de 4.500 employés, représente une nuisance permanente pour les riverains sans parler de son impact sur l'environnement", a-t-il déploré.

Les commerçants, présents, proposent, à cet effet, l'éradication "pure et simple" de ce marché de gros et son remplacement par un marché moderne à Birtouta (Alger).

L'APC de cette commune nous a octroyé un terrain d'une superficie de 42 he-

ctares pour réaliser ce projet mais nous n'avons pas eu l'aval de la tutelle", à fait savoir M. Benchohra.

Les intervenants ont proposé également la réhabilitation du marché de gros de Kharouba (Boumerdes) à l'abandon depuis une vingtaine d'années.

Intervenant lors de cette rencontre, le président de la Fédération des bijoutiers, a souligné, pour sa part, le manque de matière première dont souffre sa filière, affirmant que "le seul gisement des ateliers c'est l'or de récupération (l'or cassé) vendu par les ménages".

Ainsi, il a appelé les pouvoirs publics à booster cette filière de "forte valeur ajoutée" à travers un partenariat gagnant-gagnant avec les pays africains aurifères, tels le Mali, le Niger, le Sénégal ou encore le Zaïre.

A souligner que la réunion avait pour but l'examen des conditions de travail des activités commerciales et artisanales en Algérie, ainsi que les préoccupations des professionnels du secteur.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Consolidation du partenariat pour le développement de la production locale (Conférence)

Le Directeur général des laboratoires "AstraZeneca" en Algérie, Fouad Baghli a révélé, mardi, le renforcement prochain du marché des médicaments nationaux par la production de plusieurs catégories de médicaments, en vue d'élargir les besoins en la matière.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée en compagnie des deux ambassadeurs de Suède, Bjorn Haggmark et du Royaume-Uni, Sharon Wardle, lors de leur inauguration du siège des laboratoires à Hydra et la présentation de projets d'investissement en Algérie dans le cadre du partenariat, M. Baghli a indiqué que le marché des médicaments en Algérie "sera renforcé par plusieurs catégories de médicaments, notamment en matière de cardiopathies, de l'hypertension artérielle, du cancer et du diabète".

L'intervenant a ajouté que les laboratoires tendent, depuis plusieurs années, à transférer la technologie et à développer le secteur pharmaceutique,

soit à travers la consolidation de la production locale de médicaments existant sur le marché ou l'introduction dans le marché, de nouveaux types issus des technologies nouvelles.

Selon le même responsable, les laboratoires "AstraZeneca" travaillent, depuis des années, dans le cadre du partenariat avec les producteurs locaux, en vue de s'élargir d'année en année, en vue de former ses ressources humaines (compétence 100% algérienne) et en vue de les aider à acquérir les connaissances, avec consolidation du marché de l'emploi en Algérie et réduction de la facture d'importation des médicaments.

Il a également révélé la hausse de la capacité de production et des opportunités d'investissement en Algérie, durant les 3 et 4 prochaines années, entre 30% à 40%, ce qui permettra, a-t-il dit, de contribuer à assurer une couverture sanitaire de tous les médicaments, en sus du positionnement dans

la région MENA (Afrique du Nord et Moyen-Orient) sur laquelle la firme pharmaceutique mise, à travers des ressources pharmaceutiques que produit l'Algérie, à l'effet de s'orienter à l'avenir vers l'exportation.

Le représentant des laboratoires de la région MENA, Rami Skandar a affirmé, à son tour, que "l'Algérie est un pays pionnier en matière d'industrie pharmaceutique et sur lequel la firme +AstraZeneca+ comptera à l'avenir.

Etant donné qu'AstraZeneca est un partenariat entre les deux pays, les deux ambassadeurs de Suède et du Royaume-Uni, ont mis en avant l'importance qu'accordent les pouvoirs publics algériens aux industries pharmaceutiques, en vue de développer le marché des médicaments locaux, ce qui a amené, ont-ils dit, plusieurs laboratoires à investir localement, conformément aux critères et lois adoptés en Algérie.

ENERGIE

Pétrole : le Brent recule à 81,58 dollars

Les cours du pétrole se repliaient mercredi alors que de premières estimations faisaient état d'une hausse hebdomadaire des réserves commerciales de brut aux Etats-Unis, avant la publication des données officielles.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier cédait ce matin 1,03%, à 81,58 dollars.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le mois de décembre perdait 1,14% à 79,84 dollars.

Selon la fédération des entreprises pétrolières aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), les stocks commerciaux de brut aux Etats-Unis ont augmenté de 600.000 barils la semaine dernière.

Les investisseurs attendent ce mercredi la publication des données de l'Agence américaine d'infor-



mation sur l'énergie (EIA). Les analystes tablent sur une hausse de 1,2 million de barils des stocks de brut, selon la médiane d'un consensus compilé par

Bloomberg. Mais les données de l'API ont également montré une forte baisse des stocks d'essence (-2,79 millions de barils). Si les Etats-Unis puisent dans leurs vastes réserves stratégiques, cela pourrait à court terme limiter la hausse des cours.

Par ailleurs, de nouvelles vagues de Covid-19 secouent l'Europe, poussant certains gouvernements à remettre en place des restrictions, ont indiqué des analystes précisant que l'effet sur la demande d'or noir est pour l'instant "négligeable", mais pourrait s'intensifier si la pandémie poursuit son rebond.

23^e réunion du GECF : la nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel soulignée

Le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a souligné, à l'issue de sa 23^e réunion ministérielle, la nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel afin d'atteindre l'égalité énergétique pour toutes les parties du monde.

Selon le communiqué final publié mardi soir, qui a sanctionné les travaux de cette réunion à laquelle a pris part le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, les pays membres du Forum ont relevé que "la pénurie de gaz démontre la nécessité d'investir davantage dans le gaz naturel comme un marché abondant et bon, source d'énergie flexible pour atteindre l'égalité énergétique pour toutes les parties du monde de manière durable".

Présidée par le ministre des Hydrocarbures et des Energies de Bolivie, Franklin Molina Ortiz, la 23^e réunion ministérielle, organisée par visioconférence, a noté aussi l'importance des efforts communs des pays du GECF dans le domaine du développement du gaz naturel et de la stabilisation du marché de l'énergie,

dans le contexte d'une hausse sans précédent des prix du gaz.

Les ministres ont salué également l'intérêt accru pour le gaz naturel lors de la COP26, qui s'est récemment terminée, où plusieurs dirigeants mondiaux ont soutenu le gaz comme étant "le signe avant-gardiste du développement économique et durable". En tant qu'observateur de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Forum avait exhorté la communauté internationale à Glasgow à considérer le gaz comme la solution pour atteindre le juste équilibre entre les exigences économiques et sociales post-Covid et contraintes environnementales.

Tout en notant que les prix élevés du gaz ne sont pas dans l'intérêt des acheteurs ou des vendeurs, les ministres ont réitéré "le rôle fondamental des contrats gaziers à long terme et de la tarification du gaz basée sur l'indexation du pétrole pour garantir des investissements stables dans développement des ressources en gaz naturel". Malgré les

récents bouleversements connus sur les marchés de l'énergie, les pays membres du Forum restent "optimistes" sur les perspectives immédiates et à long terme du gaz naturel, qui sera le premier combustible fossile dans le monde d'ici 2050 et devra augmenter sa part de 23% actuellement à 27%, a-t-on précisé dans le communiqué.

Lors de cette 23^e réunion, les ministres ont reçu un aperçu de l'édition 2021 de la publication phare du GECF, "Global Gas Outlook 2050", qui sera dévoilée en marge du 6^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum prévu à Doha (Qatar) en février 2022.

A cette occasion, ils ont salué le travail "important" effectué par le nouvel Institut de recherche sur le gaz dans le domaine de recherches sur des technologies innovantes et d'autres solutions.

A noter que le conseiller auprès du ministère algérien de l'Energie et des Mines, Mohamed Hamel, a été désigné en tant que Secrétaire général du Forum, à compter du 1^{er} janvier 2022.

MARCHÉS BOURSIERS

Progression après les ventes de détail aux Etats-Unis

Les marchés boursiers mondiaux avançaient confiants mardi, satisfaits des dernières statistiques américaines d'octobre.

La Bourse de New York évoluait en nette hausse: le Dow Jones prenait 0,59%, le S&P500 0,58% et le Nasdaq 0,69%, vers 17H50 GMT.

Les marchés européens ont terminé un peu plus

divisés: Paris (+0,34%) et Francfort (+0,61%) ont enregistré de nouveaux records, tandis que Londres a lâché 0,34%, pénalisée par la remontée du rendement obligataire britannique, et Milan a reculé de 0,23%.

Principal indicateur du jour, les ventes de détail aux Etats-Unis ont été plutôt bien accueillies par les

investisseurs: elles ont augmenté de 1,7% en octobre, plus que prévu, tirées par l'essence et les appareils électroniques, ainsi que les ventes en ligne.

La production industrielle du pays a également progressé plus qu'anticipé par les analystes, de 1,5% en octobre.

"Le marché salue de

bonnes données macroéconomiques", constate Alexandre Baradez, analyste chez IG France.

"Les chiffres des ventes de détail aux Etats-Unis rassurent après un indice de confiance des consommateurs américains qui est tombé au plus bas de puis dix ans la semaine dernière", souligne-t-il.

COMMERCE

Londres veut des exportations à 1.000 milliards de livres

Le gouvernement britannique lance mercredi un plan pour doper ses exportations en développant les aides financières et administratives et veut atteindre les 1.000 milliards de livres de biens vendus à l'étranger, contre 600 milliards l'an dernier.

Londres veut notamment doper ses aides financières à l'exportation par l'intermédiaire de son programme UK Export Finance, et dédier 4 milliards de livres à un fonds pour les PME en Angleterre afin de les aider à accroître leurs ventes à l'export. Autres mesures d'un "plan en douze points": lancer une campagne de promotion, un service d'aide à l'exportation pour les entreprises qui vendent des biens et services en Europe, sachant que le Brexit a compliqué les procédures.

Une "Académie de l'exportation" sera lancée pour aider les PME à naviguer au travers des formalités, et une nouvelle foire pour mettre en avant les entreprises britanniques exportatrices sera lancée.

TURQUIE

La livre s'enfoncé davantage en zone de turbulences

La livre turque a atteint mardi un nouveau plus bas historique après avoir subi en séance l'un de ses pires reculs cette année, confirmant ainsi son statut de devise de pays émergent la moins performante en 2021. La monnaie turque a en effet perdu près de 4%, à 10,41 livre pour un dollar, avant de reprendre un peu de couleurs dans l'attente d'une réunion de la banque centrale, prévue jeudi, à l'issue de laquelle une nouvelle baisse des taux devrait être annoncée, pour le troisième mois consécutif.

Officiellement indépendante, la banque centrale s'est cependant inclinée face à la pression permanente imposée par le président Recep Tayyip Erdogan, qui n'a cessé de réclamer un baisse des taux afin de stimuler la croissance. Cette politique monétaire a mis le pays sur les rails pour atteindre une croissance d'environ 10% cette année, avec cependant une inflation de quasiment 20% en rythme annuel, alors que la livre a perdu plus du quart de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année.

MARCHÉS DES CHANGES

Poussé par des indicateurs, le dollar malmène encore l'euro

Le dollar américain a encore gagné du terrain face à l'euro mardi à la faveur d'indicateurs américains qui alimentent le scénario d'un resserrement monétaire prochain aux Etats-Unis. Vers 20H30 GMT, la monnaie unique cédait 0,41% face au billet vert, à 1,1321 dollar pour un euro. Plus tôt, la devise européenne était descendue jusqu'à 1,1315 dollar pour un euro, pour la première fois depuis le 13 juillet 2020.

La monnaie unique a reculé jusqu'à 1,1867 euro pour une livre, proche de son plus bas de 21 mois atteint le 26 octobre, à 1,1901 euro.

Cours de mardi Cours de lundi

	20H30 GMT	22H00 GMT
EUR/USD	1,1321	1,1368
EUR/JPY	129,76	129,73
EUR/CHF	1,0531	1,0517
EUR/GBP	0,8427	0,8474
USD/JPY	114,62	114,12
USD/CHF	0,9301	0,9252
GBP/USD	1,3429	1,3416

ROUMANIE - HONGRIE

La croissance ralentit au 3^e trimestre

La Roumanie et la Hongrie ont vu leur croissance ralentir au 3^e trimestre après un rebond enregistré au début de l'année, selon des données publiées mardi. En Roumanie, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,3% par rapport au deuxième trimestre, quand il avait progressé de 1,5%, a annoncé l'Institut des statistiques (INS).

Après une récession de 3,9% en 2020, l'économie roumaine devrait croître de 7% cette année, selon les dernières prévisions de la Commission européenne, qui a abaissé la semaine dernière sa précédente estimation (+7,4%). "Le faible taux de vaccination"

(36%), combiné aux nouvelles restrictions sanitaires, "risque d'affaiblir la consommation", a souligné la Commission. La Hongrie a connu un ralentissement similaire, affichant un PIB en hausse de 0,7% au troisième trimestre, alors qu'il avait grimpé de 2,7% au deuxième, d'après une première estimation du Bureau des statistiques (KSH). Pour l'ensemble de l'année, l'UE prévoit toutefois une croissance "solide" de 7,4%, portée par "des mesures de soutien du gouvernement et l'enthousiasme des consommateurs", après une contraction de 4,7% l'an dernier.

APS

La Bourse de Tokyo en léger repli en matinée, prises de bénéfices

Après un départ en hausse grâce notamment à un bon indicateur américain la veille, la Bourse de Tokyo évoluait légèrement dans le rouge mercredi en matinée, victime de prises de bénéfices après avoir grimpé lors des quatre séances précédentes.

L'indice vedette Nikkei reculait de 0,26% à 29.729,89 points vers 01H20 GMT et l'indice élargi Topix perdait 0,42% à 2.042,30 points. Le yen remontait un peu face au dollar, à raison d'un dollar pour 114,71 yens vers 01H10 GMT contre 114,82

yens mardi à 21H00 GMT. Mais le yen avait sensiblement baissé face au billet dans la journée de mardi.

L'euro s'échangeait pour 129,92 yens, contre 129,98 yens la veille. Et la monnaie européenne se négociait pour 1,1324 dollar, contre 1,1320 dollar mardi à 21H00 GMT. Le marché du pétrole était à la peine mercredi matin en Asie: vers 01H10 GMT le cours du baril américain de WTI cédait 0,62% à 80,26 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord abandonnait 0,57% à 81,96 dollars.

TIPAZA

Arrêt de la production à la station de dessalement d'eau de mer de Fouka (SEAAL)

L'unité de production de Tipasa de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé mardi la suspension de la production à la station de dessalement d'eau de mer de Fouka en raison d'une panne technique, qui entraînera une perturbation dans la distribution d'eau potable.

Dans un communiqué, la Seaal précise que la société "Myah Tipasa", en charge de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka, a annoncé un nouvel incident enregistré hier lundi aux environs de 21H00, au niveau de cette station, suite à la dégradation de la qualité de l'eau, entraînant un arrêt total de son activité.

Cet arrêt engendre actuellement un déficit de production en eau potable de 120 000 m³/j qui impacte le programme de distribution de certaines communes des deux wilayas d'Alger et Tipasa, en provoquant de fortes perturbations dans la distribution d'eau potable.

Ces fortes perturbations toucheront les communes de l'ouest et de la chaîne côtière d'Alger à savoir la circonscription administrative de la ville-nouvelle de Sidi Abdellah, Zeralda Mahelma, Staoueli, Souidania (en partie), Ain Benian, El Hamamet et Cheraga (en partie).

Dans la wilaya de Tipasa, cette perturbation affectera les communes de Daouda, Fouka, Chaïbia, Khemisti, Bou Ismail, Ain Tagourait et Bouharoun, selon le même communiqué.

"L'alimentation en eau potable, selon le programme en vigueur, se fera progressivement, dès la reprise de la production au niveau de la station après que la turbidité d'eau de mer sera aux normes requises", a-t-on rassuré.

La société "Myah Tipasa" avait annoncé l'entame de travaux de maintenance préventifs le 8 novembre, et la reprise progressive de son activité le 11 du même mois.

Cette opération a été néanmoins reportée en raison de la turbidité des eaux dépassant les normes en vigueur.

BORDJ BOU ARRERIDJ Raccordement de près de 1600 foyers aux réseaux d'électricité et de gaz

An total, 1.580 foyers des villages de Kerkar et Aouine Zerigua, deux zones d'ombre de la commune de Bordj Bou Arreridj, ont été raccordés, mardi, aux réseaux d'électricité et de gaz naturel.

Dans ce cadre, 580 habitations ont été raccordées au gaz naturel, dont 450 foyers au niveau du village Aouine Zerigua à la faveur de la création d'un réseau de 13,46 km, et 130 autres foyers dans la zone rurale de Kerkar où un linéaire de 4,11 km a été réalisé, selon la fiche technique du projet.

Cette opération a été affectée au bénéfice de 3.190 âmes relevant de ces deux zones d'ombre, est-il mentionné.

Aussi, 1000 foyers ont été raccordés au réseau électrique, dont 600 dans la zone de Aouine Zerigua (20 km de réseau) et 400 dans le village de Kerkar (7,2 km), soit un total de 5500 âmes qui ont bénéficié de cette action.

Supervisant l'opération de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité de ces deux zones d'ombre en présence des autorités locales, le wali, Mohamed Benmalek, a affirmé que l'opération s'inscrit dans le cadre du programme de raccordement des zones d'ombre en ces énergies et l'amélioration des conditions de vie des habitants, notamment avec l'approche de l'hiver. Il a également déclaré que les efforts de l'Etat se poursuivent pour raccorder toutes les zones isolées de cette wilaya aux réseaux électrique et gazier. Pour rappel, parallèlement à la mise en service de ces réseaux, une journée de sensibilisation sur la mauvaise utilisation du gaz naturel a été organisée par les services de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya au profit des nouveaux bénéficiaires de cette énergie pour les exhorter à respecter les normes de sécurité lors de l'utilisation des appareils de chauffage.

INTEMPÉRIES

Alger : fermetures de routes, effondrements et des éboulements enregistrés dans plusieurs communes (DTP)

Les fortes chutes de pluie enregistrées depuis le début novembre ont provoqué au niveau d'Alger de nombreux dégâts, dont des effondrements rocheux, des chutes de pierres, des éboulements, ainsi que des inondations obligeant les autorités de la wilaya à procéder à des mesures urgentes pour y faire face.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur des Travaux publics (DTP) de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani, a indiqué que "la pluviométrie inhabituelle, enregistrée depuis le début du mois en cours a engendré jusqu'à aujourd'hui (mercredi ndr) de nombreux dégâts, notamment des effondrements rocheux, de chutes de pierres, des éboulements ayant amené les autorités locales à prendre des mesures urgentes telles que la fermeture de routes, des déviations pour la circulation routière et d'évacuation d'habitants occupant des bâtisses menacées".

Il s'agit notamment de l'axe pénétrante El Annasser-Hôpital Drid Hocine, où il a été enregistré mardi un effondrement rocheux qui a mis en péril une bâtisse de plusieurs étages, a précisé M. Rahmani, ajoutant que les occupants de cette habitation ont été évacués, sur décision du wali-délégué de la circonscription administrative d'Hussein Dey.

Outre le recours à l'expertise de cette construction par les services spécialisés du CTC de la wilaya, la DTP a entamé, selon M. Rahmani, des mesures urgentes en vue de



faire face à cet effondrement rocheux en érigeant des murs de soutènement.

L'objectif de cette mesure est de permettre aux automobilistes de circuler librement sur l'axe Hôpital Drid Hocine vers Ben Aknoun et de Gardi vers Alger, a-t-il fait savoir.

Il a été enregistré mardi soir un autre effondrement rocheux d'une falaise se trouvant au niveau de la station de transport des voyageurs de Bir-Mourad Rais. Cette falaise est surmontée d'une construction en cours de réalisation, de sept étages en surface et de quatre à cinq étages en sous-sol, a mentionné le DTP.

Suite à cet incident, les services de la wilaya d'Alger ont

procédé à la fermeture provisoire de la station de transports de voyageurs de Bir Mourad Rais, par souci de protéger les citoyens, a-t-il soutenu, précisant que l'arrêt des bus a été transféré à la rue adjacente avec interdiction aux autres véhicules d'emprunter cette voie et la mise en double sens de la route parallèle menant vers l'Avenue Mohamedi. S'agissant de la nouvelle construction (une promotion immobilière) érigée en dessus de la falaise, le DTP a fait savoir qu'une expertise a été engagée par les services concernés du CTC d'Alger pour évaluer les risques. Parmi les communes de la wilaya d'Alger qui ont

connu plus de dégâts suites aux pluies, M. Rahmani a cité principalement les communes de Bouzaréah, de Kouba, d'Alger centre et de Bab El Oued.

Pour parer à toutes les situations et procéder à des interventions rapides, tous les services de la wilaya d'Alger, notamment de la DTP, de la SEAAL, d'Asrout (maintenance des réseaux d'assainissement) et de nettoyage (Netcom) ont été mobilisés et dotés de moyens nécessaires, a rassuré M. Rahmani.

Au sujet des raisons à l'origine de ces dégâts, le DTP d'Alger a souligné que les effondrements des falaises sont dus essentiellement aux intempéries "très intenses".

"Nous avons enregistré une pluviométrie d'une année en quelques jours.

Le sol est saturé d'eau et ne pouvait pas supporter toute cette quantité de pluie", a-t-il expliqué, assurant que les services des Ressources en eau sont en train de travailler actuellement sur la révision de tous les systèmes et canalisations d'évacuation des eaux pluviales au niveau de la capitale pour s'adapter aux changements climatiques.

Plusieurs interventions dans le Centre du pays ces dernières 24 heures

Plusieurs interventions ont été effectuées par les unités de la Protection civile suite à l'effondrement partiel d'habitations et des glissements de terrain au niveau des wilayas du Centre pays, touchés par les intempéries des dernières 24 heures, sans faire de victimes, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Dans la wilaya d'Alger, il a été enregistré l'effondrement partiel d'un balcon d'un bâtiment et l'effondrement d'un mur d'un immeuble suite à un glissement de terrain à Bab El Oued, sans faire de victimes, précise la même source. Les éléments de la Protection civile sont intervenus, suite à l'effondrement du toit d'une habitation vétuste dans la commune de Rais Hamidou et l'effondrement d'un mur sur la chaussée après un glissement de terrain dans la commune de Bir Mourad Rais. Ils ont également été alertés en raison du risque d'effondrement de 2 habitations illicites à Haouch Djirou. Dans la commune de Bologhine, il a été relevé

l'effondrement partiel du toit d'une cuisine d'un immeuble, sans enregistrer de victimes, ainsi qu'un risque de glissement de terrain dans trois quartiers de la même commune. Les unités de la Protection civile sont intervenues après la chute d'un poteau électrique à l'intérieur d'un lycée à Sebbala dans la commune d'El Achour, et un glissement de terrain à hauteur du stade communal de Bouzaréah. D'autre part, plusieurs interventions d'époussetage et pompage d'eau pluviales infiltrés à l'intérieur d'habitations et édifices publics et privés ont été effectuées dans les communes de Bordj el Bahri, Birtouta et les Eucalyptus.

Dans la wilaya de Tizi Ouzou, il a été enregistré l'effondrement de trois murs dans les communes d'Azeffoun, Redjaouana et Draâ El Mizan, sans faire de victimes, indique le bilan, ajoutant que le trafic routier sur la RN12 a été coupé à la circulation au lieu dit Ben Siif (commune de Draa Ben Khedda) de même que le chemin de wilaya

(CW100) au niveau de la commune de Béni Douala. Plusieurs autres opérations d'époussetage et de pompage des eaux pluviales ont été effectuées par les éléments de la Protection civile à travers les communes d'Ait Yahia Moussa, Draa Ben Khedda, Beni Douala, Yakouren et Bouzguene où deux routes communales étaient coupées à la circulation au niveau des villages Sahel et Boubhir. Dans la wilaya de Boumerdes, plusieurs opérations d'époussetage et de pompage des eaux pluviales ont été effectuées au niveau des habitations et édifices et les routes à travers les communes de Thénia, Corso, Ouled Heddadj, Hammadi, Chaabet el Ameur et Bordj Menaël. Les unités de la Protection civile de la wilaya de Blida ont procédé au pompage des eaux pluviales à travers les communes de Chebli, Larbaa, El Affroun et Meftah, précise la même source, notant que la RN42 est rendue difficile à la circulation suite aux stagnations des eaux pluviales au niveau d'El Affroun.

RESSOURCES EN EAU

Apport de 165 millions m³ d'eau depuis le 5 novembre grâce aux récentes précipitations

Les récentes précipitations ont permis de stocker au niveau des barrages du pays 165 millions m³ d'eau depuis le 5 novembre soit 44% des apports depuis le début de l'année hydrologique (septembre), a indiqué mardi à Alger la directrice centrale au niveau de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), Nadia Ouchart. Les ressources hydriques actuelles emmagasinées au niveau des barrages du pays sont de l'ordre de 2,3 milliards m³, ce qui a permis une "légère" progression de l'état de réserve des barrages avec des apports "appréciables" pour certains bassins versants, a fait

savoir la même responsable à la Radio nationale. Elle a rappelé les derniers chiffres du taux de remplissage des barrages, avec 33,16 % au niveau national (les 2,3 milliards m³). La région Est enregistre un taux de remplissage de 57,5 %, contre 9,26 % pour le Centre, 20,54 % pour le Chellif et 22,55 % pour la région Ouest. Interrogée sur le taux d'envasement des barrages, la même responsable a fait savoir que le taux national est de 15% sur les 8,6 milliards m³ de capacité totale des barrages. "L'envasement est un phénomène naturel pris en considération lors de la conception des barrages. Il y a des actions d'en-

tretien et préventives lors des crues pour y remédier", a-t-elle assuré. La période de sécheresse qu'a connue le pays, a-t-elle expliqué, a entravé les travaux de dévasement des barrages car ces opérations nécessitent des quantités d'eau importantes. "Pour retirer 1 m³ de vase dans un barrage, cela nécessite 3 m³ d'eau. C'est pour cette raison que nous n'avons pas procédé à ces opérations pendant la période de sécheresse", a-t-elle argué.

Par ailleurs, l'invitée de la Radio nationale a souligné la nécessité de rationaliser la consommation de l'eau dans un contexte de changement cli-

matique, sachant également que l'Algérie est un pays aride à semi-aride. De plus, la stratégie du secteur des Ressources en eau implique des études de raccordement de barrages pour les transferts d'eau pour compenser l'aspect hétérogène des niveaux de précipitations à travers le pays, a-t-elle fait observer. "S'agissant des zones urbaines, et dans un contexte de changement climatique marqué par des épisodes de sécheresses et d'autres de grandes crues, il faut réfléchir à mettre des dispositifs de retenue des précipitations", a estimé Mme. Ouchart.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Nouveau bilan du naufrage d'une pirogue sur le lac Kivu : 22 morts

Les eaux du lac Kivu ont rendu mardi neuf corps de naufragés d'une pirogue qui avait sombré le 11 novembre, portant à 22 morts et une dizaine de disparus le bilan de ce nouvel accident de transport lacustre en RDC, a-t-on indiqué de source administrative.

Un premier bilan faisait état vendredi dernier de huit morts et d'une vingtaine de disparus.

Lundi, cinq nouveaux corps ont été retrouvés et "aujourd'hui, nous en avons repêché neuf, que nous avons enterrés", a indiqué Dédé Mwamba, administrateur du territoire de Kalehe, sur la rive congolaise du lac, frontalier du Rwanda.

La pirogue motorisée transportait notamment des commerçants et paysans qui allaient vendre leurs denrées au marché de Nyamubuki.



Vieille et surchargée, elle s'était cassée en deux, causant la noyade d'une vingtaine de passagers.

"L'embarcation avait à son bord 145 personnes et des marchandises, nous avons enregistré 111 rescapés", a précisé mardi Dédé Mwamba.

En République démocratique du Congo, pays qui compte très peu de routes praticables, les déplacements se font souvent sur les lacs ainsi que sur le fleuve Congo et ses affluents, où les naufrages sont fréquents.

UKRAINE

Cinq morts dans l'incendie d'une maison de retraite

Cinq personnes ont été tuées dans l'incendie d'une maison de retraite privée dans la ville de Dnipro, dans le centre de l'Ukraine, a indiqué mercredi la police nationale dans un communiqué.

Selon le communiqué, cinq femmes âgées de 75 à 89 ans ont été retrouvées

mortes après que le feu s'est déclaré dans la chambre qu'elles occupaient.

L'enquête préliminaire a montré que l'incendie a été causé par un court-circuit et que les victimes sont mortes d'une intoxication au monoxyde de carbone.

La police a engagé une procédure

pénale sur l'incident et a interpellé le directeur de la maison de retraite.

En janvier de cette année, 15 personnes ont été tuées dans un incendie qui a ravagé une maison de retraite privée dans la ville de Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine.

KAZAKHSTAN

Explosion de gaz : 3 morts et 10 blessés

Trois personnes ont été tuées et 10 blessées dans une explosion de gaz dans le nord du Kazakhstan, ont indiqué mercredi les autorités de ce pays d'Asie centrale.

La déflagration, vraisemblablement d'origine acciden-

telles, s'est produite mardi soir dans un petit immeuble résidentiel comptant trois appartements dans le village de Chortandi, au nord de la capitale Nur-Sultan.

Trois corps ont été retrouvés et dix personnes blessées

ont été hospitalisées, ont indiqué les secouristes dans un communiqué. Le Kazakhstan est régulièrement le théâtre d'explosions de ce type et d'incendies domestiques, ce qui suscite des critiques contre les autorités, accusées de ne

pas moderniser les infrastructures, notamment dans les campagnes. En 2019, de rares manifestations avaient éclaté dans ce pays riche en hydrocarbures après la mort de cinq jeunes filles dans l'incendie d'une maison.

CANADA

Un mort et des milliers d'évacués en raison d'inondations dans l'Ouest

Les pluies torrentielles, glissements de terrain et inondations qui ont touché ces derniers jours le sud de la Colombie-Britannique, dans l'Ouest du Canada, ont fait au moins un mort et des milliers d'évacués, ont indiqué mardi les autorités locales.

"Le corps d'une femme a été retrouvé dans un glissement de terrain qui s'est produit sur l'autoroute 99, près

de Lillooet (à 250 km au nord de Vancouver, nldr) lundi matin et les recherches se poursuivent aujourd'hui", a annoncé la Gendarmerie Royale du Canada, la police fédérale, dans un communiqué.

Le corps de cette femme a été découvert en fin de journée lundi. "Le nombre total de personnes et de véhicules portés disparus n'a pas été

confirmé", ont précisé les autorités.

Lundi, les quelque 7.000 habitants de la ville de Merritt, située à 300 km au nord-est de Vancouver, ont été évacués.

"Nous nous attendons à ce que cet ordre d'évacuation reste en place pendant probablement plus d'une semaine", a indiqué mardi la municipalité, dans un communiqué.

"Les inondations continuent de causer des dangers et des dommages importants", a-t-elle souligné.

Selon les images retransmises par les télévisions canadiennes, la pluie avait cessé mais de nombreuses routes restaient fermées et des villes étaient toujours inondées après que la vallée du Fraser a recensé jusqu'à 250 mm de précipitations lundi.

PAYS BAS

Un séisme de 3,2 degrés dans le nord

Un séisme de magnitude 3,2 s'est produit mardi dans le nord des Pays-Bas, parmi les plus forts jamais enregistrés dans la région qui connaît fréquemment des tremblements de terre en raison de l'exploitation d'un gisement de gaz naturel, a annoncé l'Institut royal météorologique néerlandais (KNMI).

Le séisme a été ressenti à 01H46 (00H46 GMT) dans le village de

Garrelsweer, aux alentours et jusque dans la ville de Groningue, où se trouve le plus grand gisement de gaz naturel de l'Union européenne (UE), dont la fermeture est prévue en 2022.

Il fait partie du "top 4 des séismes les plus intenses enregistrés dans la région du gisement de gaz de Groningue", a fait savoir l'Institut, et du séisme "le plus intense" dans la région depuis mai 2019

(3,4) à Westerwijldwerd (à l'ouest de Garrelsweer)". Garrelsweer avait déjà connu en 2011 un séisme majeur, d'une magnitude de 3,2. Le séisme d'une magnitude 3,6 enregistré en 2012 à Huizinge est le plus fort jamais enregistré dans la région. De faible magnitude mais proches de la surface, ces séismes dus aux poches de vide formées lors de l'extraction de gaz ont déjà provoqué de nombreux dégâts.

FRANCE

Un homme s'immole par le feu devant la cathédrale de Strasbourg

Un homme de 27 ans s'est immolé par le feu devant la cathédrale de Strasbourg, dans l'est de la France, mardi en fin d'après-midi, ont annoncé dans la soirée les pompiers du Bas-Rhin. Le jeune homme a été pris en charge par les secours sur le parvis de la cathédrale vers 18H45 et transporté à l'hôpital en urgence absolue. Une dizaine de pompiers ont été engagés pour cette intervention dans un des lieux les plus touristiques de la capitale européenne.

Le jeune homme, qui souffrait de troubles psychiatriques, s'était échappé de l'établissement où il avait été admis pour des soins, selon une source préfectorale.

Plus tard dans la soirée, il a été évacué vers le centre des grands brûlés de Metz.

IMMIGRATION

France: sauvetage en mer de 272 migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre

Deux cent soixante-douze migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre sur des embarcations de fortune ont été secourus mardi au large du détroit du Pas-de-Calais, a annoncé la préfecture maritime de cette région du nord de la France.

De nombreuses embarcations en difficulté ont été signalées dans la nuit de lundi à mardi au centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris-Nez, les interventions se poursuivant dans la journée de mardi, précise dans un communiqué la préfecture de la Manche et de la mer du Nord.

Une vedette côtière de la Gendarmerie maritime a notamment secouru 48 naufragés lors de trois opérations de sauvetage.

La préfecture a dénombré au total 10 opérations de secours distinctes, dont l'une réalisée par un navire de commerce.

En 2020, les traversées et tentatives de traversée avaient concerné quelque 9.500 personnes, contre 2.300 en 2019 et 600 en 2018.

ETATS UNIS

Des milliers de familles de militaires souffrent de l'insécurité alimentaire (presse)

Quelques 160.000 militaires américains en service ont des difficultés à nourrir leurs familles, a rapporté l'agence de presse AP, citant une estimation de Feeding America, et les militaires n'ont pas été épargnés.

Cette organisation à but non lucratif dirigeant un réseau de banques alimentaires a effectué une enquête à l'échelle nationale, qui a révélé que le problème d'insécurité alimentaire a lentement gagné la société américaine, et les militaires n'ont pas été épargnés.

L'année dernière, Feeding America avait également signalé que 29% des militaires de grade inférieur étaient confrontés à l'insécurité alimentaire. Le problème existe depuis des années aux Etats-Unis et des millions d'Américains de différents milieux y font face, ce qui "devrait être la source d'un profond embarras", a déploré Vince Hall, chargé des relations avec le gouvernement au sein de l'organisation.

INDE

New Delhi ferme ses écoles jusqu'à nouvel ordre en raison de la pollution de l'air

Un niveau dangereux de pollution de l'air a contraint mardi soir le gouvernement de New Delhi à fermer ses écoles jusqu'à nouvel ordre et à inviter les habitants de la capitale indienne à travailler depuis chez eux.

La qualité de l'air se détériore gravement chaque hiver dans cette ville de plus de 20 millions d'habitants, l'une des plus polluées au monde, qui se retrouve enveloppée par un épais de brouillard de pollution. Samedi, la

municipalité avait déjà ordonné la fermeture des écoles pour une semaine et interdit tout chantier pendant quatre jours.

Mardi soir, la commission en charge de la qualité de l'air à Delhi a décrété la fermeture des établissements scolaires jusqu'à nouvel ordre.

Les poids-lourds n'ont pas le droit d'entrer dans la capitale jusqu'au 21 novembre, à l'exception de ceux transportant des produits de

première nécessité, et la plupart des chantiers ont été interrompus, selon le décret. Des canons anti-brouillard de pollution et des arroseurs entrèrent en action au moins trois fois par jour dans les quartiers les plus pollués. Six des 11 centrales thermiques situées dans un rayon de 300 kilomètres ont été priées de cesser de fonctionner jusqu'à nouvel ordre. La commission a également indiqué qu'au moins la moitié des fonctionnaires

devront travailler depuis chez eux et les employés du secteur privé sont invités à faire de même. Ces mesures sont intervenues 24 heures après la décision du gouvernement de Delhi de résister à un appel lancé par la Cour suprême à "un confinement pour cause de pollution". Cette pollution de l'air provient entre autres de la fumée issue des brûlis agricoles dans les Etats voisins.

TÉBESSA

Plus de 108.000 personnes ont reçu les deux doses du vaccin anti-Covid

Plus de 108.000 personnes de la wilaya de Tébessa ont reçu les deux doses du vaccin anti-Covid depuis le début de l'opération en février dernier, a indiqué mardi le directeur local de la santé (DSP), Saïd Belaid. "Ce nombre représente près de 23 % de la catégorie ciblée des citoyens de plus de 18 ans, estimée à plus de 447.000 personnes", a précisé à l'APS M. Belaid, considérant ce taux "faible et loin des objectifs fixés".

Selon la même source, 136.133 personnes ont reçu la première dose du vaccin, soit 28 %, ce qui permettra, a-t-il soutenu, d'améliorer les taux de vaccination et de réaliser une immunité collective dès qu'elles perçoivent la deuxième dose.

Concernant la troisième dose du vaccin, M. Belaid a indiqué que l'opération a été lancée à travers tous les établissements de santé, relevant que pour se faire administrer une 3e dose du vaccin anti-Covid, il est impératif de dépasser six mois après les deux premières doses.

Il a, dans ce sens, attesté de la mobilisation de tous les moyens humains et matériels nécessaires afin de poursuivre l'opération de vaccination contre la Covid-19, dont le danger persiste.

Concernant les mesures anticipatives visant à faire face à une éventuelle quatrième vague de l'épidémie de coronavirus, M. Belaid a déclaré qu'une vaste opération d'entretien des équipements d'oxygénothérapie, des générateurs et concentrateurs d'oxygène notamment, a été lancée.

Aussi, il est prévu l'acquisition de nouveaux équipements d'oxygénothérapie, l'acquisition des médicaments et des moyens de prévention, a-t-on noté.

La même source a rappelé que la wilaya de Tébessa a enregistré, depuis l'apparition de la Covid-19 et sa propagation, 8.388 cas confirmés, dont 5.626 ont fait l'objet d'un suivi médical dans les établissements de santé, soulignant que plus de 50 % des cas ont été pris en charge au cours de la troisième vague.

Concernant le retour des supporters dans les stades, la Direction de la santé de Tébessa a entamé une large campagne de vaccination des supporters des différentes équipes sportives souhaitant suivre les compétitions à l'intérieur des enceintes sportives, a-t-il soutenu, précisant que l'accès aux stades et aux salles de sports est tributaire d'une attestation de vaccination.

COVID-19

Oran se prépare pour une éventuelle quatrième vague de la pandémie

Les autorités locales à Oran commencent à se préparer pour faire face à une éventuelle quatrième vague de la pandémie de la Covid-19 partant du nombre de cas atteints du virus en nette augmentation dans la wilaya depuis quelques jours.

Alors que le nombre de nouveaux cas, au cours de la période d'accalmie, qui avait duré jusqu'à la fin octobre, était entre cinq à 10 par jour dans la capitale de l'ouest, les chiffres se sont mis à grimper rapidement la semaine dernière, a indiqué le chargé de communication à la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Oran, Youcef Boukhari, qui a souligné que les symptômes de cette nouvelle vague diffèrent des précédentes.

"Les équipes médicales ont constaté que les détresses respiratoires ne sont pas la cause principale des décès comme pour la troisième vague", a déclaré Dr Boukhari, ajoutant que beaucoup de patients meurent subitement.

Le nombre de décès a grimpé de 1 à 3 par semaine au cours de la période d'accalmie à 1 à 3 quotidiennement dans les derniers jours, a fait savoir

le même responsable, qualifiant la situation de préoccupante.

Pour parer à toute éventualité, un nouvel hôpital renforcera les établissements hospitaliers dédiés à la prise en charge des cas Covid-19 dont l'hôpital de Hai "Nedjma" et celui d'El Kerma et l'hôpital de Gdyl avec 240 lits.

S'agissant des craintes au sujet de la disponibilité de l'oxygène, le chargé de communication de la DSP a rassuré qu'"il n'y aura pas de crise d'oxygène".

Tous les hôpitaux de la wilaya sont équipés de générateurs d'oxygène et l'unité de production d'oxygène médical de l'usine "Rayan Ox" de Bethioua, entrée en production en septembre, est largement en mesure de couvrir les besoins de la wilaya", a-t-il souligné.

En attendant l'évolution de la situation épidémiologique dans la wilaya d'Oran qui enregistre les plus hauts chiffres des cas covid-19 depuis le début de la pandémie, les autorités continuent à appeler la population à se faire vacciner pour éviter la multiplication des cas sévères de cette infection.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

135 nouveaux cas, 79 guérisons et 8 décès

Cent trente-cinq (135) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 79 guérisons et huit (08) décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi, le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 208380, celui des décès à 6005 cas, alors que le nombre de patients guéris

est passé à 142936 cas. Par ailleurs, 20 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 26 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 18 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

PRÉVENTION DE LA COVID-19

Le ministère de la Santé est préparé pour faire face à la 4^e vague (Benbouzid)

Le ministère de la Santé est préparé à faire face à la quatrième vague de la Covid-19, a affirmé mardi de Tissemsilt le premier responsable du secteur Abderrahmane Benbouzid.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre de la Santé a souligné que "la situation épidémiologique actuelle que connaît l'Europe qui enregistre une hausse du nombre des infections au coronavirus, nous pousse à prendre les précautions nécessaires pour faire face à une quatrième vague".

M. Benbouzid a fait savoir que son ministère enregistre actuellement "une stabilité des cas de Covid-19", indiquant, à ce propos, qu'à l'heure actuelle, 5 millions de personnes ont reçu les deux doses du vaccin anti-Covid-19.

"Un nombre loin de celui attendu à la fin de l'année en cours, estimé à 20 millions de vaccinés", a-t-il déclaré, tout en insistant sur l'intensification des actions de sensibilisation sur l'importance de la vaccination et exhortant les



citoyens à se faire vacciner pour garantir une meilleure prévention contre cette épidémie.

Le ministre a également appelé les citoyens ayant reçu les deux doses du vaccin anti-Covid-19 il y a six mois, à recevoir la troisième dose de vaccin de leur choix, soulignant que tous les vaccins sont disponibles, à savoir AstraZeneca, Sinovac, Spoutnik et Johnson.

"L'accent est actuellement mis sur la vaccination des personnes de plus de 65 ans

atteintes de maladies chroniques", a-t-il précisé, affirmant que la vaccination "ne sera pas obligatoire".

Par ailleurs, Abderrahmane Benbouzid a indiqué, en visitant l'école de formation paramédicale de la ville de Tissemsilt, qu'il a été convenu entre les ministères de la Santé et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de prendre en charge l'hébergement des étudiants des écoles de formation paramédicale au niveau national dans

les résidences universitaires. Lors d'une rencontre avec le personnel du secteur de la santé de la wilaya, le ministre a souligné que la prime de la Covid-19 "sera octroyée à ceux qui la méritent", ajoutant, par ailleurs, que son département ministériel étudiera, avec le partenaire social, les revendications socio-professionnelles dont la révision de la pension de retraite.

En outre, M. Benbouzid a mis l'accent sur la modernisation de la gestion des établissements hospitaliers du pays et la révision du système sanitaire dans le sens de le développer, de réorganiser la carte sanitaire et d'introduire des techniques modernes de management.

Le ministre a annoncé la tenue d'assises nationales sur la réforme du système sanitaire les 21 et 22 décembre prochain dans le but de donner un bond qualitatif au secteur.

La visite du ministre dans la wilaya de Tissemsilt a été marquée également par l'inauguration de l'établissement hospitalier spécialisé "mère-enfant" de Tissemsilt.

INSULINE RAPIDE

Mise sur le marché de plus de 800.000 unités entre novembre et décembre (ministère)

Plus de 800.000 unités d'insuline rapide seront mises sur le marché entre novembre et décembre de l'année en cours, a indiqué mardi le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, assurant que toutes les mesures ont été prises pour assurer une disponibilité et un approvisionnement continu de ces produits.

Ces mesures se traduisent notamment par la mise sur le marché de 450.000 unités au cours du mois de novembre courant et de 357.000 unités au cours du mois de décembre prochain pour couvrir les besoins du marché national des insulines rapides, a fait savoir M. Benbahmed, cité par un communiqué du ministère.

Il s'exprimait lors d'une audience accordée lundi au syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (SNAPO) conduit par son président, Messoud Belambri.

"Cette entrevue a permis de dresser un point de situation concernant la disponibilité de certains produits pharmaceutiques notamment l'une des insulines rapides, l'Enoxaparine, et le Paracétamol", rapporte la même source, et ce, dans le cadre de la consultation continue et de

la coordination permanente avec les partenaires sociaux et en particulier les représentants des pharmaciens d'officine.

Près de 600.000 boîtes d'Enoxaparine mises sur le marché

Concernant l'Enoxaparine destinée au traitement de la Covid-19 et "qui connaît des tensions" sur le marché, près de 600.000 boîtes ont été mises sur le marché, alors que l'essentiel de la production - plus d'un million de boîtes - ont été livrées à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) qui reconstitue ses stocks en prévision de la quatrième vague.

De plus, le ministre a annoncé un nouveau programme de livraison destiné au marché de ville de 2.234.088 boîtes d'ici le mois de décembre.

Par ailleurs, la capacité de production de l'Algérie pour les Héparines à bas poids moléculaire devrait encore augmenter avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle unité de production en décembre prochain.

Concernant le paracétamol, M. Benbahmed a rappelé les instructions qui ont été données aux dix producteurs nationaux à effet d'augmenter leurs capacités de production et "de libérer tous les

stocks disponibles aux établissements de distributions", permettant la mise sur le marché de 9.256.362 boîtes durant la période allant du 23 septembre au 11 novembre 2021.

En outre, le ministre a annoncé le doublement de la production nationale de Paracétamol, pour répondre à la forte demande nationale, en raison de la pandémie de Covid-19, souligne le communiqué.

A noter que durant cette réunion, "les deux parties ont convenu de poursuivre la coordination et la collaboration au sein de l'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques permettant de dégrader des solutions idoines et pérennes à même d'assurer une disponibilité continue et de garantir ainsi l'accès aux soins aux patients".

Le SNAPO a réitéré son engagement auprès du ministère, dans le cadre de la concertation et de la coordination, en réaffirmant "sa position responsable quant à la prise en charge de la problématique de la disponibilité des produits pharmaceutiques afin de prévenir toute forme de spéculation et de désinformation aggravant souvent les problématiques de rupture".

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE Au moins 5.113.287 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 5.113.287 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles mercredi.

Plus de 254.298.140 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de mardi, 9.079 nouveaux décès et 728.779 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 2.475 nouveaux morts, la Russie (1.247) et l'Ukraine (769).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 765.913 décès pour 47.311.015 cas recensés, selon le compte de l'université Johns



Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 611.478 morts et 21.965.684 cas, l'Inde avec 464.153 (34.466.598 cas), le Mexique avec 291.241 morts (3.847.243 cas), et la Russie avec 259.084

morts (9.182.538 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 609 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Bulgarie (382), la

Bosnie (369), le Monténégro (353), la Macédoine du Nord (353), la Hongrie (335) et la République tchèque (295).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mercredi à 10H00 GMT 1.531.443 décès pour 46.329.200 cas, l'Europe 1.465.142 décès (79.300.508 cas), l'Asie 885.308 décès (56.597.605 cas), les Etats-Unis et le Canada 795.299 décès (49.064.643 cas), l'Afrique 220.949 décès (8.568.662 cas), le Moyen-Orient 212.083 décès (14.151.528 cas), et l'Océanie 3.063 décès (285.994 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par les bureaux de l'AFP auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

IRAN

7.494 nouveaux cas de COVID-19, portant le total à 6.045.212 dans le pays

Le ministère iranien de la Santé et de l'Education médicale a signalé lundi 7.494 nouveaux cas de COVID-19, portant le total cumulé des infections dans le pays à 6.045.212.

La pandémie a jusqu'à présent fait 128.272 morts dans le pays, avec 105 nouveaux décès enregistrés au cours des

dernières 24 heures, a indiqué le ministère dans une mise à jour.

Au total, 5.708.253 personnes se sont rétablies ou sont sorties de l'hôpital à travers le pays, tandis que 3.491 se trouvent toujours dans des unités de soins intensifs, a indiqué le ministère.

En date de lundi, 55.860.065 per-

sonnes ont reçu au moins une dose de vaccin contre le coronavirus en Iran, 42.619.788 ont déjà reçu deux doses, alors que 562.756 ont reçu une troisième dose de rappel.

Le ministère a ajouté que 37.146.083 tests de dépistage ont jusqu'à présent été effectués à travers le pays.

TUNISIE

Un décès, 102 contaminations recensés en 24 heures

La Tunisie a enregistré ces dernières 24 heures, 102 nouveaux cas et un décès, sur un total de 4865 tests de dépistage du coronavirus, soit un taux de positivité de 2,10%.

Selon le dernier bilan publié mardi soir par le ministère de la santé, un (01) décès a été recensé à la même date portant le bilan à 25320 morts du coronavirus depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie en mars 2020 sur un total

de 715818 cas détectés. D'après les mêmes chiffres, le nombre de guérisons a évolué à 689639 dont 54 rétablissements enregistrés le 15 novembre.

Par ailleurs, 17 nouvelles admissions ont été enregistrées à la même date portant le nombre de malades Covid-19 hospitalisés à 144 dont 49 étaient en réanimation et 09 placés sous respirateurs artificiels et ce, dans les établissements de santé publics et privés.

IRLANDE

De nouvelles restrictions sanitaires

Le gouvernement irlandais a annoncé mardi la mise en place de nouvelles restrictions pour enrayer une résurgence du coronavirus en Irlande et préserver le système de santé, dont le télétravail et un couvre-feu pour les bars et restaurants.

"A travers l'Europe et notre pays, il devient de plus en plus clair que nous connaissons une nouvelle poussée d'in-

fections au Covid", a déclaré le Premier ministre Micheal Martin en s'adressant aux Irlandais. Sans la vaccination massive de la population, "il ne fait aucun doute que nous serions maintenant en confinement total", a-t-il ajouté, soulignant que si les infections et hospitalisations continuaient à croître au rythme actuel, "aucun système de santé au

monde ne pourrait faire face". Parmi les mesures annoncées devant entrer en vigueur jeudi à minuit, quelques semaines à peine après la levée de presque toutes les restrictions qui étaient en place, figurent la recommandation de travailler de chez soi quand c'est possible et la fermeture des bars et restaurants avancée à minuit.

PHILIPPINES

Réouverture des écoles pour la première fois depuis mars 2020

Des milliers d'enfants philippins sont autorisés à retourner dans les salles de classe lundi, pour la première fois depuis le début de la pandémie de coronavirus, dans le cadre d'un projet pilote de réouverture des établissements.

Alors que la quasi totalité des pays dans le monde ont ouvert leurs écoles en partie ou totalement, les Philippines les ont gardées fermées depuis mars 2020. Zyrex

Damayo, enseignant en maternelle, se dit "un peu nerveux" au moment d'accueillir huit de ses élèves à l'école élémentaire Sicocon de Bogo, sur l'île de Cebu.

"Je m'attendais à ce que certains d'entre eux pleurent. (Mais) ça s'est passé en douceur et nous n'avons eu aucun problème", raconte-t-il aux médias. Une centaine d'écoles sur plus de 61.000 ont été choisies pour un essai de deux mois, qui doit être

étendu dans les prochaines semaines, a expliqué un responsable de l'Education nationale. Nombre de ces écoles se situent dans des endroits reculés, dans les montagnes ou sur des îles, et fréquentées par des populations considérées à faible risque de transmission du virus.

"Je ne peux pas garantir que ce sera un succès à 100%, mais d'après notre évaluation, nous avons de grands

espoirs que ce projet pilote soit un succès", a estimé la semaine dernière le ministre de l'Education Leonor Briones. Les élèves d'écoles maternelles et des trois premiers niveaux de primaires, ainsi que les lycéens, peuvent participer à cet essai.

La taille des classes est limitée de même que le temps passé en classe, avec des règles strictes sur le port du masque, le lavage des mains et la distanciation sociale.

MÉDICAMENT CONTRE LA COVID-19 Accord pour faciliter l'accès mondial à la pilule anti-Covid de Pfizer

Le géant pharmaceutique américain Pfizer a accepté de laisser diffuser sa pilule anti-Covid - une fois autorisée - au-delà des pays riches pour mieux combattre une pandémie qui fait des ravages depuis près de deux ans.

Cet accord de licence volontaire a été annoncé conjointement mardi par Pfizer et la Communauté de brevets sur les médicaments (MPP), créée par Unitaid.

Les fabricants de médicaments génériques "qui se voient accorder des sous-licences pourront fournir le nouveau médicament en association avec le Ritonavir (un médicament utilisé contre le virus du sida, nldr) à 95 pays, couvrant jusqu'à environ 53% de la population mondiale", a précisé un porte-parole d'Unitaid, Hervé Verhoosel, lors du briefing régulier de l'ONU à Genève. Début novembre, Pfizer, qui commercialise avec l'allemand BioNTech l'un des vaccins les plus efficaces contre le Covid, a publié des résultats intermédiaires d'essais cliniques de son antiviral oral PF-07321332 ou Paxlovid. Ils montrent une efficacité de 89% pour prévenir le risque d'hospitalisation ou de décès chez les adultes présentant un risque élevé de développer une forme grave du Covid.

Pfizer rejoint ainsi son concurrent Merck, qui a conclu un pacte similaire avec la MPP pour son propre anti-Covid oral, le Molnupiravir, aussi très efficace.

PORTUGAL Vers le retour de certaines restrictions

Le Portugal, en tête des pays les plus vaccinés au monde contre la Covid-19, envisage de nouvelles restrictions pour faire face à une recrudescence de l'épidémie marquée par une augmentation des hospitalisations et du nombre de cas, rapportent mercredi, des médias.

Le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a défendu mardi le retour du port du masque obligatoire en extérieur.

"Cela paraît évident", a-t-il déclaré aux journalistes lors d'un événement à Lisbonne.

Cette mesure, instaurée en octobre 2020, avait été levée le 13 septembre dernier.

Le port du masque reste tout de même recommandé en cas de rassemblement ou lorsqu'il est impossible de respecter la distanciation sociale.

Actuellement, le nombre de nouveaux cas quotidiens s'établit autour de 1.600 alors "qu'il y a un an, nous en avions 5 à 6.000", tandis que le nombre de décès "est inférieur à 20 contre environ 80", a rappelé le président.

Le Premier ministre socialiste, Antonio Costa, avait également laissé entendre mardi que le pays pourrait rétablir certaines mesures, notamment à l'approche des fêtes de fin d'année face à la hausse d'un nombre de cas en Europe. A l'instar du nombre de nouvelles contaminations quotidiennes, qui ont connu un pic à 1.816 samedi, les hospitalisations ont également augmenté. Le Portugal comptait mardi 486 personnes hospitalisées, dont 80 en soins intensifs. "Il faut agir dès à présent (...) Plus tard on agira, plus il y aura de risques", a-t-il prévenu tout en excluant la possibilité d'imposer à nouveau l'état d'urgence en vigueur près de six mois entre novembre et avril dernier. Le Portugal "est encore très loin de ce qui se passe ailleurs en Europe", a souligné M. Costa ajoutant qu'il suivait toutefois l'évolution de la situation sanitaire en Europe.

Le gouvernement prendra des décisions après une réunion prévue vendredi avec des experts scientifiques. Les autorités continuent d'appeler les plus de 65 ans à prendre une troisième dose de vaccin. Un peu plus de 86% de la population est entièrement vaccinée. Avec 10 millions d'habitants, le Portugal a enregistré plus de 1,1 million de cas et 18.274 décès depuis le début de la pandémie.

GROSSESSE

LES 6 ENNEMIS DE LA FERTILITÉ

Pollution, stress, tabac, surpoids, âge tardif de la première grossesse : le mode de vie occidental contribue à diminuer drastiquement la fertilité. Petit tour d'horizon des coupables identifiés qui nuisent à notre fécondité.

Une grande étude publiée en 2017 dans la revue Human Reproduction, a mis le feu aux poudres. Entre 1973 et 2011, la quantité de spermé émise par éjaculat chutait de 59,3 % tandis que la concentration en spermatozoïdes baissait de 52,4 %. Chez les femmes, la fertilité semble également décliner. "En consultation, nous avons l'impression de voir de plus en plus de femmes jeunes avec des ovaires déficients" s'inquiète le Pr François Olivennes, gynécologue-obstétricien.

Les raisons sont loin d'être toutes élucidées. Perturbateurs endocriniens, surpoids et sédentarité, tabagisme, malbouffe, addictions, polluants industriels, de nombreux coupables ont été identifiés. Chez la femme, un facteur supplémentaire est pointé : l'âge tardif de la première grossesse.

« N'ATTENDEZ PAS TROP POUR AVOIR UN ENFANT ! »

C'est en 2008 que le Pr Olivennes a lancé ce cri d'alerte en publiant un ouvrage portant ce titre alarmant. Plus une femme vieillit, moins ses chances d'avoir un bébé sont élevées. Depuis ce livre, l'âge de la première maternité a hélas continué d'augmenter. L'erreur principale que relève l'auteur : croire que l'on peut avoir des enfants jeunes et la ménopause.

Dans la réalité, la fertilité décroît pendant toute la vie féconde. Dix ans avant la ménopause (soit entre 35 et 45 ans, puisque les femmes sont majoritairement ménopausées entre 45 et 55 ans), la fertilité n'est plus que résiduelle. "Je vois quotidiennement des femmes qui ne disent qu'elles ne savent pas", explique l'expert. Une étude de l'Institut national d'études démographiques (INED), parue en début d'année, confirme que le nombre de femmes de plus de 34 ans consultant dans les centres d'assistance médicale à la procréation (AMP) est en augmentation constante. Or, même avec l'aide de la médecine, les taux de réussite au-delà de 35 ans restent bas. À 42 ans, le taux de succès des FIV est de 5 à 10 % et l'om compte beaucoup



de fausses couches parmi ces "succès".

BAISSE DE LA FERTILITÉ, UN AUTRE EFFET DU COVID ?

"Plusieurs études ont rapporté un lien entre le Covid-19 et la qualité du sperme, parfois même plusieurs mois après l'infection" explique la Dre Lucie Delarochette, biologiste, à l'initiative du premier projet français d'analyse de l'impact du Covid sur le sperme. En comparant les paramètres spermatozoïdes de patients guéris du virus à ceux de témoins du même âge, ces études ont montré que la concentration et la mobilité des spermatozoïdes étaient significativement diminuées chez ces patients et que les marqueurs d'inflammation et de stress oxydatif étaient plus élevés. Une étude plus récente a établi que les altérations du sperme étaient plus marquées si les patients avaient eu des symptômes plus importants. D'autres troubles (inflammations des testicules, dérèglements hormonaux) ont été rapportés.

ATTENTION AU SURPOIDS... ET AUSSI AUX RÉGIMES

Plus on est gros, plus le bilan hormonal est perturbé, et donc plus il est difficile de concevoir. C'est vrai pour l'homme comme pour la femme. Mais alors faut-il maigrir ? Oui, si l'on perd du poids par un retour à une alimentation équilibrée. En revanche, lorsque l'on réalise une chirurgie bariatrique pour obtenir un amaigrissement majeur, cela détériore la fertilité. "Avant toute chirurgie de ce type, il faut conseiller aux hommes de congeler leur sperme" insiste la Dre Charlotte Methorst, chirurgienne-urologue au CHU des Quatre-Villes, à Saint-Cloud.

1/6 - Le tabac, poison de la fertilité

"Le tabac est un poison de la fertilité féminine", résume le Pr Olivennes. Il diminue la réserve ovarienne, allonge le délai de conception et avance l'âge de la ménopause. L'homme n'est pas en reste. "Le spermatozoïde est une cellule très fragile, explique la Dre Char-

lotte Methorst, chirurgienne-urologue, car il n'a pas de cytoplasme, ce liquide qui entoure et protège le noyau. Son ADN est donc à la merci de toutes les altérations induites par l'environnement." Le tabagisme chronique favorise ainsi la fragmentation de l'ADN du spermatozoïde.

2/6 - L'alcool, ennemi des femmes et des hommes

Les femmes savent qu'elles doivent éviter de boire avant et pendant la grossesse. Mais le futur papa aussi devrait se méfier de la diva bouteille. "La consommation de boissons alcoolisées par le père a un impact sur l'embryogenèse, sur l'implantation de l'embryon, sur le développement grossesse et sur le nombre de grossesses vivantes" prévient la Dre Methorst.

3/6 - Le cannabis, un ennemi méconnu

Lors du dernier congrès de l'Association française d'urologie, en novembre 2020, les spécialistes ont alerté se risque. L'action du can-

nabis est multiple. Tout d'abord, il perturbe les sécrétions de gonadotrophines. Il favorise également le "fractionnement" de l'ADN du spermatozoïde. Par ailleurs, les spermatozoïdes d'hommes consommant du cannabis sont "hyperactifs", tournant sur eux-mêmes, comme s'ils avaient des difficultés à trouver le chemin vers l'ovule !

4/6 - Café et viande rouge, jamaïs en excès

Des études américaines ont conclu que si l'homme boit plus de 4 ou 5 tasses de café par jour, s'il consomme de la viande rouge en grande quantité, non seulement ses spermatozoïdes ont plus de difficultés à fertiliser l'ovocyte, mais, en outre, le nombre de fausses couches augmente. Les produits laitiers gras, les fromages crémeux, le cheddar, les boissons sucrées, les sucreries et les sodas sont à éviter.

5/6 - L'excès de sport, à éviter

L'activité physique est un booster de la fertilité. Une étude de 2012 de la Harvard Public School of Health a conclu que les hommes passant plus de 20 h par semaine devant leur télévision ont une concentration en spermatozoïdes diminuée de 44 % comparativement à des hommes plus actifs. Toutefois, l'excès de sport est à éviter. Les sportifs de haut niveau ont des cycles menstruels très perturbés. Parfois même, leurs règles en viennent à disparaître.

6/6 - Maladies et traitements, à surveiller

Les infections sexuellement transmissibles (IST) peuvent entraîner une obturation des trompes, de nombreuses maladies comme l'endométriose ou le syndrome des ovaires polykystiques altèrent la fertilité. Certains traitements contre la chute des cheveux ainsi que des médicaments à visée cardio-vasculaire (détablogiques) peuvent impacter la qualité spermatique.

LES FRUITS DE MER ET LE POISSON AIDERAIENT À TOMBER ENCEINTE

Une alimentation riche en fruits de mer et poissons améliorerait la fertilité. Les couples qui mangent plus de fruits de mer tendent à avoir des rapports sexuels plus souvent et auraient moins de difficultés que les autres à concevoir, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism.

Les fruits de mer sont une source importante de protéines et d'autres nutriments essentiels pour les femmes qui souhaitent être enceintes. Selon la Food and Drug Administration et l'Environmental Protection Agency, 90 % des poissons consommés aux États-Unis sont pauvres en mercure et peuvent être consommés sans danger. Bien que les agences recommandent deux à trois portions

de poisson à faible teneur en mercure par semaine, 50 % des femmes enceintes en mangent beaucoup moins que la quantité recommandée.

Les chercheurs de Harvard aux États-Unis ont suivi 500 couples de l'étude longitudinale sur la fertilité et l'environnement (LIFE) pendant un an pour déterminer la relation entre la consommation de fruits de mer et le temps de grossesse. Les participants ont consigné leur consommation et leur activité sexuelle dans des journaux quotidiens.

Les chercheurs ont constaté que 92 % des femmes des couples qui mangeaient des fruits de mer plus de deux fois par semaine étaient enceintes à la fin d'une année, comparativement à 79 % pour les autres.



"Notre étude suggère que les fruits de mer peuvent avoir de nombreux avantages pour la reproduction, notamment un temps de grossesse plus court et une activité sexuelle plus fréquente", explique Audrey Gaskins, auteure de l'étude. "Notre étude a révélé que les couples qui consomment plus de deux portions de fruits de mer par semaine ont plus de rapports sexuels et moins de temps d'attente pour concevoir." "L'association entre les fruits de mer et le délai plus court de la grossesse n'était pas entièrement expliquée par une activité sexuelle plus fréquente, suggérant que d'autres facteurs biologiques étaient en jeu. Ceux-ci pourraient inclure des effets sur la qualité du sperme, l'ovulation ou la qualité de l'embryon", a conclu Audrey Gaskins.

FERTILITÉ : LES 10 RÈGLES D'OR POUR LA PRÉSERVER

1/10 - On équilibre son alimentation. Les apports en oméga 3, en vitamines C, D, E, en bêta-carotène, en zinc et sélénium, en lycopène, en astaxanthine, en folates, améliorent les paramètres spermatoïques. Où trouver tous ces nutriments ? Dans une alimentation de type méditerranéenne, riche en fruits et légumes, en fruits à coque et en légumineuses, en produits issus de la mer, en huiles végétales. Bonne nouvelle : c'est aussi une alimentation qui permet de retrouver son « poids de forme », ce qui est bénéfique pour la fertilité.

2/10 - On supplémente si nécessaire... Les études montrent un lien entre les suppléments de zinc, coenzyme Q10, vitamine E, acides gras polyinsaturés, oméga 3 et le nombre de grossesses. Les vitamines B (notamment les folates), C et E limitent le risque de fragmentation de l'ADN du spermatozoïde. La coenzyme Q10 semble protectrice de la réserve ovarienne. La carnitine a un impact favorable sur la mobilité du spermatozoïde. En outre, elle rend plus efficace la stimulation hormonale en cas d'aménorrhée hypothalamique fonctionnelle et booste les mitochondries de l'ovocyte, ces petites « usines » qui apportent de l'énergie à la cellule...

4/10 - On prend garde aux épices

6/10 - On se couche tôt. Les études sur les salariés en horaires décalés ont montré que les perturbations du sommeil ont un effet direct sur la qualité du liquide séminal. Un travail récent présenté au congrès de l'ESHRE (European Society of Human Reproduction and Embryology) rapporte des différences significatives de qualité spermatoïque entre les couche-tôt et les couche-tard. Chez le femme, le travail nocturne perturbe les sécrétions hormonales (c'est aussi un facteur de risque de cancer du sein).

7/10 - On boit suffisamment. Pour avoir une bonne santé urogénitale, il faut boire ! C'est particulièrement vrai chez l'homme. Si l'hydratation est insuffisante, cela altère le pH du sperme, le rend plus visqueux.

8/10 - On choisit des vêtements confortables. Les testicules n'aiment pas la chaleur. Lorsqu'ils sont comprimés dans un jean trop étroit, ils ralentissent leur production. Le sport d'un slip raffraîchissant peut améliorer la spermatoogénèse. Ces « snowball pants » se présentent comme des slips kangourous dans lesquels on glisse une poche refroidissante.

9/10 - On fait du sport... en extérieur. Le sport, à la bonne dose, booste la fertilité. Il aide à gérer le stress, favorise le sommeil, améliore l'équilibre hormonal. L'idéal.

10/10 - On pratique le yoga de la fertilité. Le principe consiste à alterner des postures activant la zone génitale et des postures apaisantes en fonction des différentes phases du cycle. Une étude menée en 2010 en partenariat avec l'université de Harvard a conclu à un taux de grossesses augmenté de 32 % grâce au yoga. En France, la méthode a été développée par Charlotte Muller, Québécoise américaine comme Bédère, l'Hôpital Centre ou la clinique de la Fertilité. Elle a été adaptée par cette pratique. Certaines postures de yoga peuvent également améliorer la fertilité masculine.

BILAN D'INFERTILITÉ COMMENT ÇA SE PASSE ?

Une infertilité peut être soit masculine, soit féminine, soit mixte. De l'importance de faire un bilan complet des deux partenaires simultanément quand la grossesse tarde.

Un bébé, ça se fait à deux. Et un bilan d'infertilité aussi. "Je viens de voir récemment un couple, dont la femme avait fait une pléthore d'exams alors que le conjoint n'avait même pas eu le moindre spermogramme", déplore le Dr Marc Even, chirurgien-gynécologue et obstétricien à l'Hôpital Foch (Suresnes).

Heureusement, ces situations, fréquentes il y a 20 ou 30 ans, sont de plus en plus rares. L'interrogatoire aborde de multiples aspects sur la santé, le mode de vie, les relations de couple, la vie sexuelle, les traitements en cours...

POUR ELLE ET LUI : "L'INTERROGATOIRE", UNE ÉTAPE INDISPENSABLE

La Dre Claudia Righini, gynécologue-obstétricienne, en est convaincue : la première étape - cruciale - d'un bilan, c'est l'interrogatoire. Cette discussion à bâtons rompus qui aborde de multiples sujets sur les deux partenaires en dit très long sur les causes possibles d'infertilité... L'interrogatoire permet également de soupçonner certains « facteurs » probables d'infertilité : endométriose, SOPK, antécédents familiaux de ménopause précoce...

Même chose chez l'homme, où Marc Even parle d'un interrogatoire "quasi policier" pour identifier des signes d'infertilité masculine : chirurgie d'une eczéma testiculaire dans l'enfance, douleurs à l'éjaculation, infections urinaires à répétition... À partir de là, une série d'exams vont être programmés. Dans 10 à 15 % des cas, tous les paramètres reviennent normaux tant chez l'homme que chez la femme. Mais la plupart du temps, ils mettent en avant des anomalies que la médecine tentera de compenser ou contourner.

POUR LUI : LE SPERMIOGRAMME AVANT TOUT CHOSE...

Le spermogramme est l'examen le plus facile à réaliser. Il permet de connaître la réserve spermatoïque, à savoir : le nombre, la forme et la mobilité des spermatozoïdes. "Attention à la manière dont on annonce les résultats, prévient le Dr Ev. Quand on dit à un homme que son sperme comporte 30 % de formes typiques, il va s'imaginer



qu'il est déficient alors qu'en fait, 30 % est un chiffre normal." Si le spermogramme révèle une altération de la réserve spermatoïque, d'autres examens seront programmés.

Le testicule en transparence. Une échographie testiculaire permettra d'analyser les testicules et les différents canaux qui le traversent. Ainsi, si les canaux déférents ou l'épididyme sont obstrués, les spermatozoïdes sont bloqués en cours de route ! Impossible de passer ? Parfois, l'échographie met en évidence une varicoécèle, une dilatation des veines responsable d'un « réchauffement » du testicule. Le traitement des varicoécèles peut suffire à corriger certaines infertilités. Un cariotype. En seconde intention, le médecin propose un cariotype, c'est-à-dire la recherche des chromosomes de l'homme. Des analyses plus poussées de la composition du liquide séminal ou de l'ADN des spermatozoïdes (fragmentation), un examen bactériologique du sperme, un bilan hormonal permettent d'identifier d'autres causes possibles d'infertilité. On teste l'éjaculation. Certains hommes ont une éjaculation rétrograde : leur sperme est refluxé dans la vessie lors de l'éjaculation. Cette anomalie se diagnostique en récupérant des urines après l'éjaculation.

Pour elle - on vérifie que les trompes sont perméables. Pour que la fécondation ait lieu, il faut que les spermatozoïdes puissent remonter jusqu'à l'ovocyte dans les trompes. Plusieurs examens sont proposés : l'hystérosalpingographie longtemps été l'examen de référence. L'injection d'un produit de contraste

dans l'utérus, via une sonde, rend visibles à la radio, l'utérus et les trompes. L'examen est réputé un peu douloureux. Il est en outre irradiant.

L'HyFoSy, d'apparition récente, est une échographie de l'utérus et des trompes réalisée après injection d'une sorte de mousse, explique la Dre Righini, gynécologue-obstétricienne au centre d'assistance médicale à la procréation de la Clinique de la Muette.

On inspecte l'utérus. Avec une caméra de 3 mm de diamètre, glissée par les voies naturelles, le médecin visualize l'intérieur de la cavité, à la recherche de polypes, de fibromes, d'une malformation (cloison, accolement des parois...). Une biopsie d'endomètre peut être réalisée au cours de l'examen pour rechercher une endométrite (inflammation de la muqueuse qui tapisse l'endomètre). 10 à 15 % des femmes en âge de procréer sont touchées par une endométrite, une maladie qui retentit sur la fertilité.

On évalue la "réserve ovarienne". Elle se calcule en associant un examen radiologique (une échographie de « comptage folliculaire ») et un bilan biologique qui dose, entre le 2 et le 4e jour du cycle, diverses hormones. D'autres bilan et examens peuvent être préconisés pour explorer plus avant la fertilité : cariotype, recherche de troubles thyroïdiens, bilan d'auto-immunité...

La réserve ovarienne, c'est quoi ? Une femme peut être jeune, dynamique, avoir une allure de mannequin et... des ovaires vieillissants. La "découverte" de la réserve ovarienne survient le plus souvent au détour d'un parcours d'AMP. La patiente arrive en consultation et le coupleur tombe : "votre réserve ovarienne est anormalement basse..." En pratique, alors que les hommes fabriquent en permanence des spermatozoïdes, chacune d'entre nous naît avec un stock de follicules qui va diminuer au fil de la vie. Certaines ont été génériquement pourvues et seront ménopausées à 55 ou 60 ans... D'autres en ont peu... Cela fait partie des injustices de la nature. En revanche, l'hygiène de vie est fondamentale pour préserver au mieux notre stock. Des maladies gynécologiques comme l'endométriose altèrent la réserve ovarienne. De même, certaines affections génétiques entraînent son effondrement rapide.

INFERTILITÉ FÉMININE : COMMENT ÇA SE SOIGNE ?

Actuellement, 10 à 15% des couples consultent pour des problèmes de fertilité. Des que la ou les causes d'infertilité sont connues, un traitement peut être envisagé. Du simple traitement médicamenteux à l'implantation d'embryon, panorama des traitements de l'infertilité chez la femme.

On commence par déterminer l'origine de la stérilité. Les causes de l'infertilité chez la femme peuvent être variées. Le médecin va donc prescrire divers examens afin de mieux cerner et ou les causes avant d'envisager un traitement. Mais il n'est pas rare de conclure à une fertilité inexpliquée. Dans un premier interrogatoire, le médecin va poser des questions sur vos antécédents gynécologiques : régularité des règles, saignements anormaux, fausses couches ou infections péniennes antérieures... Cet examen initial comprend également un frottis et des dosages hormonaux afin d'évaluer la réserve ovarienne, la qualité de l'ovulation et voir si les ovaires produisent une quantité suffisante de progestérone.

Enfin, une échographie pelvienne peut être prescrite en début de cycle afin de vérifier qu'il n'y a pas de fibromes ou de kystes et de voir le nombre de follicules présents au niveau des ovaires (c'est rassurant quand il y en a entre 5 et 10 par ovaire).

En fonction des résultats, le médecin peut rechercher d'éventuelles anomalies des trompes ou de la cavité utérine en prescrivant une hystérosalpingographie (le radiologue injecte un produit de contraste dans l'utérus

puis prend plusieurs clichés) ou une hystéroscopie (on visualise l'intérieur de la cavité utérine à l'aide d'une fibre optique).

Enfin, il est parfois nécessaire d'avoir recours à une coelioscopie, un examen réalisé sous anesthésie générale qui consiste à regarder l'intérieur de la cavité abdominale à l'aide d'une petite caméra. La coelioscopie permet parfois de traiter immédiatement le problème rencontré (désobstruction des trompes, traitement des lésions de l'endomètre ou des kystes ovaires...).

On stimule l'ovulation avec un traitement médicamenteux.

Les médicaments les plus couramment utilisés contre l'infertilité sont ceux qui aident à stimuler l'ovulation. Les anti-œstrogènes pris par voie orale (Clomid ou Pergometone) poussent le corps à fabriquer les hormones qui aident les œufs à arriver à maturité. Ils augmentent le risque de grossesse multiple de 10%.

Les gonadotrophines administrées en injections quotidiennes (Gonal, Puregon, Luveris...) stimulent directement la croissance des œufs dans les ovaires. Ils sont souvent prescrits quand les anti-œstrogènes n'ont pas eu d'effet. Ils augmentent le risque de grossesse multiple de 30%.

La bromocriptine ou la cabergoline (Parlodol, Dostinex...) pris par voie orale, sont prescrits aux femmes qui souffrent d'hyperprolactinémie (un taux trop élevé de prolactine qui empêche l'ovulation).

Le traitement chirurgical de l'infertilité

Il est réservé aux rares cas (5 %) d'intolérance aux médicaments. Mais aussi aux femmes :

qui souffrent d'endométriose qui ont un fibrome

dont les trompes de Fallope sont bouchées. Mais le taux de réussite de ce type de chirurgie reste faible et augmente ensuite le risque de grossesse extra-utérine.

L'assistance médicale à la procréation (AMP)

Les protocoles et les traitements d'AMP sont choisis entre le couple et l'équipe médicale en fonction des traitements antérieurs et des causes d'infertilité. Les principales techniques sont :

L'insémination avec sperme du conjoint (IAC) en cas d'infertilité inexpliquée, d'échec des médicaments d'induction d'ovulation ou de problème du col de l'utérus.

La fécondation in vitro (Fiv) avec injection intracytoplasmique de spermatozoïdes (ICSI) en cas d'infertilité inexpliquée, d'échec de insémination, d'infertilité mixte, d'un âge maternel avancé, de trompes obstruées.

La fécondation in vitro sans micromanipulation en cas d'endométriose, d'infertilité ovulatoire ou tubaire.

La congélation d'ovocytes avec une chimiothérapie, une radiothérapie ou d'autres traitements stérilisants.

On dans le cas d'un protocole de don d'ovocytes. La congélation d'embryons en cas d'échec de transfert d'embryons "fraîs" ou avant un traitement stérilisant chez une femme vivant en couple.

ELECTIONS EN LIBYE Kubis rassure Al-Sayah sur le soutien de la communauté internationale

L'envoyé spécial du SG de l'ONU et chef de la Mission d'appui des Nations en Libye (Manu), Jan Kubis, a rassuré, mardi, le président de la Haute commission électorale libyenne (HNEC), Imad Al-Sayah, "sur le soutien de la communauté internationale pour l'organisation des élections générales à la date prévue". "La communauté internationale vous soutient et vous félicite pour le lancement effectif de l'opération électorale", a dit M. Kubis à M. Al-Sayah au terme d'une réunion conjointe "conacrée à l'examen des voies et moyens par lesquels la communauté internationale pourrait aider les Libyens". M. Kubis a souligné, dans ce sens, que "les Nations-unies ne ménageront aucun effort pour venir en aide aux Libyens, afin de réussir ce rendez-vous capital en mesure de satisfaire les aspirations des Libyens". De son côté, Imad Al-Sayah a exposé à son interlocuteur les avancées que connaît l'opération électorale, en mettant l'accent sur les préparatifs techniques et le dépôt des candidatures qui se poursuivent. Pour rappel, la (HNEC) a annoncé, lundi 8 novembre, l'ouverture du dépôt des candidatures pour la présidentielle du 24 décembre prochain. Plusieurs candidats ont déposé leurs candidatures, à l'instar du fils de l'ancien dirigeant libyen Mouammar El-Kadhafi, Seif Al-Islam et l'officier à la retraite, Khalifa Haftar. Selon la HNEC, quelque 2299 observateurs locaux et 17 internationaux sont accrédités pour surveiller les élections prévues le 24 décembre prochain en Libye. La commission a également accrédité 205 professionnels de médias internationaux. Plus de 2,83 millions de Libyens, sur environ 7 millions d'habitants, se sont inscrits sur la plateforme en ligne de la HNEC.

CENTRAFRIQUE La reprise des hostilités affecte gravement les enfants (ONU)

La protection et le bien-être des enfants en République centrafricaine (RCA) se sont gravement détériorés ces derniers mois et particulièrement depuis la fin de l'année 2020, selon le dernier rapport sur le pays du Secrétaire général de l'ONU portant sur les enfants et les conflits armés paru lundi. "La situation sécuritaire en République centrafricaine s'est rapidement dégradée ces derniers mois et les enfants paient un prix élevé pour cette reprise des hostilités", a expliqué la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Virginia Gamba. Le rapport souligne que 1.280 enfants ont subi une ou plusieurs violations graves entre le 1er juillet 2019 et le 30 juin 2021, les filles représentant plus de 40 % de toutes les victimes. La plupart des violations graves ont été commises par des groupes armés. "J'appelle les signataires de l'Accord politique à respecter leurs engagements, y compris ceux qui concernent les enfants, et à mettre en place de toute urgence des mesures concrètes pour protéger les enfants contre le danger et empêcher de nouvelles violations", a déclaré Mme Gamba. "La situation devient de plus en plus difficile pour les acteurs humanitaires, qui luttent et font face à des dangers croissants pour atteindre les plus vulnérables, notamment les enfants, qui ont un besoin urgent d'une assistance vitale", a déclaré Virginia Gamba. Au 30 juin 2021, 2,8 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire et plus de 717.000 personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays, selon les chiffres de l'OCHA.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC Le Royaume-Uni appelle à renouer avec le processus politique dirigé par l'ONU

Le ministre d'Etat britannique au Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, James Cleverly, a réaffirmé la position du Royaume-Uni concernant le conflit au Sahara occidental, appelant à renouer avec le processus politique dirigé par l'ONU.

En réponse à une question écrite d'un député du parti Labour, Graham Morris, l'interrogeant sur l'utilisation de drones de combat ou de surveillance par le Maroc dans les territoires sahraouis occupés, M. Cleverly a préféré esquiver. Et de déclarer : "Le Royaume-Uni discute régulièrement de la situation au Sahara occidental avec les parties. Nous continuons d'exhorter les parties (Front Polisario/Maroc) à éviter une nouvelle escalade, à revenir à un cessez-le-feu et à renouer avec le processus politique dirigé par l'ONU".



Il a affirmé que le Royaume-Uni "soutenait pleinement les efforts de l'ONU pour parvenir à une solution politique, juste, durable et mutuellement acceptable qui prévoit l'autodé-

termination du peuple du Sahara occidental".

À la question du député Navendu Mishra demandant si le gouvernement britannique avait saisi le Maroc pour respecter le droit des Sahraouis en ce qui concerne l'exploitation de leurs ressources, James Cleverly a répondu que le Royaume-Uni prenait note du point de vue juridique de l'ONU de 2002, selon lequel l'activité commerciale au Sahara occidental (y compris l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles) devait être au profit du peuple du Sahara occidental.

AFRIQUE DE L'OUEST Séminaire international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle demain à Ouagadougou

Un Séminaire international de partage d'expériences sur les filets sociaux de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest sera organisé du 19 au 23 novembre courant à Ouagadougou, a indiqué la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), organisatrice de la rencontre, sur son site internet. S'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du Programme régional d'appui aux filets nationaux de sécurité

sociale, le séminaire sera en format mixte (en ligne et en présentiel). Son objectif général est de "cartographier les interventions, leurs promoteurs, ainsi que la capitalisation des résultats et le partage des connaissances générales, dans l'optique d'une révision du Programme régional", initié depuis six années.

Les actions innovantes promues dans les Etats membres à capitaliser au cours du séminaire contribueront, entre autres, à "ren-

forcer les capacités des Etats membres sur les instruments de filets sociaux de sécurité, ainsi que l'ingénierie et la coordination des projets, à tester plusieurs instruments de filets sociaux de sécurité pertinents couvrant des thématiques variées, et à capitaliser sur les bonnes pratiques, les leçons apprises et les questions transversales comme le genre et les changements climatiques", lit-on dans la présentation de l'évènement.

MALI

Libération d'un célèbre rappeur après plus de trois mois de captivité

Un célèbre rappeur malien et un membre de son groupe ont été libérés, plus de trois mois après leur enlèvement dans la région de Tombouctou, dans le nord du Mali, par des hommes armés, a annoncé mardi la présidence malienne. Le rappeur Amadou Kébé surnommé "Dr Keb", 27 ans, et son collègue musicien Ousmane Coulibaly dit Bacozy, ont été re-

lâchés lundi dans la ville de Tombouctou, capitale de la région éponyme, a indiqué la présidence sur Twitter.

Une cérémonie officielle pour marquer leur libération a été organisée mardi à Bamako. Le rappeur Kébé est influent au Mali grâce ses chansons visant à conscientiser les jeunes sur la vie de la nation. Lui et trois autres membres de son groupe

étaient en route dans le nord du Mali pour des concerts dans cette région quand ils ont été enlevés le 29 juillet à Goundam, dans la région de Tombouctou. Deux membres du groupe ont été ensuite libérés dans les jours qui ont suivi. "C'est une milice locale de Gourma Rhaouss (région de Tombouctou) qui avait enlevé le jeune rappeur" et son collègue, a affirmé un média-

teur, sans plus de détail sur cette milice et les conditions de la libération.

Le gouvernement malien a demandé aux autorités administratives de Tombouctou d'entrer en contact avec "nous, les notables de Gourma Rhaouss" pour mener cette médiation. "Nous avons négocié avec la milice" armée, a-t-il ajouté, se voulant anonyme.

BURKINA FASO

Manifestations contre l'insécurité à Ouagadougou et dans d'autres villes du pays

Des manifestations ont été organisées mardi à Ouagadougou et dans d'autres villes du Burkina Faso pour dénoncer la dégradation de la situation sécuritaire, ont rapporté des médias. Les organisateurs de ces manifestations ont soutenu que l'objectif était de "dénoncer la gestion de la situation sécuritaire par les autorités actuelles". D'autres manifestations ont été organisées dans d'autres villes, selon des médias locaux, notamment à Dori (Sahel) et Bobo-Dioulasso, capitale économique. Ces manifestations interviennent au premier jour du deuil national de 72 heures décrété suite à la mort, dimanche, de 32 personnes, dont 28 soldats burkinabés dans une attaque armée à Inata dans la province du Soum dans la région du Sahel.

Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une montée des attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes et plus de 1,4 million de déplacés internes, selon le gouvernement. Les violences ont poussé quelque 17 500 personnes à quitter le pays depuis le début de l'année en cours selon l'ONU. L'état d'urgence a été décrété dans 14 des 45 provinces que compte le pays, afin de faciliter la lutte contre le terrorisme.

UGANDA

Trois morts dans deux attentats suicide revendiqués par une organisation terroriste

Au moins trois personnes ont été tuées et 33 blessées mardi, selon la police, dans la capitale ougandaise Kampala lors d'un double attentat suicide revendiqué par l'organisation terroriste Etat islamique (EI). C'est la deuxième attaque terroriste en Ouganda revendiquée par l'EI en quelques semaines, après un attentat à la bombe mené le 23 oc-

tobre dans un restaurant de Kampala qui avait tué une serveuse et fait plusieurs blessés. La police ougandaise a attribué les attaques de mardi à un "groupe local lié aux ADF", les Forces démocratiques alliées, rébellion active dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) voisine. Depuis avril 2019, certaines attaques des ADF sont re-

vendiquées par l'EI, qui désigne le groupe comme sa "Province d'Afrique centrale" (Is-cap en anglais). En mars, les Etats-Unis ont placé les ADF sur la liste des "organisations terroristes" affiliées à l'EI. Les deux explosions se sont produites à trois minutes d'intervalle, peu après 10h00 locales (07h00 GMT), dans le quartier d'affaires de Kampala.

ZIMBABWE

Pas de soutien budgétaire du FMI à cause de la dette

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mardi, à l'issue d'une mission d'un mois, ne pas être en mesure d'apporter un soutien budgétaire au Zimbabwe en raison d'une dette insoutenable et d'arriérés. Le pays d'Afrique australe, qui accuse une dette de 9,3 milliards d'euros dont près de six milliards d'arriérés, n'a pas reçu d'aide du FMI ni de la Banque mondiale depuis plusieurs années. "Un accord avec le Fonds exigerait un engagement clair vers une restructuration complète de la dette extérieure du Zimbabwe, y compris l'apurement des arriérés et l'obtention de garanties de financement de la part des créanciers", a déclaré dans un communiqué l'organisation monétaire, qui a mené une mission virtuelle au Zimbabwe conclue mardi. Le gouvernement a annoncé en septembre avoir fait des versements symboliques à quelques créanciers, une première en 20 ans. Le Zimbabwe a souffert pendant plus d'une décennie d'hyperinflation et de récessions, mais la hausse des prix a commencé à montrer quelques signes de ralentissement. Après plusieurs années de contraction et malgré la pandémie du coronavirus, le FMI a par ailleurs prévu en juin une croissance de 6% de l'économie du pays en 2021.

IRAK-LIBAN

Le gouvernement irakien approuve l'accord d'approvisionnement du Liban en fioul

Le gouvernement irakien a ratifié, mardi, un accord pour fournir au Liban l'équivalent de 500.000 tonnes de fioul par an, en échange de services, a déclaré le ministre irakien des Communications, Arkan Al-Shaibani.

L'information a été donnée au cours d'une conférence de presse tenue par Al-Shaibani, à Bagdad. En avril dernier, l'Irak et le Liban avaient signé un accord préliminaire pour fournir au Liban 500.000 tonnes de fioul irakien, en échange de services dans divers

domaines, dont le domaine médical. Depuis des mois, le Liban fait face à une pénurie de carburant, ayant provoqué une crise au niveau du transport. La crise du carburant est l'une des répercussions les plus importantes de la grave crise économique vécue par le pays.



NUCLÉAIRE IRANIEN

Le chef de l'AIEA se rendra à Téhéran le 22 novembre

Le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) Rafael Grossi se rendra lundi le 22 novembre en Iran pour discuter du programme nucléaire iranien, a annoncé mercredi un porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA) cité par un média local. Le 12 novembre, M. Grossi s'était plaint de l'absence de contacts avec le nouveau gouvernement en Iran et avait alors espéré pouvoir se rendre en Iran avant le prochain Conseil des gouverneurs de l'Agence qui débute le 22 novembre.

Trois jours plus tard l'Iran annonçait avoir adressé une invitation à M. Grossi à venir à Téhéran. Le chef de l'AIEA "est attendu lundi 22 novembre en soirée à Téhéran et rencontrera mardi le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA), Mohammad Eslami, et le chef de la diplomatie iranienne Hossein Amir-Abdollahian", a indiqué le porte-parole de l'OIEA, cité par l'agence de presse iranienne Fars.

La dernière visite de M. Grossi à Téhéran remonte au 12 septembre et il avait rencontré seulement le chef de l'OIEA. Le chef de l'AIEA avait alors négocié un accord avec l'OIEA sur l'entretien des équipements de surveillance du programme nucléaire iranien. Et il devait revenir rapidement pour discuter avec le gouvernement investi en août.

Le nouveau déplacement de M. Grossi interviendra avant la reprise le 29 novembre à Vienne des négociations entre l'Iran et les grandes puissances pour tenter de sauver l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en 2015.

Les négociations entre Téhéran et les autres parties (Allemagne, Chine, France, Royaume-Uni, Russie) pour relancer ce pacte historique, censé limiter drastiquement le programme nucléaire iranien en échange d'un allègement des sanctions économiques, sont suspendues depuis juin. Les États-Unis, qui se sont retirés unilatéralement en 2018 de l'accord et ont rétabli des sanctions contre l'Iran, participeront de manière indirecte à ces discussions.

Le quotidien Dagens Nyheter, c'est un homme d'origine iranienne naturalisé suédois qui a notamment servi au sein de Sapo et dans plusieurs organes de renseignement de l'armée suédoise, dont le très confidentiel KSI. Les faits pour lesquels il est poursuivi remontent à la période 2011-2015, selon le procureur chargé du dossier.

SUÈDE

Nouvelle arrestation dans une affaire d'espionnage

Les autorités suédoises ont annoncé une nouvelle arrestation pour "espionnage aggravé" dans une affaire qui a déjà conduit à la détention d'un ancien responsable du renseignement suédois, Sapo, le service suédois chargé notamment du contre-espionnage et de l'antiterrorisme, a déclaré dans un communiqué avoir interpellé une personne mardi

dans une région du "centre de la Suède".

L'enquête, menée par un procureur de la section spécialement chargée de la sûreté intérieure, concerne le "même dossier" que celui qui avait conduit à une première arrestation le 20 septembre, a précisé le service de sûreté. Cette personne appréhendée il y a deux mois avait initialement

été interpellée pour espionnage. Mais elle a fait ensuite l'objet d'une mise en examen préliminaire pour "usage non autorisé d'informations classifiées". Dans cette affaire sensible, la justice communique à minima. Selon les médias suédois, il s'agit d'un haut fonctionnaire et ancien responsable du renseignement, âgé d'une quarantaine d'années. D'après

le Premier ministre français Jean Castex a estimé mardi que le Bélarus "instrumentalise de manière inhumaine et éhontée les flux migratoires", dans la crise en cours à la frontière polonaise, afin de "déstabiliser" l'Union européenne. "Le régime (du président bélarusse Alexandre) Loukachenko instrumentalise de manière inhumaine et éhontée les flux migratoires pour tenter de déstabiliser et de désunir l'Union européenne. C'est intolérable et inacceptable", a déclaré M. Castex à l'Assemblée nationale. Les Occidentaux accusent Minsk d'orchestrer depuis l'été des mouvements migratoires à partir du Moyen-Orient vers les frontières orientales de l'Union européenne, ce que les autorités bélarusses démentent. Actuellement, quelque 4.000 migrants, selon les garde-frontières polonais, campent dans le froid et des conditions dégradées le long de la frontière entre Pologne et Bélarus. Dénonçant une "tragédie humaine grave", M. Castex a notamment plaidé pour "aider à l'accueil des personnes en besoin de protection". Il faut aussi "maintenir une pression très forte sur les autorités biélorusses", a insisté le chef du gouvernement français en citant les différents "paquets de sanctions" adoptées ou en cours d'examen au niveau de l'UE. "Cette crise ne fait que confirmer la nécessité de (...) refonder même notre politique commune en matière d'asile et d'immigration", a souligné M. Castex, qui souhaite "avancer sans plus attendre sur le pacte Asile et immigration proposé par la Commission en septembre 2020", notamment dans le cadre de la présidence française de l'Union à compter du 1er janvier prochain.

ALLEMAGNE

Le contrat de la future coalition au pouvoir conclu la semaine prochaine

Les partis SPD (sociaux-démocrates), Verts et FDP (libéraux) prévoient de conclure la semaine prochaine leur "contrat de coalition" pour succéder au pouvoir aux conservateurs d'Angela Merkel, ont annoncé mardi les secrétaires généraux des trois formations. "Nous nous efforcerons de parvenir à un contrat de coalition dans le courant de la semaine prochaine", a déclaré à la presse l'écologiste Michael Kellner. Son homologue au SPD, Lars Klingbeil, a assuré que les trois partis avaient "de bonnes chances de pouvoir respecter ce calendrier" et, ainsi, de permettre l'installation d'Olaf Scholz à la chancellerie début décembre. Les futurs partenaires doivent cependant d'ici là régler l'épineuse question de la répartition des ministères, un vrai défi tant certains portefeuilles, en particulier celui des Finances, suscitent les convoitises.

CHILI

Le Sénat examine la procédure de destitution contre Piera

Le Sénat chilien a entamé mardi l'examen d'une procédure de destitution, déjà approuvée par les députés, contre le président Sebastian Piera, soupçonné de conflit d'intérêt dans la vente d'une compagnie minière en 2010 réalisée dans un paradis fiscal et révélée par les "Pandora Papers". Il y a une semaine la Chambre des députés, dominée par l'opposition, a voté en faveur d'une telle procédure, après une session marathon de quelque 24 heures. Au Sénat, l'opposition est également majoritaire avec 24 sièges,



mais la procédure doit être approuvée par 29 sénateurs, soit une majorité des deux tiers. Selon les révélations des "Pandora Papers", la compagnie minière Minera Dominga a été vendue par

une société détenue par les enfants du chef de l'Etat à un homme d'affaires, ami du président, pour 152 millions de dollars, une transaction opérée aux îles Vierges britanniques.

EQUATEUR

Soldats et policiers reprennent le contrôle de la prison de Guayaquil

Militaires et policiers équatoriens ont repris mardi le contrôle de la prison de Guayaquil, dans le sud-ouest de l'Equateur, où de violents affrontements entre détenus ont fait 68 morts en fin de semaine dernière, a-t-on indiqué de source officielle. La situation "est sous contrôle, nous effectuons des in-

terventions à l'intérieur des pavillons des détenus", a déclaré à la presse le directeur des services pénitentiaires du pays, Fausto Cobo.

"Le fameux couloir de la mort est sous contrôle" des militaires et policiers, a-t-il souligné en référence au couloir qui relie tout

les pavillons de cette partie de la prison. "Nous nettoyons également tous les miradors qu'ils (les prisonniers) occupent et qu'ils utilisent pour surveiller leurs bâtiments", a-t-il expliqué, sans évoquer d'incidents violents lors de l'intervention. Selon les autorités, trois prisonniers retenus en otage

par d'autres détenus ont pu être libérés et sont sains et saufs. L'armée et la police, au total près de mille hommes, ont pénétré lundi dans le périmètre de la prison, sans toutefois intervenir dans les pavillons où résident les prisonniers.

CONFLIT ENTRE L'ARMÉNIE ET L'AZERBAÏDJAN

L'Arménie annonce une trêve, après la "médiation" de la Russie

L'Arménie a annoncé mardi avoir conclu une trêve avec l'Azerbaïdjan, avec la "médiation" de la Russie, après une journée de combats près de la région disputée du Nagorny-Karabakh, qui a fait craindre la reprise d'une guerre entre Bakou et Erevan. "Avec la médiation de la partie russe, un accord a été atteint pour mettre fin aux tirs à la frontière orientale de l'Arménie à partir de 18h30" (14H30 GMT), a indiqué le ministère arménien de la Défense dans un communiqué. Un soldat arménien a été tué, selon le communiqué, et plusieurs autres ont été blessés dans ces affrontements, dont l'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont rejetés la responsabilité tout au long de la journée, en s'accusant mutuellement d'"agression" et de "provocation". L'Arménie a dans un premier temps fait état de plusieurs "morts" côté arménien dans ces combats. L'annonce de la trêve est intervenue peu après un appel en ce sens du ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, qui s'est entretenu au téléphone avec ses homologues arménien et azerbaïdjanais, en exhortant les deux parties "à mettre fin aux actions qui provoquent une es calade des tensions", selon l'armée russe.

CRISE MIGRATOIRE

À LA FRONTIÈRE POLONAISE

Pour Paris, Minsk "instrumentalise de manière inhumaine les flux migratoires"

Le Premier ministre français Jean Castex a estimé mardi que le Bélarus "instrumentalise de manière inhumaine et éhontée les flux migratoires", dans la crise en cours à la frontière polonaise, afin de "déstabiliser" l'Union européenne. "Le régime (du président bélarusse Alexandre) Loukachenko instrumentalise de manière inhumaine et éhontée les flux migratoires pour tenter de déstabiliser et de désunir l'Union européenne. C'est intolérable et inacceptable", a déclaré M. Castex à l'Assemblée nationale. Les Occidentaux accusent Minsk d'orchestrer depuis l'été des mouvements migratoires à partir du Moyen-Orient vers les frontières orientales de l'Union européenne, ce que les autorités bélarusses démentent. Actuellement, quelque 4.000 migrants, selon les garde-frontières polonais, campent dans le froid et des conditions dégradées le long de la frontière entre Pologne et Bélarus. Dénonçant une "tragédie humaine grave", M. Castex a notamment plaidé pour "aider à l'accueil des personnes en besoin de protection". Il faut aussi "maintenir une pression très forte sur les autorités biélorusses", a insisté le chef du gouvernement français en citant les différents "paquets de sanctions" adoptées ou en cours d'examen au niveau de l'UE. "Cette crise ne fait que confirmer la nécessité de (...) refonder même notre politique commune en matière d'asile et d'immigration", a souligné M. Castex, qui souhaite "avancer sans plus attendre sur le pacte Asile et immigration proposé par la Commission en septembre 2020", notamment dans le cadre de la présidence française de l'Union à compter du 1er janvier prochain.

EXPOSITION

L'affiche polonaise à l'honneur à Alger

Une manifestation artistique sous le titre « L'école d'Affiche Polonaise. L'Art de la communication universelle » se tient à Alger jusqu'au 2 décembre 2021. Au cours de cette exposition, organisée par l'École nationale supérieure des beaux-arts et l'ambassade de Pologne à Alger et placée sous le haut patronage du ministère de la Culture, sont présentées quelques quatre-vingt-dix affiches dont la plus ancienne remonte à l'année 1959 signée Jerzy Srokowski, et les plus récentes à 2019.

Par Djamel BOUDAA

« Depuis les années 1950, la Pologne est considérée universellement comme un pays du graphisme dans toute sa diversité.

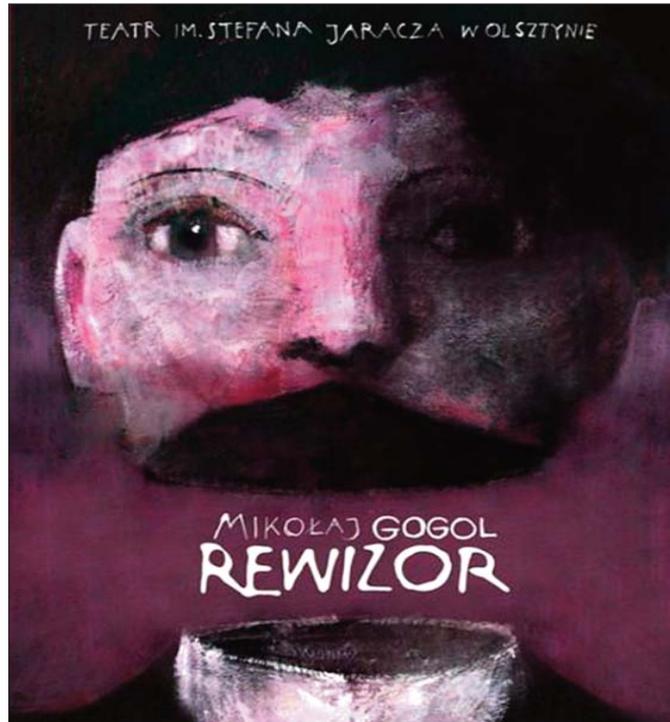
Le graphisme, et plus précisément les affiches polonaises inspirent de nombreux créateurs à travers la planète.

Pour cette fois, ils font l'objet d'une exposition à la Galerie d'art Mohamed Racim.

Cette présentation aborde des périodes, des thèmes très divers et constitue un panorama de l'art polonais de l'affiche dans tout son éclectisme », est-il mentionné dans le texte de présentation de cette exposition.

« Notre rétrospective se doit de présenter au public un produit d'une valeur à portée universelle importante pour la création culturelle, intellectuelle et artistique », est-il noté à propos de la production de « l'école de l'affiche polonaise », un phénomène artistique original de valeur et une source d'inspiration pour les artistes en devenir et qui a influencé de nombreux designers et graphistes dans le monde.

Cette exposition, qui se veut de donner un aperçu de l'Affiche polonaise, dont « les grands créateurs ont produit un style de création artistique et sociale en même temps, ce qui est devenu alors une sérieuse référence pour les affichistes du monde entier, comprend des œuvres de trente-deux artistes donnant un aperçu de leur immense talent et leur haut sens de l'esthétique à travers la présentation d'affiches de films, de



teint une communication visuelle remarquable par qualités artistiques et intellectuelles, son humour corrosif.

C'est une sorte de communication internationale qui dépasse toutes les « frontières » sociales et linguistique, une sorte d'art reconnu qui facilite un dialogue interculturel et international », est-il relevé dans le document élaboré à l'occasion de l'exposition de ces affiches donnant un aperçu de l'art de l'affiche de Pologne, premier pays à avoir créé en 1968 un musée des affiches. Le musée des affiches ou Muzeum Plakatu, situé dans le quartier de Wilanow, dans le sud de Varsovie à proximité du palais de Wilanow. Les collections du musée des affiches de Varsovie regroupent près de 35 000 affiches polonaises et près de 25 000 affiches internationales. Une partie seulement est exposée. Il n'y a pas de collections permanentes mais un jeu de 2 collections temporaires. Le focus peut se porter sur un artiste particulier et/ou sur une thématique.

D.B



» réalisée en 1989, Maja Wolna concepteur d'une affiche d'une pièce de théâtre, Wieslaw Rosocha réalisateur de l'affiche du film « Syberiadzi » produit en 1980 et de l'affiche de musique « Czarodziejski » (Magic flute) en 2006, Leszek Zebrowski créateur en 1989 de l'affiche de théâtre de la pièce « Nihilisci » et de l'affiche de musique consacrée à l'œuvre classique « Carmen » et Jerzy Flisak qui a créé les affiches de « Emigranci », un film sur les émigrants ainsi qu'en 1973 l'affiche de l'œuvre cinématographique « Dramat zazdrosci » (Drama of jealousy).

Figurent également dans cette exposition entre autres les créations de Bronislaw Zelek concepteur en 1963 de l'affiche de « Ptaki », un film adapté de l'œuvre du grand scénariste, réalisateur et producteur américain Alfred Hitchcock « The birds », Andrej Krajewski dont l'affiche de la pièce de théâtre « Eva Peron » et les affiches de films notamment « Zycie Battersea » qui portent sa signature, Andrej Pagowski réalisateur des films « Glosy » et « Aktorzy prowincjorani », sortis dans les salles de cinéma polonaises en 1981 et 1979, Sebastian Kubica qui a réalisé entre autres l'affiche du film « Rzez » (Carnage) du réalisateur et producteur franco-polonais Polanski et Lech Majewski auteur de l'affiche de la pièce de théâtre « Rewizor » (2014) une adaptation de la célèbre œuvre du grand écrivain russe Nicolas Gogol, des affiches des films « Kochany najdrozszy, jedyny » (Dear, dearest, beloved, unique) (1985) et « Yamaha stragen rybny » (Yamaha fish stall). « Les graphistes polonais inven-

music, de tourisme, d'expositions, de théâtre, d'illustrations, de festivals de films et d'événements culturels.

Les différentes séries exposées, qui comprennent aussi des affiches politique sociale, sont à titre non exhaustif de Wiktor Sadowski dont l'œuvre exposée est une affiche du film « Stady wilazychZebow » (End of the lonely farm Benghof), Wieslaw Walkuski auteur de l'affiche du film « Kapital



PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE
DE BENI-MESSOUS

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Centre Hospitalo-Universitaire de Beni Messous organise des concours sur titre dans les grades suivants :

N°	Grade	Mode de recrutement	Condition d'accès	Nombre de poste ouvert	Structure d'affectation	Autres conditions
01	Médecin généraliste	concours sur titre	Diplôme de docteur en médecine	08	Le centre hospitalo-universitaire de Beni Messous	Résidence à la wilaya d'Alger
02	Pharmacien généraliste	concours sur titre	Diplôme de docteur en pharmacie	05	Le centre hospitalo-universitaire de Beni Messous	Résidence à la wilaya d'Alger
03	Administrateur analyste	concours sur titre	Diplôme de master dans les spécialités requises	02	Le centre hospitalo-universitaire de Beni Messous	Résidence à la wilaya d'Alger

Dossier de candidatures:

- demande manuscrite contenant le numéro de téléphone
- (02) photos
- (02) deux enveloppes timbrées
- une copie de la pièce d'identité
- attestation justifiant la position vis-à-vis du service national
- copie du diplôme exigé auquel sera joint les relevés de notes du cursus de formation
- certificat de travail l'expérience professionnelle s'il y a lieu
- fiche de renseignement modèle 02 dûment rempli
- certificat de résidence (wilaya d'Alger)

- les dossiers de candidatures sont déposés à la direction des ressources humaines du CHU Beni Messous dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de publication .

N B: Tout dossier incomplet ne sera pas pris en considération et fera l'objet d'un rejet .

GHARDAÏA

Plus d'une trentaine de savants participent à une rencontre sur la Tariqa Chikhiya

Plus d'une trentaine d'hommes de culte du soufisme et disciples de la Tariqa (confrérie) Chikhiya de plusieurs pays, ont pris part mardi à la quatrième rencontre sur le thème de "la confrérie mystique El Chikhiya et ses savants".

Organisée à l'Université de Gharadaïa, par la zaouïa de Cheikh Sidi El-Hadj Ben Bahous de Métili, cette 4ème rencontre, dédiée à la célébration de la pensée de Sidi Cheikh Abdelkader Ben Mohamed comme modèle, est une initiative destinée à rendre hommage à ce disciple saint et pieux de la Tariqa Chikhiya.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation s'est déroulée en présence du président du Haut Conseil Islamique (HCI), Bouabdellah Ghlamallah, du chargé de mission à la présidence de la République, Mohamed Hassouni, ainsi que des autorités de la wilaya de Gharadaïa.

Dans son allocution d'ouverture, le président du HCI a indiqué que l'objectif principal de cette rencontre est de créer un espace d'échange d'idées et de débats autour des préoccupations cruciales des adeptes du soufisme, des musulmans en général, et des moyens de cultiver un esprit de paix, de dialogue et de coexistence.

Concernant les objectifs de cette rencontre, Hamza Al Sid-Cheikh, directeur général des rencontres internationales de la Tariqa Chikhiya, a souligné l'apport du saint patron Sidi Cheikh Abdelkader Ben Mohamed à la pensée soufie, basée sur la connaissance profonde des préceptes de l'Islam et son attachement à la fraternité et l'amour d'autrui. "Les enseignements de cette éminent personnalité religieuse, un homme d'une grande sagesse et droiteur, ont transcendé les frontières et se sont propagés à travers le monde", a-t-il fait souligné.

Pour le chargé de mission à la Présidence de la République, la rencontre constitue un hommage appuyé pour cette personnalité et



son combat contre le colonisateur, une personnalité constituant un modèle pour la culture de l'amour d'autrui, la sagesse et la sérénité. Par sa sagesse, son savoir et sa clairvoyance, il a cerné la vérité des choses et enseigné la meilleure façon pour un musulman de vivre sa foi et de marcher sur la voie tracée par le messager d'Allah Mohamed (QSSL), a-t-il affirmé.

"Les enseignements du Saint et ses disciples, leurs profondes connaissances de l'essence des préceptes de l'Islam et ses valeurs qui rassemblent, doivent être valorisés et développés", a-t-il conclu.

Durant cette rencontre, des universitaires, chercheurs, et dignitaires spirituels de la Tariqa Chikhiya de différentes régions du monde vont débattre de la pensée des

fondateurs et disciples de cette confrérie, son rayonnement et son influence sur d'autres écoles soufies à travers le monde.

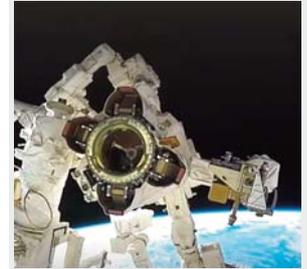
Plusieurs thèmes portant sur le soufisme, son origine, ses savants et l'impact de Tariqa Chikhiya dans le monde seront abordés durant les travaux de cette manifestation.

Pour de nombreux participants cette rencontre se veut un carrefour universel pour propager un message d'ouverture, de solidarité, de paix et d'amour, d'autant plus que le soufisme est issu des sources de l'Islam, que sont le Coran et la Sunna, associées à la piété, tels que recommandaient les fondateurs du soufisme.

Ces derniers disaient : "Adore Allah comme si tu le voyais, car si tu ne Le vois pas, Lui te voit".

ESPACE

Destruction d'un satellite par Moscou : l'Otan condamne "un acte irresponsable"



Le chef de l'Otan, Jens Stoltenberg, a dénoncé mardi à Bruxelles comme "un acte irresponsable" la destruction d'un satellite en orbite par l'armée russe.

Cette destruction a généré de nombreux débris - plus de 1.500, selon Washington -, créant "un risque pour la station spatiale internationale (ISS) mais aussi pour la station chinoise", a déclaré M. Stoltenberg à la presse.

Les Etats-Unis avaient condamné lundi ce tir de missile antisatellite comme "dangereux et irresponsable".

La Russie a reconnu mardi avoir effectué un tir d'essai contre l'un de ses vieux satellites en orbite, confirmant les accusations de Washington, mais soutenant que cela n'avait posé aucun risque pour l'ISS.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE TIPAZA
DAIRA DE CHERCHELL
COMMUNE DE CHERCHELL
NIF:4222101011

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES

Le Président de l'Assemblée populaire communale de ChercHELL lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales en vue de :

*** Achèvement Aménagement et Revêtement route douar Oued el hemam sud - ChercHELL ***

Les entreprises disposant de Certificat de qualification et de classification professionnelle en Travaux public Catégorie III et plus Activité principal, intéressées par le présent Avis sont invitées à retirer le cahier des charges auprès de secrétariat général- bureau des marchés de la commune CHERCHELL par une personne dûment mandatée contre paiement d'un montant de : 5.000,00 DA. Les offres doivent comporter "un dossier de candidature", "une offre technique" et "une offre financière" selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture

Des plis et d'évaluation des offres- appel d'offre N° 07./2021

*** Achèvement Aménagement et Revêtement route Oued el hemam sud ChercHELL ***

L'enveloppe extérieure L4 sous pli cacheté sera adressée au siège de l'APC de ChercHELL

Les offres accompagnées des documents exigés par la réglementation en vigueur notamment :

I-DOSSIER DE CANDIDATURE :

- Déclaration de candidature remplis datée, signée et paraphée
- Déclaration de probité remplis datée, signée et paraphée
- Une copie de registre de commerce électronique.
- Certificat de qualifications et de classification en Travaux public Catégorie III et plus activité principal.
- Extrait de rôle (attestation de mise à jour)
- Carte fiscale
- Attestation de mise jour CACOBATPH, CNAS, CASNOS
- Les références professionnelles avec les attestations de bonne exécution dans des projets similaires.
- Les moyens matériels avec cartes grises, les assurances et la liste des matérielles libre par un expert agréé durant l'exécution des travaux.
- Les moyens humains avec pièces justificatifs visée par service CNAS.
- Bilan fiscal 2018 - 2019 - 2020+ C20
- Statut entreprise (SPA - SNC - EURL - SARL)
- Numéro d'identification fiscale (NIF)- NIS

II-OFFRE TECHNIQUE :

- Déclaration à souscrire datée, signée et paraphée
- La mémoire technique rempli datée, signée et paraphée.
- Cahier des charges daté, signé et portant à la dernière page la mention manuscrite «lu et accepté» (paraphé de la première à la dernière page)
- Planning de réalisation approuvé par l'entreprise + délais

III-OFFRE FINANCIERE :

- Lettre de soumission signée, datée et paraphée
- Bordereau des prix unitaire signée, et paraphée (BPU)
- le détail quantitatif et estimatif (DQE)
- Décomposition du prix global et forfaitaire(DGPF) paraphé et signé.

Le délai de préparation des offres est de douze (12) jours à partir de la 1ere publication dans le BOMOP ou la presse La date de dépôt des offres est fixée le dernier jour du délai de la préparation des offres à 12:00 H si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis (dossier de candidature, offre techniques et offre financières) se fera le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14:00 H au siège de l'APC de ChercHELL

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre vingt (90) dix Jours à compter de la date d'ouverture des plis en plus la durée de préparation des offres. Toute offre parvenue en retard ou non conforme à la réglementation ne sera pas prise en considération.

N.B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE D'ILLIZI
DAIRA D'ILLIZI
COMMUNE D'ILLIZI
CODE FISCAL / 098 433 015 066 130

Avis d'annulation de l'attribution provisoire et de la procédure

Projet : Réalisation de salle de soin + deux logements de fonctions à Tarat-illizi

Conformément aux dispositions de l'article 65 et 82 ET 161 du décret présidentiel N°147/2015 du 16/09/2015 portant code des marchés publics et délégation de services publics.

Le président d'assemblée populaire d'illizi lance un avis d'annulation de l'attribution provisoire concernant le projet cité ci-dessus, publiée dans les quotidiens DK NEWS + السلام du 08/04/2021 ainsi **L'ANNULATION DE LA PROCÉDURE.**

Et ceci a cause du non enregistrement de la décision.

Les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance détaillés d'annulation de la procédure de se rapprocher de ses services, au plus tard trois 03 jours à compter du premier jour de la publication de ce présent avis, peuvent se présenter à introduire leurs recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.

CYCLISME - FESTIVAL ARABE SUR ROUTE (4^E JOURNÉE/PARA-CYCLISME)**L'Algérien Aymen Djaber en bronze**

Le Para-cycliste algérien Aymen Djaber a décroché, mercredi au Caire, la médaille de bronze de la course générale sur route du festival arabe 2021 qui se déroule en Egypte.

Soit une deuxième breloque en bronze pour cet athlète, après celle décrochée au contre-la-montre individuel.

La médaille de Djaber est la neuvième de la sélection algérienne qui reste en tête du classement général provisoire, avec 5 or, 1 argent et 3 bronze.

Ce mercredi après-midi verra l'entrée en lice des cadets, des moins de 23 ans et des seniors "Elite" dans l'épreuve du contre-la-montre individuel.

Chez les cadets, l'Algérie sera représentée par Ryad Bakhti et Djawad Nehari, qui concourront sur une distance de 15 kilomètres, alors que Hamza Mansouri et Mohamed



Lamine Nehari seront engagés chez les moins de 23 ans, et concourront sur une distance de 38 kilomètres.

Enfin, le groupe seniors "Elite" sera composé du tandem Azeddine Lagab - Nassim Saïdi, et qui à l'instar des U23 concourra sur une distance de 38 kilomètres.

La compétition, abritée par la capitale égyptienne, s'y poursuivra jusqu'à u 25 novembre courant et comportera plusieurs autres épreuves à son menu.

Elle servira également de préparation aux cyclistes algériens en vue d'autres échéances internationales à venir, dont les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran.

3^E JOURNÉE/CONTRE-LA-MONTRE INDIVIDUEL**L'Algérien Cherki en argent**

Le cycliste algérien Salah-Eddine Al-Ayoubi Cherki a décroché la médaille d'argent au contre-la-montre individuel juniors (messieurs), disputé mardi au Caire pour le compte du Festival arabe sur route qui se déroule actuellement en Egypte. Cherki a ainsi bonifié la moisson algérienne d'une huitième médaille : 5 or, 1 argent et 1 bronze, ce qui lui permet d'occuper provisoirement la première place au tableau général des médaillés.

Les "Verts" devançant les Emirats arabes unis (2es) avec 4 or et 4 argent, le Maroc (3e) avec 1 or, 2 argent et 2 bronze, au moment où l'Egypte (organisateur) pointe actuellement au

pied du podium, avec 1 or, 1 argent et 4 bronze. La moisson algérienne à ce Festival arabe 2021 sur route pourrait se bonifier davantage, grâce au contre-la-montre individuel de l'Elite (messieurs), car les Lagab, Saïdi et autre Mansouri devraient sûrement y glaner des médailles.

La compétition, abritée par la capitale égyptienne, s'y poursuivra jusqu'au 25 novembre courant, et comportera plusieurs autres épreuves à son menu.

Elle servira également de préparation aux cyclistes algériens en vue d'autres échéances internationales à venir, dont les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran.

AVIRON - ALGÉRIE

Stage de présélection du 12 novembre au 5 décembre à Mila (Fédération)

Un stage de présélection sera organisé par la Fédération algérienne des sociétés d'aviron et de canoë kayak du 21 novembre au 5 décembre dans la Wilaya de Mila, "pour détecter les meilleurs talents", susceptibles de renforcer les rangs des dif-

férentes sélections nationales, a-t-on appris mercredi auprès de l'instance.

"Ce stage de présélection se déroulera au niveau de la Base-Nautique, située dans le barrage de Béni Haroun, et sera destiné à deux catégories d'âge seulement : les seniors et les

moins de 23 ans" a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué.

"Le stage concernera un total de 24 rameurs : quatre seniors et vingt relevant de la catégorie des moins de 23 ans", évoluant au sein de différents club nationaux, a-t-on encore précisé de

même source. "Ce rendez-vous est considéré comme la deuxième étape dans la perspective de sélectionner les meilleurs éléments, qui formeront l'équipe nationale d'aviron" en vue des importants événements à venir.

TENNIS - CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES U14

Deux Algériens passent au second tour

Les deux joueurs algériens Chakib Laihem et Maria Badache ont composé mardi soir leurs billets au second tour (tableau simple) du Championnat d'Afrique des U14 "garçons et filles" qui se déroule à Sousse, en Tunisie.

Chez les garçons, Laihem s'est imposé devant Teo Moalosi du Botswana sur le score 6-4, 6-2.

Au second tour, l'Algérien devra croiser le fer, jeudi, au tunisien Zakaria Hamrouni, tête de série N2 et exempté du premier tour.

Pour sa part, Maria Badache, une des grandes favorites pour le sacre final, a balayé au premier tour, la



kenyane Seline Ahoya (6-1, 6-0). Lors du prochain tour, l'Algérienne, tête de série N3, affrontera jeudi la Marocaine Selma Bellaouchi. Par contre, Imene Ghetta a été éliminée par la Marocaine Sofia Hadab, tête de série N2, sur le score 6-0, 6-0. L'autre algérienne engagée dans ce rendez-vous continental, Wissal Boudjemaoui, sera en lice ce mercredi et affrontera l'Égyptienne Farah Hassan Abdalla.

La direction technique nationale (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT) avait fixé comme objectif "de monter sur le podium", lors de ce rendez-vous continental.

HALTÉROPHILIE

La fédération algérienne s'engage à accompagner les ligues de wilaya pour atténuer leurs difficultés

La Fédération algérienne d'Haltérophilie (FAH), s'est engagée à diminuer les difficultés financières et logistiques des ligues des différentes wilayas, lors d'une visite effectuée dans la wilaya de Tébessa, afin d'atteindre les objectifs assignés par l'instance fédérale, les ligues et les clubs, a indiqué mardi la FAH.

Le président de la FAH, Smail Boulahia, accompagné du directeur méthodologique de développement et de formation Abderrahmane Kebbar, s'est rendu dans la Wilaya de Tébessa dans le cadre du renouvellement des infrastructures locales d'animation sportives en application du programme de la commission de développe-

ment et le renouvellement de ligue de wilaya de Tébessa.

Après avoir fait le point sur la situation réglementaire de la Ligue au niveau des activités physiques et sportives en présence du représentant du mouvement associatif et le directeur de la jeunesse et des sports de la Wilaya, les différentes parties se sont mises d'accord pour l'ouverture d'une nouvelle page dans l'histoire de cette discipline au niveau local, pour un avenir meilleur.

"Cette nouvelle optique nécessite la conjugaison des efforts de tous, dans le but de renouveler la pierre angulaire de l'haltérophilie dans le chef-lieu de Wilaya" ajoute la

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE BOXE

7 membres de l'exécutif dénoncent la gestion "individuelle" du président

Sept membres du bureau exécutif de la Fédération algérienne de boxe (FAB) ont dénoncé la gestion "individuelle" du président Abdenour Ferhat-Fazil et sollicitent le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire (AGEx), consacrée au retrait de confiance.

Dans une requête adressée au MJS et au président du Comité olympique et sportif algérien (COA) dont l'APS détient une copie, les sept membres du bureau exécutif contestent "la prise de décisions individuelles sans qu'elles soient validées par le bureau fédéral et s'immiscer dans les prérogatives des présidents de différentes commissions fédérales."

"Nous sollicitons l'intervention du ministre de la Jeunesse et des Sports pour stopper cette situation de non-droit qui nuit à la stabilité et à la bonne marche de notre instance fédérale.

Le ministre nous a honoré par une réception au siège du MJS et il a tenu ses promesses à travers les moyens humains et financiers qui nous ont été engagés, mais malheureusement, le président de la FAB continue à gérer l'instance fédérale d'une manière unilatérale.", a-t-on relevé.

Pour les membres contestataires, le président de la FAB a créé à travers sa gestion "une situation malsaine au sein des différents ligues de wilayas, s'immiscer dans le travail des entraîneurs nationaux, notamment ceux de la sélection algérienne seniors et son intervention sans cesse dans le choix des athlètes sélectionnés."

A cet effet, les membres se sont interrogés, "comment se fait-il qu'on programme quatre stages de préparation pour les seniors et organiser un tournoi de pré-sélection pour mettre en place une équipe nationale, mais sans pouvoir participer aux championnats du monde 2021 de Belgrade en Serbie."

"Le président a même convoqué d'anciens boxeurs internationaux ayant arrêté leur carrière sportive et ceux qui étaient absents pendant une longue durée, ce qui affecte négativement sur la participation algérienne lors des prochaines échéances internationales dont les Jeux méditerranéens d'Oran.", ont-il souligné.

A travers cette requête, les sept membres fédéraux sollicitent le ministre de la Jeunesse et des Sports à organiser une AGEx avec un seul point à l'ordre du jour, à savoir le retrait de confiance au président de la FAB, Abdenour Ferhat-Fazil.

Les sept membres contestataires sont : Meriou Djahid (président de la commission d'arbitrage), Belarbi Abdelfateh (1er vice-président), Abbaci Abdelaziz (président de la commission d'organisation), Kemmas Abdenacer (président de la commission technique), Khedim Miloud (président de la commission de protocole), Bendidani Said (président de la commission juridique) et Bouchouia Sid-Ali (président de la commission de suivi des ligues).

Abdenour Ferhat-Fazil a été élu le 18 mars 2021 président de la Fédération algérienne de boxe (FAB) pour le mandat olympique 2021-2024, en remplacement de Youcef Khelifi.

MONDIAL-2022-ALGÉRIE

Les Verts présents aux barrages, une qualification pour faire grandir le rêve

En obtenant le match nul face au Burkina Faso (2-2), mardi au stade Mustapha-Tchaker de Blida, la sélection algérienne de football a assuré sa présence dans les barrages et avance à grands pas vers la Coupe du monde 2022 au Qatar.

En assurant leur passage pour le troisième et dernier tour des qualifications à la Coupe du monde 2022, les coéquipiers de Riyad Mahrez ont enchaîné avec une 33e rencontre sans défaite, mais cette fois-ci, leur tâche n'était guère facile face aux Burkinabés ayant égalisé à deux reprises et qui ont fait douter les champions d'Afrique jusqu'aux derniers instants du match. Si la formation algérienne a manqué d'assurance sur certains passages du match, elle a néanmoins assuré l'essentiel, la qualification. Les protégés du sélectionneur Djamel Belmadi ne sont plus qu'à deux rencontres de la phase finale du Mondial, mais avant cela, ils se tourneront désormais vers la préparation de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février), en attendant de livrer la double confrontation des barrages du Mondial 2022, prévus en mars prochain.



mel Belmadi avait reconnu l'enjeu de la partie face au Burkina Faso qui voulait vraiment remporter les trois points à Blida et créer l'exploit de passer au dernier tour de qualification. " Nous avons fait un parcours quasiment sans faute. On a eu à faire à une équipe du Burkina Faso qui voulait créer l'exploit, elle qui n'a jamais pris part à une Coupe du monde, alors que nous, on en a joué quatre et nous sommes champions d'Afrique. C'est une équipe qui a un passif récente qui parle en sa faveur. Elle aura

certainement son mot à dire à la CAN-2021. J'estime qu'il s'agit d'une qualification aux barrages amplement méritée.", s'est exprimé Belmadi, lors de la conférence de presse d'après-match. Autre regret de la rencontre, le fait que Riyad Mahrez, qui a eu l'occasion de tuer le match, mais n'a pas réussi à mettre plus rapidement son équipe à l'abri. " Si Mahrez avait sur son face à face, le match aurait pris une toute autre tournure", a estimé Belmadi qui a également noté "quelques déchets techniques dans la

dernière passe, peut-être un peu de précipitation.". Mais Belmadi, qui a reconnu s'attendre "à un match dur", a surtout pointé du doigt l'état de la pelouse qui a compliqué les choses. "Les déchets techniques sont peut-être dus au terrain qui était difficilement praticable. Ce n'était pas à cause d'un manque de travail mais plutôt dû aux conditions climatiques. Il a plu jour et nuit. On s'est entraîné une fois sur ce terrain, mais il était en bon état. Il a plu pendant deux jours mais il n'était pas comme ça. Ça ne favorise pas le jeu d'où sûrement le déchet technique.". L'Algérie, le Nigeria, la Tunisie et le Cameroun ont pris mardi les derniers billets pour les barrages de la zone Afrique des qualifications pour le Mondial-2022. Ils rejoignent notamment le Mali, l'Égypte, le Sénégal, le Ghana et la RD Congo qui étaient déjà assurés une place aux barrages qui se joueront en mars prochain, en aller-retour et dont le tirage au sort aura lieu le 18 décembre à Doha.

Déclaration du sélectionneur Belmadi

"Nous avons fait un parcours quasiment sans faute. On a eu à faire à une équipe du Burkina Faso qui voulait créer l'exploit, elle qui n'a jamais pris part à une Coupe du monde, alors que nous, on en a joué quatre et nous sommes champions d'Afrique. C'est une équipe qui a un passif récente qui parle en sa faveur, elle aura certainement son mot à dire à la CAN-2021. J'estime qu'il s'agit d'une qualification en barrages amplement méritée.

C'était un match particulier pour nous. L'objectif est atteint, c'est le plus important. Il n'y a pas de frustration à voir. Nous n'avons pas eu la sérénité qu'on a l'habitude d'avoir. L'enjeu a fait déjouer les manières dont on a abordé cette rencontre. Si Mahrez tue le match, le match aurait pris une autre tournure. Nous avons eu quelques déchets techniques

dans la dernière passe, en raison notamment de la pelouse, à la limite du praticable. On a pêché par excès de précipitation. Je m'attendais à avoir un match dur. Ce ne sera pas toujours des 5-0 ou 6-0. Le Burkina Faso a toujours été costaud, comme ce fut le cas lors de la double confrontation des barrages en 2013 (pour le Mondial 2014 au Brésil, ndlr). Je répète, l'enjeu a primé sur le match. Ils nous restent deux gros matchs en barrages, dont il faudra être très costauds pour essayer de valider notre ticket pour le Mondial 2022 au Qatar. Pour aller en Coupe du monde, il faut jouer différentes équipes, différents types de football, peut-être que l'événement a pris le dessus. La crainte passe outre la qualité des joueurs. Mais j'apprécie les prestations solides, difficiles comme celle-ci. Ce que

les joueurs ont vécu ce soir, nous aidera certainement lors des barrages et de la CAN-2021 également. Ils nous restent beaucoup de choses à parfaire pour progresser davantage. Si nous n'avons pas pu se qualifier, ça aurait été un grand échec pour nous tous, on aurait pris nos responsabilités, moi le premier. On n'est pas encore la meilleure équipe du monde. Chaque match à son enseignement. Nous avons un programme chargé, avec d'abord la Coupe arabe, qui verra la présence de quelques joueurs de l'équipe A tels que Belalji, Benlamri, Bounejdah et M'bolhi pour garder le rythme. Pour la CAN-2021, tout le monde nous attend au tournant, notre objectif est de conserver notre titre, tout en pensant bien évidemment aux barrages du Mondial 2022 en mars prochain".

"Satisfait du contenu malgré l'échec" (sélectionneur burkinabé)

Le sélectionneur de l'équipe burkinabé de football Kamo, s'est dit "satisfait" de la prestation de ses joueurs, auteurs d'un match nul mardi face à l'Algérie (2-2), au stade Mustapha-Tchaker de Blida, synonyme d'élimination aux éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. "Je suis partagé entre la satisfaction du contenu et l'échec de ne pas se qualifier pour les barrages. Je pense qu'il y avait place à une qualification, mais c'est ça le football. Nous avons réalisé un bon match, pour une équipe qui est en pleine construction. Je retiens ce fait positif.

ça sonne la naissance d'une équipe qui a tout pour grandir", a réagi le sélectionneur des "Étalons", cité mercredi par les médias locaux. Alors qu'elle avait besoin d'une victoire pour passer en barrages, l'équipe du Burkina Faso s'est contentée du point du match nul face aux champions d'Afrique, réussissant à deux reprises à revenir au score.

L'Algérie a terminé en tête avec 14 points, à deux longueurs d'avance sur son adversaire du jour. Le Niger suit derrière à la 3e place (7 pts), alors que le Djibouti ferme la

marche avec 0 point. "Ce qui nous a manqué ?, c'est l'expérience. Nous avons présenté une jeune équipe, qui aurait pu faire la différence si elle avait un peu plus de métier, chose qui nous a empêché de transformer les occasions qui nous nous sommes créées. Dans l'ensemble, je suis satisfait", a-t-il ajouté.

Pour Malo, cette campagne éliminatoire qui a pris fin sur un échec, constitue une "bonne préparation" en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 fé-

vrier). "Ces éliminatoires de la Coupe du monde 2022 ont constitué pour nous une bonne préparation pour la CAN-2021. Nous allons nous appuyer sur ça, pour préparer le rendez-vous continental". Avant de conclure: "C'est vrai que nous sommes éliminés aujourd'hui, mais nous n'avons pas perdu lors de cette campagne (4 victoires et 2 nuls, ndlr). Il y'a eu des leçons à tirer. Nous devons faire un bilan sans complaisance de ce que nous avons réalisé, pour repartir en avant et grandir d'ici à la CAN-2021".

MONDIAL-2022/ZONE EUROPE

Les qualifiés, les barragistes et le mode d'emploi

Les Pays-Bas ont validé leur billet pour la Coupe du monde 2022 au Qatar mardi, alors que la Turquie, l'Ukraine et le pays de Galles devront passer par les barrages pour espérer se qualifier. Il y a désormais dix équipes européennes déjà qualifiées pour le Mondial-2022 (21 novembre-18 décembre 2022), qui sera disputé par un total de 32 sélections: l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, la France, la Serbie, la Suisse et les Pays-Bas. Trois autres nations européennes supplémentaires

décocheront également leur ticket fin mars 2022 à l'issue des barrages, dont le tirage au sort aura lieu à Zürich (Suisse) le 26 novembre. Les douze barragistes (les dix deuxièmes de groupe et deux équipes repêchées en fonction du classement final de la Ligue des nations: Autriche et République tchèque) seront alors répartis dans trois tableaux. Au sein de chacun d'entre eux se disputeront des demi-finales (24 et 25 mars) et une finale (28 et 29 mars) sur un seul match, avec prolongation et tirs aux buts éventuels.

Le vainqueur de chaque finale obtiendra sa place au Mondial-2022.

Les six équipes les mieux classées lors des qualifications, têtes de série lors du tirage au sort, auront l'avantage de recevoir à domicile lors de la demi-finale.

Un autre tirage au sort déterminera quelle nation recevra son adversaire à domicile en finale des barrages.

Les équipes qualifiées:
+ Allemagne
+ Angleterre
+ Belgique
+ Croatie
+ Danemark

+ Espagne
+ France
+ Serbie
+ Suisse
+ Pays-Bas

Les équipes barragistes:

+ Autriche
+ Ecosse
+ Italie
+ Macédoine du Nord
+ pays de Galles
+ Pologne
+ Portugal
+ République tchèque
+ Russie
+ Suède
+ Ukraine
+ Turquie.

La liste des pays africains qualifiés aux matchs barrages en mars prochain

Les pays africains qualifiés pour le 3e et dernier tour (barrages, en aller et retour) des qualifications pour la Coupe du monde de football (Qatar-2022), après les matchs de la 6e et dernière journée joués sur trois jours.

- Groupe A : Algérie
- Groupe B : Tunisie
- Groupe C : Nigeria
- Groupe D : Cameroun
- Groupe E : Mali
- Groupe F : Egypte
- Groupe G : Ghana
- Groupe H : Sénégal
- Groupe I : Maroc
- Groupe J : RD Congo

NB: les cinq confrontations en deux manches seront connues à l'issue d'un tirage au sort prévu le 18 décembre prochain, en tenant compte du classement de la Fédération internationale (Fifa), pour désigner les cinq représentants africains à la prochaine Coupe du monde, prévue en 2022 au Qatar. Il convient de rappeler que la Fifa a confirmé mardi avoir été saisie d'une plainte de l'Afrique du Sud pour un problème d'arbitrage après sa défaite contre le Ghana (1-0), dimanche qui l'a éliminé du Mondial-2022, item pour celle de la Fédération du Bénin pour un problème technique lié aux remplacements de joueurs lors de son match perdu face à la République démocratique du Congo à Kinshasa (2-0).

LIGUE 1 (4^E JOURNÉE)

Le leader en péril à Alger, les poursuivants à l'affût

La 4e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue vendredi et samedi, sera marquée par le déplacement périlleux du leader l'US Biskra à Alger pour défier l'USM Alger, alors que le champion sortant le CR Belouizdad recevra l'Olympique Médéa pour confirmer son réveil.

Auteur de trois victoires, en autant de matchs, l'USB (1e, 9 pts) sera au rendez-vous avec son premier véritable test de la saison, face à une équipe de l'USM Alger (8e, 4 pts), avide de rachat après sa défaite concédée lors de la précédente journée à Béchar face à la JS Saoura (1-0).

Les joueurs de l'entraîneur Youcef Bouzidi seront certainement mis à rude épreuve face aux "Rouge et Noir", dont la victoire est impérative pour évacuer les doutes.

Les deux poursuivants directs : le MC Alger et l'Olympique Médéa, qui comptent sept points chacun, se déplaceront respectivement à l'Ouest et au Centre pour défier le RC Relizane (11e, 3 pts) et le champion sortant le CR Belouizdad (8e, 4 pts). Si le "Doyen" sur une courbe ascendante, évoluera à priori, sur du velours face à une équipe du RCR, qui a entamé la saison avec son équipe réserve, l'OM devra sortir le grand jeu pour essayer de damer le pion au Chabab, qui reste sur une victoire dans le derby face au Paradou AC (1-3).

La JS Saoura (4e, 6 pts), effectuera un long déplacement à l'Est pour croiser le fer avec le promu HB Chelghoum-Laid (15e, 1 point), avec la ferme intention de faire la passe de trois et viser une place sur le podium. Le HBCL, auteur d'un match nul en déplacement face à l'autre promu le RC Arbaâ (0-0), peine à réussir son apprentissage parmi l'élite. De son côté, le Paradou AC (4e, 6 pts) se rendra à Magra pour défier le NCM (15e, 1 point), où la moindre autre fausse manœuvre, enfoncera l'équipe locale dans la crise, alors que l'entraîneur Aziz Abbès est suspendu pour cette rencontre.

L'ES Sétif et le NA Hussein-Dey, logés ensemble à la 6e place avec 5 points chacun, seront en appel à l'Ouest pour



affronter respectivement le MC Oran (11e, 3 pts) et l'ASO Chlef (15e, 1 point). Privée de son entraîneur tunisien Nabil Kouki, suspendu pour deux matchs ferme, l'Entente aura à cœur de se racheter, après sa contre-performance à la maison face à l'ASO Chlef (0-0). Le MC Oran, dont l'entraîneur Azzedine Aït Djoudi a jeté l'éponge, n'aura d'autre alternative que la victoire pour mettre fin à deux revers de rang. Le Nasria, tenu en échec à domicile par la JS Kabylie (2-2), ira à Chlef en conquérant, pour donner la réplique à une équipe chélienne, capable du meilleur comme du pire.

Le nouvel entraîneur tunisien de la JSK Ammar Souayah, tentera de signer sa première victoire avec les "Canaris", à l'occasion de la réception du RC Arbaâ (15e, 1 point). Les coéquipiers de l'attaquant international A Réda Bensayah partiront largement favoris, selon les observateurs. Enfin, le WA Tlemcen (11e, 3 pts) abordera son match à domicile face au CS Constantine (8e, 4 pts), avec l'objectif de reprendre confiance et renouer avec la victoire après deux défaites de suite. En revanche, le CSC, en pleine confiance, après son succès face au NCM (1-0), semble plus que jamais déterminé à revenir avec un bon résultat pour éviter de retomber dans ses travers.

Le programme

Vendredi 18 novembre :
 HB Ch.Laid - JS Saoura 15h00
 JS Kabylie - RC Arbaâ 17h00
 MC Oran - ES Sétif 17h00

Samedi 19 novembre :
 CR Belouizdad - O. Médéa 14h30
 NC Magra - Paradou AC 14h30
 WA Tlemcen - CS Constantine 15h00
 ASO Chlef - NA Hussein-Dey 15h00
 RC Relizane - MC Alger 15h00
 USM Alger - US Biskra 18h00

Classement :	Pts	J
1) US Biskra	9	3
2) MC Alger	7	3
-> O.Médéa	7	3
4) JS Saoura	6	3
-> Paradou AC	6	3
6) NA Hussein-Dey	5	3
-> ES Sétif	5	3
8) USM Alger	4	3
-> CR Belouizdad	4	3
-> CS Constantine	4	3
11) JS Kabylie	3	3
-> MC Oran	3	3
-> WA Tlemcen	3	3
-> RC Relizane	3	3
15) ASO Chlef	1	3
-> NC Magra	1	3
-> HB Ch.Laid	1	3
-> RC Arbaâ	1	3

LIGUE 2

MC El Bayadh-WA Boufarik à l'affiche de la 5^e journée

Le match MC El Bayadh - WA Boufarik, entre le dauphin du Groupe Centre-Ouest qui reçoit le 5e sera à l'affiche de la cinquième journée de Ligue 2, prévue vendredi, à 15h00, et qui verra le leader de ce Groupe, le RC Kouba évoluer sur du velours, en accueillant dans son stade féérique "Mohamed Haddad" le mal-classé USM Bel-Abbès. Le Raed, le seul club tous Groupes confondus à avoir réussi un carton-plein de quatre succès en autant de matchs devrait, en effet, se rebiffer face aux Belabbassiens, modestes 13es avec seulement trois unités au compteur. Outre l'avantage du terrain et le soutien de leurs fidèles supporters, qui seront probablement nombreux à se tasser les balcons de la cité El Bahia pour les encourager, les Koubéens pourront compter sur la forme éblouissante de leur maître à jouer, Sid Ali Yahia Chérif, déjà auteur de deux buts décisifs lors des premières journées.

Quoique, le match qui devrait le plus captiver l'attention ce vendredi sera certainement ce choc du sommet de tableau entre le MCEB et WAB, avec la possibilité pour le vainqueur de rester au contact de leader algérois. Une journée qui s'annonce difficile pour la lanterne-rouge, USM El Harrach, appelé à effectuer un

périlleux déplacement chez le MCB Oued Sly, lui qui souffre déjà de plusieurs problèmes internes, qui lui ont valu une mauvaise entame de parcours.

Le Groupe centre-Est ne sera pas en reste, puisqu'il propose lui aussi une multitude de duels intéressants et qui vaudront tout autant le détour, dont cinq chauds confrontations, entre anciens pensionnaires de l'élite. Il s'agit des matchs AS Ain M'lila - JSM Béjaïa, CA Batna - JS Bordj Ménael, MO Béjaïa - JSM Skikda, HAMR Annaba - MO Constantine et MC El Eulma - USM Annaba. Certes, la plupart de ces clubs ont beaucoup perdu de leur aura, surtout depuis leur rétrogradation en pallier inférieur, mais ils devraient se surpasser à l'occasion de ces retrouvailles, afin de se montrer dignes de leur standing. A suivre également la sortie du leader du Groupe Centre-Est, l'US Chaouia, appelé à effectuer un déplacement chez le NRB Têleghma (6e/7 pts), ainsi que celle du dauphin JS Bordj Ménael (9 pts), qui devra se rendre chez le CA Batna (12e/3 pts). Tous les matchs de cette cinquième journée sont prévus vendredi, à 15h00, suivant la dernière programmation de la Ligue nationale du football amateur (LNFA).

Groupe Centre-Ouest

A Tiaret (Stade Kaid Ahmed) : JSM Tiaret - SKAF El Khemis
 A Boussaâda (Stade Mokhtar Abdelatif) : CRB Ain Ouessara - CR Témouchent
 A Oran (Stade Habib Bouakeul) : ASM Oran - USMM Hadjout
 A El Bayadh (Stade Zakaria Madjdoub) : MC El Bayadh - WA Boufarik
 A Ain Defla (Stade Khellal Abdelkader) : SC Ain Defla - GC Mascara
 A Alger (Stade Mohamed Benhaddad) : RC Kouba - USM Bel-Abbès
 A Chlef (Stade Mohamed Boumezzag) : MCB Oued Sly - USM El Harrach
 A Saïda (Stade Saïd Amara) : MC Saïda - ES Ben Aknoun

Groupe Centre-Est

A Ain M'lila (Stade Demane Debhbi) : AS Ain M'lila - JSM Béjaïa
 A Khenchela (Stade Hammam Amar) : USM Khenchela - CA Bordj Bou Arreridj
 A Têleghma (Stade Bachir Khebaz) : NRB Têleghma - US Chaouia
 A Batna (Stade Seffouhi) : CA Batna - JS Bordj Ménael
 A Béjaïa (Stade de l'Unité Maghrébine) : MO Béjaïa - JSM Skikda
 A Annaba (Stade Abdelkader chabou) : HAMR Annaba - MO Constantine
 A El Eulma (Stade Harrech) : MC El Eulma - USM Annaba
 A Lakhdarria (Stade Mansour Khodja) : IB Lakhdarria - IRB Ouargla

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE BISKRA
 DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
 N.I.F : .00007019004951
 Rue Ahmed Ouamane Biskra

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

AVIS D' APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°54/ DEP/SEE/2021

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°=15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Biskra, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°54/ DEP/SEE/2021 pour: Réalisation d'un Collège Basse 07/200R à Lioua Lot N°01 : Bloc Administratif +Bloc Pédagogique+amphithéâtre+ VRD+Demi-pension, Lot N°02 : Clôture Extérieure, Lot N°03 :Les Logements(01F5+02F4+01F3). Publié aux quotidiens nationaux

نوابر ميور و DK NEWS ainsi que BOMOP qu'après l'évaluation des offres les travaux sont attribués provisoirement comme suit :

Désignation des travaux	Lot	ETP	N.I.F	NOTE OFFRE TECH	Montant de l'offre en (T.T.C)	Délais	Critère d'Evaluation
Réalisation d'un Collège Basse 07/200R à Lioua Lot N°01 + Lot N° 02 + Lot N° 03	Lot N°01	KABOUT MUSTAPHA	168070700473443	28,00	276 243 566,27 DA	18 MOIS	Moins Disant
	Lot N°02	SAHRAOUI ZINE LAABDINE	198805160054825	/	9 681 602,00 DA	120 JOURS	Moins Disant
	Lot N°03	KHALOUT ABDULKARIM	186390101725156	29,67	18 650 353,22 DA	06 MOIS	Moins Disant

Les soumissionnaires intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invités de se rapprocher de nos services, au plus tard trois jours à compter du premier jour de la publication du présent avis.

Les soumissionnaires contestant ces propositions, peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marches de la wilaya de Biskra dans un délai de (10) jours à partir de la première publication du présent avis d'attribution provisoire du marché dans la presse quotidienne nationale ou BOMOP, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°=15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE BATNA
 DAIRA DE RAS EL AIOUN
 COMMUNE DE GOSBAT
 NIF / 09 84 0539 504 93 17

APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°03/2021

Conformément aux dispositions des articles 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de la commune de GOSBAT lance un Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

ACQUISITION (PRODUIT ALIMENTAIRE GÉNÉRAUX , LÉGUMES ET FRUITS , PAIN, VIANDES BLANCHES ET ROUGES) POUR LES CANTINES SCOLAIRES ANNEE 2022 :

Lot n°01: PRODUIT ALIMENTAIRE GÉNÉRAUX

Lot n°02: LÉGUMES ET FRUITS

Lot n°03: PAIN

Lot n°04: VIANDES BLANCHES ET ROUGES.

Le fournisseur autorisé à soumissionner :

- Les fournisseurs qualifiés dans les domaines :
 - Lot n°01: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : alimentation générale (épicerie) ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail.

- Lot n°02: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : légumes et fruits ou alimentation générale (fruits et légumes frais) ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail.

- Lot n°03: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : boulangerie pâtisserie artisanale, boulangerie industrielle ou alimentation générale (dépôt de pain).

- Lot n°04: Ayant un registre du commerce contenant le code d'activité : vente des viandes ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail.

- Les fournisseurs ayant un chiffre d'affaires supérieur ou égale à 4.000.000,00 DJUSTIFIE par une attestation de chiffres d'affaires certifiée et approuvée par les services des impôts des deux dernières années (2019-2020).

- Les fournisseurs ayant effectué des fournitures similaires dans les deux dernières années « 2019-2020 » présentation au moins une (01) attestation de fourniture réalisée par le co-contractant signée par le bénéficiaire de l'opération comprenant année de l'opération et intitulé de l'opération.

- Les fournisseurs intéressés par cet avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du service d'équipement, contre paiement de la somme de 5.000,00 DA au régisseur de la commune de Gosbat.

Les offres devront être scindées en trois enveloppes fermées, cachetées « Dossier de Candidature », « Offres Technique » et « Offres Financière ». L'enveloppe extérieure anonyme ne doit comporter que la mention : APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°03/2021.

- Les offres seront déposées auprès du secrétariat de l'APC de GOSBAT le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres avant 10h00.

Document constituant l'offre :

A- Dossier de candidature :

1- Déclaration de candidature remplie signée et cachetée.
 2- Déclaration de prohié remplie signée et cachetée.
 3- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

4- Copie du statut de l'entreprise s'il existe
 - Chaque document permet d'évaluer les capacités des candidats ou des cocontractants :

5- Copie du registre de commerce contenant :
 - Le code d'activité : alimentation générale (épicerie) ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail, pour lot n°01.

- Le code d'activité : légumes et fruits ou alimentation générale (fruits et légumes frais) ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail pour lot n°02.

- Le code d'activité : boulangerie pâtisserie artisanale, boulangerie industrielle ou alimentation générale (dépôt de pain), pour lot n°03.

- Le code d'activité : vente des viandes ou produits liés à l'alimentation humaine ; qu'ils soient grossiste, distributeurs en gros ou commerçants en détail pour lot n°04.

6- Copie des attestations de fourniture pour des fournitures similaires réalisées par le cocontractant signée par le bénéficiaire de l'opération pour les deux dernières années « 2019-2020 » comprenant année de l'opération et l'intitulé de l'opération.

7- Attestation des chiffres d'affaires (C20) certifié et approuvé par les services des impôts des deux dernières années (2019-2020).

8- Copie des cartes grises - assurances ou contrat de location ou procuration.

9- Liste des moyens humains s'il existe année 2021 : attestation CASNOS et CNAS.

B- OFFRES TECHNIQUE :
 1- Déclaration à souscrire remplie signée et cachetée.

2- Cahier des charges remplie signée et cachetée. Portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepter »

3- Mémoire technique justificatif remplie signée et cachetée.

C- OFFRES FINANCIÈRE
 1- La lettre de soumission remplie signée et cachetée.
 2- Le bordereau des prix unitaires remplie signée et cachetée.
 3- Détail quantitatif et estimatif remplie signée et cachetée.
 Le délai de préparation des offres est fixé à dix (10) jours à compter de la première date de parution du présent appel d'offre dans les quotidiens nationaux et bulletin officiel des marchés de l'opérateurs publique « BOMOP ».

L'ouverture des plis se fera le dernier jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 10h30 en séance publique et en présence des soumissionnaires désireux d'y assister au siège de la commune.
 Si le dernier jour de dépôt des offres coïncide avec un jour de repos légal, la durée préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable.
 Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent (100) jours à compter de la date limitée d'ouverture des plis.

Betis : Fekir suspendu 3 matchs

Exclu en fin de match contre le Bayer Leverkusen (défaite 4-0) en Europa League, après une altercation avec l'Allemand Kerem Demirbay (voir la brève du vendredi 5/11), Nabil Fekir (28 ans, 4 matchs et 1 but en C3 cette saison) a logiquement escopé d'une lourde sanction. Le milieu offensif du Betis Séville est en effet suspendu pour les trois prochaines rencontres. Alors que son équipe luttera pour la qualification, le Français manquera les deux dernières journées face à Ferencvaros et le Celtic.



PHILIPPE COUTINHO DIT NON À NEWCASTLE

Les dirigeants de Newcastle rêvaient en secret d'en faire l'une des figures de proue de leur projet. Mais il n'en sera rien. Philippe Coutinho n'aurait pas l'intention de quitter le FC Barcelone lors du mercato hivernal 2022.

Selon des informations de Sport, Philippe Coutinho aurait refusé les avances des dirigeants de Newcastle. Les Magpies recherchent des renforts pour leur équipe et débiter leur projet qui doit amener l'équipe du Nord-Est de l'Angleterre vers les sommets européens dans les prochaines années. Mais ce sera sans l'international brésilien. Ce dernier souhaite rester au FC Barcelone. Surtout depuis le changement d'entraîneur et l'arrivée de Xavi aux commandes.

Philippe Coutinho, 29 ans, n'a marqué que 16 buts en quatre saisons de Liga à Barcelone depuis son transfert de Liverpool pour 120 millions d'euros. Il est encore à ce jour considéré comme un véritable flop et plusieurs années de suite, les dirigeants catalans ont tenté de s'en débarrasser. Le journal catalan croit savoir qu'un point sera fait avec le joueur et son entourage l'été prochain concernant son avenir. D'ici-là, l'ancien joueur des Reds aura peut-être retrouvé son meilleur niveau et convaincu Xavi de le conserver...

BENZEMA AFFICHE UN ÉNORME SOUHAI POUR LE BALLON D'OR !

Une nouvelle fois buteur avec l'équipe de France mardi soir en Finlande, Karim Benzema fait plus que jamais partie des favoris dans la course au Ballon d'Or. Et le buteur du Real Madrid a évoqué le sujet.

Depuis son retour surprise en équipe de France juste avant le début de l'Euro l'été dernier, après presque six ans d'absence, Karim Benzema s'est imposé comme un élément indispensable du secteur offensif des Bleus. Le buteur du Real Madrid enchaîne les réalisations, il a remporté la Ligue des Nations et a de nouveau largement contribué au succès tricolore mardi soir en ouvrant le score contre la Finlande (2-0). Une régularité dans les performances qui en fait un candidat crédible pour le Ballon d'Or...

Interrogé au micro de TF1 après la rencontre mardi soir, Karim Benzema a évoqué le sujet, et affiche plus que jamais son souhait de remporter le Ballon d'Or : « Dans 15 jours un petit Ballon d'Or ? Pour ça, on verra. On espère en tout cas », assure le numéro 9 du Real Madrid, qui sera en concurrence avec Lionel Messi, Robert Lewandowski ou encore Jorginho...

L'AC MILAN S'INTÉRESSE À RENATO SANCHES

De retour en forme depuis son retour de blessure, Renato Sanches arrive à un moment important de sa carrière alors qu'il est courtisé par de nombreux clubs européens. Parmi ces clubs, on retrouve l'AC Milan de Mike Magli, Fodé Ballo-Touré ou encore Rafael Leao. L'actuel deuxième de Serie A serait, d'après la Gazzetta dello Sport, entré dans la danse pour signer le milieu portugais de 24 ans et serait même en pole position. Des discussions auraient déjà lieu avec l'agent du joueur du LOSC, Jorge Mendes. Un autre club pourrait également récupérer le numéro 18 de Lille cet hiver, en l'occurrence Wolverhampton où Jorge Mendes a fait signer bon nombre de joueurs ces dernières années. Le club anglais avait même failli récupérer Renato Sanches en fin de mercato estival alors que celui-ci était blessé. Cependant, un départ de l'international portugais en janvier reste conditionné à la suite du parcours européen des Dogues et notamment à une qualification en huitièmes de finale de la Ligue des Champions.



Réunion décisive pour Marcelo Brozovic

Les Nerazzuri vont rencontrer l'entourage de Marcelo Brozovic. C'est l'un des dossiers chauds du côté de l'Inter Milan. En fin de contrat au mois de juin prochain, le milieu de terrain Marcelo Brozovic pourra négocier avec n'importe quel club à partir du 1er janvier. Pour le moment, les deux parties n'ont toujours pas trouvé d'accord. Courtisés par des clubs comme le Paris Saint-Germain, Newcastle, Liverpool ou encore le Paris Saint-Germain, l'international croate demanderait un salaire annuel de 6 millions d'euros pour poursuivre l'aventure avec les Nerazzuri. Selon les dernières informations de TMW, une réunion décisive serait prévue jeudi entre le clan du joueur et les intéressés. A l'issue de cette rencontre, on devrait en savoir plus sur l'avenir du natif de Zagreb.

L'AVENIR DE MATTHIJS DE LIGT DÉJÀ TOUT TRACÉ ?

Sous contrat jusqu'en juin 2024 avec la Juventus, Matthijs De Ligt se plairait à Turin. Une prolongation serait d'ailleurs à prévoir pour le Néerlandais. Annoncé comme l'un des futurs meilleurs défenseurs du monde, Matthijs De Ligt se plairait à la Juventus. Arrivé en 2019, le Néerlandais serait donc en passe de prolonger son contrat avec le club turinois. Selon les informations de Tuttosport, les Bianconeri voudraient étendre l'engagement du joueur de 22 ans d'une année supplémentaire, soit jusqu'en juin 2025. La Juventus souhaiterait gagner un peu de temps, ne pouvant offrir une revalorisation salariale à Matthijs De Ligt pour le moment. De son côté, Mino Raiola, agent du Néerlandais, serait disposé à rencontrer les dirigeants turinois afin de faire baisser la clause libératoire du défenseur de 22 ans, fixée à 120M€ actuellement. Matthijs De Ligt, lui, voudrait rester à la Juventus et Mino Raiola ne compterait pas s'opposer à sa volonté.



PALESTINE

OLP : "plusieurs pays ont reconnu l'Etat palestinien grâce à l'Algérie"

Un membre du bureau politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Taïssir Abou Bakr, a salué mardi les positions historiques de l'Algérie vis-à-vis de la question palestinienne, et souligné que la reconnaissance par l'Algérie de l'Etat de Palestine "a ouvert la voie à d'autres reconnaissances internationales".

A l'occasion de la célébration lundi du 33^e anniversaire de la proclamation à Alger de l'Etat de Palestine, Taïssir Abou Bakr, a rappelé, dans une déclaration à l'APS, que "c'est à partir de l'Algérie, pays d'un million et demi de martyrs, que l'indépendance de la Palestine a été proclamée le 15 novembre 1988 dans la foulée de la première Intifadha devant l'occupant sioniste usurpateur des terres palestiniennes saintes".

"Cette proclamation a pour but de réaliser les aspirations du peuple palestinien et ses droits légitimes sur sa terre et sa patrie", a ajouté le responsable palestinien, précisant que cette Déclaration traduit au monde entier la détermination du peuple palestinien à libérer sa terre du joug de



l'occupation quels que soient les sacrifices, et sa volonté d'aller de l'avant pour arracher ses droits au retour, à la liberté et à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods Eccharif comme capitale". Et d'ajouter: "Cette proclamation a donné le coup d'envoi à la reconnaissance officielle des droits légitimes du

peuple palestinien par la majorité des pays du monde". Il a rappelé dans ce contexte que l'Algérie a été le premier pays à reconnaître l'Etat de Palestine, quelques minutes après la déclaration de l'indépendance". Taïssir Abou Bakr a souligné que cette reconnaissance de l'Algérie "a ouvert la voie à de

nombreux pays qui ont reconnu l'Etat palestinien et qui sont actuellement au nombre de 140". Le peuple palestinien est déterminé à poursuivre la lutte et la résistance face à l'occupant israélien jusqu'à la réalisation de ses objectifs nationaux à savoir le droit au retour, à la liberté et à l'indépendance", a-t-il conclu.

TAXE SUR LES MULTINATIONALES

Le calendrier reste serré pour une application en 2023 (OCDE)

Le calendrier reste "absolument dément" pour finaliser les éléments juridiques qui permettront d'appliquer la réforme de la fiscalité sur les multinationales, après l'accord politique conclu au G20 fin octobre, a prévenu mercredi le directeur du centre de politique et d'administration fiscale de l'OCDE, Pascal Saint-Amans.

"Le sujet maintenant, c'est qu'il faut transformer l'accord politique en règle juridique", a-t-il expliqué lors d'un échange avec la presse organisé à Paris par l'Association des journalistes économiques et financiers (AjeF), se disant toutefois optimiste sur la possibilité d'une entrée en vigueur comme prévu en 2023.

Le directeur a été la cheville ouvrière de la négociation internationale ayant abouti fin octobre à un feu vert sur la mise en place d'un mécanisme plus équitable pour taxer les multinationales, notamment du numérique, et la création d'un impôt minimum de 15%. Ses équipes travaillent désormais sur la finalisation des modèles juridiques pour que les 137 Etats s'étant engagés à appliquer cet accord puissent transposer dans leur législation l'impôt minimum de 15%. Il y a notamment "urgence" pour l'Union

européenne, qui prévoit d'entamer l'accord par une directive début 2022, a indiqué M. Saint-Amans. La ratification par le Congrès américain reste aussi une épée de Damoclès, même si M. Saint-Amans estime qu'il y a de "fortes chances" pour qu'elle aboutisse. Mais le sujet le plus complexe est l'application de la nouvelle façon de répartir la perception de l'impôt entre les pays où sont installés fiscalement les entreprises, parfois des paradis fiscaux, et ceux où elles ont effectivement leur activité. "Nous avons besoin d'une convention multilatérale" qui va "créer des droits d'imposer ce qui ne s'est jamais fait" au niveau mondial. Cela suppose de régler un certain nombre de questions techniques, laissées en suspens dans l'accord politique. Et en particulier la question de savoir comment répartir l'impôt entre les pays qui auront droit d'en récupérer une partie, c'est-à-dire ceux où les entreprises réalisent leur activité mais n'y ont pas leur résidence fiscale. La discussion n'en est qu'à un niveau "préliminaire", selon M. Saint-Amans, mais "là aussi les délais sont très brefs, puisque l'objectif c'est que la convention soit signée avant la fin du premier trimestre 2022", a-t-il ajouté.

JUSTICE

Affaire du groupe Condor : audition des accusés dans le dossier de l'opérateur Mobilis et la société ALTRAPCO

Le procès des accusés dans l'affaire du Groupe Condor s'est poursuivi mardi après-midi avec l'audition des accusés dans le dossier du marché conclu par le Groupe avec l'opérateur public de téléphonie mobile "Mobilis", ainsi qu'au dossier de la société ALTRAPCO, chargée de la réalisation d'une gare routière dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Parmi les accusés auditionnés par le juge dans le dossier de Mobilis, figure Abdelhadi Mati qui occupait le poste de directeur des relations administratives, pour-suivi pour dilapidation de deniers publics et abus de fonction. Répondant aux questions du juge sur le "traitement de faveur"

au bénéfice du Groupe Condor, et l'octroi de facilitations pour obtenir le marché "des tablettes munies de la carte Sim Mobilis", l'accusé a expliqué que l'octroi d'une quelconque offre se fait conformément à une étude réalisée par la direction du marketing. Cette dernière avait affirmé que le dossier du groupe a été traité de la même façon que les autres représentants à l'image de Huawei, LG et Samsung.

Il a assuré, dans ce cadre, que le montant du marché et la durée accordée aux opérateurs avaient été pris en considération pour l'octroi du marché, et par conséquent "aucun avantage n'a été octroyé à Condor". Abondant dans

le même sens, Mohamed Habib, qui assurait l'intérim de Mobilis après le départ de l'ancien directeur général Saad Dama, a précisé qu'avant la passation du marché, une étude technique a été élaborée pour la sélection de l'opérateur. Il assure que l'ancien SG du ministère de la poste et des technologies de l'information, feu Fouad Belkacem, "n'a exercé aucune pression pour le choix des tablettes produites par Condor". Concernant les factures impayées par l'opérateur (plus de 120 milliards de centimes), il a précisé qu'elles allaient être payées même sans l'appel qu'il a reçu de feu Fouad Belkacem car Mobilis était obligée de régler ces

factures en prévision de la conclusion d'un nouveau marché pour l'acquisition de téléphones et de tablettes électroniques de 4G, une technologie entrée en service en 2016. Le juge a également auditionné les coaccusés dans le dossier de l'entreprise ALTRAPCO, qui avait été chargée en 2011 de réaliser une gare routière dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour livraison dans un délai de 18 mois. Le gérant d'ALTRAPCO, Smail Benhamadi, a dit que le retard de livraison de la gare était dû "à l'absence d'un bureau d'étude pour la réalisation des maquettes du projet, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle le projet a été

gelé pendant quatre ans". Il a également évoqué la lenteur dans la réalisation des plans faute d'une étude de sol, précisant que "la gare a été livrée en 2018 et inaugurée une année après par le ministre des Transports et des Travaux publics de l'époque, Abdelghani Zaâlâne". Cinq (5) directeurs des transports dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj durant la période de réalisation de la gare (2011-2019) ont été auditionnés dans ce dossier concernant la prorogation du contrat avec l'entreprise malgré le dépassement des délais de livraison. Ils ont soutenu qu'"ils étaient habilités par la loi à prendre une telle mesure".

ANP

Mise en échec de l'introduction de plus 8 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc

Des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené, du 10 au 16 novembre 2021, plusieurs opérations contre la criminalité ayant abouti à l'arrestation de plusieurs narcotrafiquants et la mise en échec des tentatives d'introduction de plus 8 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc, selon un bilan rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'ANP ont mené, du 10 au 16 novembre 2021, plusieurs opérations qui témoignent de l'engagement

infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", précise la même source.

"Dans le contexte des opérations de lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts intenses visant à contre-carrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2^{ème} et 3^{ème} Régions militaires, 20 narcotrafiquants et ont mis en échec des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 08 quintaux et 31,5 kilogrammes de kif traité, tandis que 28 autres

narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 27,5 kilogrammes de la même substance et 50 185 comprimés psychotropes, saisis dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires", ajoute le communiqué du MDN. Par ailleurs, "des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamarrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, 374 individus et saisi 22 véhicules, 177 groupes électrogènes, 156 marteaux-piqueurs, 06 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 56 quintaux de mélange d'or brut et de pierres", relève la même source, ajoutant

que "29 autres individus ont été arrêtés, 07 fusils de chasse, 06 pistolets automatiques, 16 822 cartouches pour fusils de chasse, 226 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, 25 965 paquets de tabacs et 19 241 unités de diverses boissons ont été saisis à Adrar, El-Oued, Biskra, In Amenas, M'sila et Mostaganem". En outre, "des tentatives de contrebande de quantités de carburant s'élevant à 22 175 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras", indique le communiqué du MDN, relevant dans un autre contexte, que "124 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Djanet, Adrar, Ouargla, Tlemcen et El-Tarf".